

Action sociale
Ventilation fonctionnelle
des dépenses

Exercice 2005



Caisses d'allocations familiales
Métropole et départements d'outre-mer

L'action sociale des Caf de Métropole et de l'Outre-Mer

<i>Les dépenses d'action sociale des Caf métropolitaines et des Départements d'Outre-Mer - présentation synthétique</i>	3
Annexe 1 : séries rétrospectives : dépenses d'action sociale des Caf de 2001 à 2005	35
<i>Résultats agrégés des Caf métropolitaines et des Caf d'Outre-mer</i>	37
<i>Résultats agrégés des Caf métropolitaines</i>	40
<i>Résultats agrégés des Caf d'Outre-mer</i>	46
Annexe 2 : Les résultats financiers 2005 selon la présentation des questionnaires transmis par les Caf : métropole + Dom	49
Annexe 3 : Les résultats financiers 2005 selon la présentation des questionnaires transmis par les Caf de métropole	65
Annexe 4 : Les résultats financiers 2005 selon la présentation des questionnaires transmis par les Caf des Dom	81
Annexe 5 : Les résultats financiers 2005 par Caf et par régions	95
Annexe 6 : Les bénéficiaires potentiels d'AS au 31/12/2005	113
<i>Liste des tableaux et graphiques</i>	118



C.N.A.F.

Direction des Statistiques, des Etudes et de la Recherche
Pôle Statistiques de Prestations et d'Action Sociale
Marie-Thérèse Escande
octobre 2006

L'action sociale des Caf de Métropole et de l'Outre-Mer

Les dépenses d'action sociale des 119 Caf métropolitaines et des
4 Caf des Dom en 2005

présentation synthétique

Les dépenses d'action sociale en 2005

Métropole et départements d'Outre-Mer

Le présent document a pour objectif la diffusion des résultats statistiques annuels en matière **d'action sociale des Caisses d'allocations familiales de métropole et des départements d'Outre-mer**.

Les tableaux de synthèse 1 à 12 ci-après (pages 26 à 34) présentent successivement les résultats agrégés (exprimés en millier d'euros) des 123 Caisses d'Allocations Familiales de la Métropole et des Départements d'Outre-mer (tableaux 1 à 4), des 119 Caf de Métropole (tableaux 5 à 8) et des 4 Caf des départements d'Outre-mer, (tableaux 9 à 12) selon les fonctions de la nomenclature des dépenses d'action sociale mise en place en 1994.

En annexe 1 (page 35) sont présentées des séries de données sur cinq ans, de 2001 à 2005. Les niveaux d'agrégation sont également les 123 Caf de Métropole et des départements d'Outre-mer (tableaux 13 à 16), les 119 Caf de Métropole (tableaux 17 à 23) et les 4 Caf des Dom (tableaux 24 et 25).

En annexe 2, 3 et 4 sont présentés les résultats centralisés, sous la même forme que le document « ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale » transmis par chaque Caf (tableaux SF100 à SF951),

- annexe 2 : des 123 Caf de métropole et des départements d'Outre-mer (pages 49 à 63),

- annexe 3 : des 119 caf du régime général métropolitain (pages 65 à 79),

- annexe 4 : des 4 caf des départements d'Outre-mer (pages 81 à 93).

L'annexe 5 (page 95) est constituée de plusieurs états statistiques précisant par Caf et par région les montants d'aides d'action sociale versés en euro et en pourcentage, par fonction (pages 97 à 104), selon le destinataire de la dépense (pages 105 à 108) et selon la nature de la dépense (pages 109 à 112).

Enfin l'annexe 6 indique (page 113), pour chaque Caisse d'allocations familiales, le nombre d'allocataires susceptibles de bénéficier de l'action sociale à la date du 31/12/05 (bénéficiaires potentiels). Il s'agit d'un nombre « théorique » de bénéficiaires calculé selon une définition donnée par la Cnaf, et rappelée en note à la page 117.

Les commentaires ci-après portent sur les résultats financiers des 123 Caf.

Les orientations d'action sociale : une nouvelle circulaire dans le cadre d'une nouvelle COG

Les priorités de l'action sociale sont définies par le conseil d'administration de la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) et sont fixées, pour la période 2005-2008, par la circulaire de la Cnaf n° 2006-001 du 16 janvier 2006. Ces priorités figurent dans la convention d'objectifs et de gestion négociée entre la Cnaf et l'Etat pour la période 2005-2008 et sont financées par le Fonds national d'action sociale (Fnas) qui a été arrêté pour la même période.

Deux priorités institutionnelles sont précisées :

1 améliorer la vie quotidienne des familles et favoriser l'épanouissement des enfants

- en facilitant l'articulation entre vie professionnelle, vie familiale et vie sociale
- en soutenant les relations sociales de proximité

2 mieux accompagner les familles

- en réaffirmant le soutien à la parentalité pour prévenir les difficultés familiales ou sociales
- en aidant les familles rencontrant des difficultés liées à leur logement et à leur habitat
- en renforçant l'accompagnement des familles vulnérables

Les orientations fixées dans la circulaire précitée s'inscrivent dans le prolongement des précédentes orientations. Elles n'ont pas entraîné de modification de la nomenclature¹ des dépenses d'action sociale (nomenclature établie pour toute la sécurité sociale) définie selon les sept fonctions suivantes (pas de fonction 6 pour les Caf, la fonction 6 étant relative aux cotisants) :

- 1 – Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans ;
- 2 – Temps libres des enfants et des familles ;
- 3 – Accompagnement social des familles et de leurs enfants ;
- 4 – Logement et habitat ;
- 5 – Animation de la vie sociale ;
- 7 – Prestations supplémentaires aux familles ;
- 8 – Accompagnement de la fonction parentale et autres actions

Une fonction supplémentaire « logistique des œuvres » créée suite à la mise en place du budget unique de gestion en 2001 perdue en 2005. Cette fonction est destinée aux CAF qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires cofinanceurs de leurs

¹ Les subdivisions de la fonction 1 ont toutefois été modifiées pour adapter la nomenclature à la réglementation (voir page 13)

gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres de la gestion SF vers la gestion E (gestion des œuvres).

Les publications de résultats statistiques analysent les résultats en termes d'évolution annuelle et de structure. Dans la publication de la ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2004 a été intégré un préambule relativisant les évolutions annuelles enregistrées au cours des deux exercices précédents (données 2003 sous-évaluées en montants entraînant une correction à la hausse en 2004) et portant les taux d'évolution 2004 au dessus de la tendance de long terme. En 2005, les taux d'évolution reflètent à nouveau les fluctuations de l'enregistrement comptable des dépenses de prestations de service. Le préambule évoqué est repris ci-dessous, mis à jour des données 2005.

Préambule

L'évolution des dépenses d'action sociale est soumise à plusieurs aléas (tableaux a et b), qui tiennent à la fois au partenariat et au mode de comptabilisation de ces dépenses.

En 2002 le passage d'un grand nombre de Caf en droits constatés pour leurs prestations de service a entraîné une majoration exceptionnelle des dépenses. Avec ce passage désormais accompli du réseau en droits constatés, **les dépenses de prestations de service deviennent entièrement estimées**. En effet, les Caf ne connaissent le montant réel des droits de l'année N que lorsqu'elles reçoivent les pièces justificatives, c'est-à-dire au cours de l'année N+1. Pour rattacher à l'exercice N les droits ouverts au cours de cet exercice (principe des droits constatés), les Caf doivent donc comptabiliser une estimation des droits de l'exercice N. Cette estimation fait ensuite l'objet d'une régularisation lorsque les droits réels sont connus, en N+1. Les droits 2002 ayant été surestimés par le réseau des Caf dans son ensemble, une régularisation a eu lieu en 2003. Ceci explique en partie les progressions plus faibles des dépenses en 2003, notamment en matière de petite enfance et d'animation de la vie sociale où le poids des prestations de service est particulièrement important. En conséquence, les taux de progression sont beaucoup plus élevés en 2004 : +24,4% en 2004 après +3,3% en 2003 pour la petite enfance, +6,6% en 2004 après +1,4% en 2003 pour l'animation de la vie sociale. La croissance du temps libre demeure élevée, sous l'effet du développement des contrats temps libre : +11,8% en 2003, et encore +17,2% en 2004.

En 2005, le taux annuel de progression reste élevé : la convention d'objectif et de gestion 2005-2008 ayant invité les caf à revoir les modalités de pilotage de l'action sociale au moyen de procédures budgétaires renforcées, la nécessité de clarifier la situation financière a entraîné une accélération de la liquidation des dossiers en cours et, partant, une augmentation des dépenses imputées sur cet exercice.

En 2005, le taux annuel de progression reste élevé, car aux effets du mode d'enregistrement comptable des dépenses s'ajoutent des raisons structurelles d'augmentation.

D'une manière générale, il convient de noter que l'intégration des fonctionnaires en 2005 s'est traduite par un coût lié à l'extension du champ des dépenses financées pour leur compte (PS ordinaires au-delà du seul domaine de la petite enfance, majoration des contrats).

En matière de petite enfance (+19,7%), la progression s'explique par l'augmentation du rythme de créations de places nouvelles suite aux trois plans crèches (Fonds d'investissement petite

enfance, Aide exceptionnelle à l'investissement, et, à partir de 2004, Dispositif d'aide à l'investissement pour la petite enfance) mis en œuvre depuis 2001 : ce sont plus de 8000 places nouvelles qui ont ouvert en 2004, de même en 2005. Le déploiement de la réforme prestation de service unique a été achevé en 2005 : elle comporte un important volet financier, à la fois en faveur des gestionnaires (alignement des prix plafond de l'accueil occasionnel sur ceux de l'accueil régulier, mesures d'accompagnement d'un mode de financement vers un autre) et des familles (tarification plus fine à l'heure au lieu de la journée, révision du mode de calcul de la PS qui a favorisé l'accueil de familles plus modestes, qui se sont traduits par un coût pour les Caf). Les contrats enfance ont poursuivi leur dynamisme : ils ont permis de prendre en compte la forte augmentation dans les établissements d'accueil de la petite enfance des coûts unitaires (+5% par an entre 1999 et 2004) que la prestation de service ordinaire ne couvrait que partiellement. L'augmentation du nombre de communes couvertes, l'augmentation de la proportion de contrats signés en intercommunalité et l'harmonisation des taux de cofinancement avec ceux des contrats temps libre ont également contribué à augmenter l'effort financier des Caf.

En matière de temps libre (+20,2%), le dynamisme de la dépense s'explique tant par l'effet volume des PS ordinaires Clsh que par la forte progression des dépenses de contrats temps libre, pour des raisons identiques à celle des contrats enfance : hausse du nombre d'actions suite aux besoins croissants, en particulier ceux concernant les adolescents, augmentation des coûts unitaires des équipements et actions, du nombre de contrats et hausse des taux de cofinancement.

La croissance des dépenses d'accompagnement à la fonction parentale (+13,8%) ne se dément pas, en réponse aux besoins croissants en matière d'accompagnement à la scolarité et de médiation familiale.

Tableau a : Montant des dépenses d'action sociale en milliers d'€, pour les principales fonctions

	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des enfants de 0 à 6 ans (1)	920 099	981 189	1 202 605	1 242 148	1 545 199	1 849 541
Temps libre des enfants et des familles (2)	417 941	445 100	508 700	568 955	666 624	801 369
Accompagnement social des familles et de leurs enfants (3)	396 210	399 804	399 172	412 474	440 134	440 659
Logement et habitat	171 760	158 253	167 467	167 914	170 729	163 606
Animation et vie sociale	208 090	206 424	221 600	224 707	239 429	248 141
Prestations supplémentaires aux familles	21 736	16 886	15 343	13 778	12 790	10 175
Accompagnement de la fonction parentale (4)	16 880	20 295	26 732	24 598	34 843	39 664

Source : Cnaf – DSER DSPA

- (1) Hors lieux d'accueil enfants parents
- (2) Hors accompagnement à la scolarité
- (3) Hors médiation familiale, réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents, et éducation familiale et parentale
- (4) Regroupe médiation familiale, réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents, et éducation familiale et parentale, lieux d'accueil enfants parents, accompagnement à la scolarité.

Tableau b : Taux d'évolution annuel des principales fonctions

	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des enfants de 0 à 6 ans (1)	6,6%	22,6%	3,3%	24,4%	19,7%
Temps libre des enfants et des familles (2)	6,5%	14,3%	11,8%	17,2%	20,2%
Accompagnement social des familles et de leurs enfants (3)	0,9%	-0,2%	3,3%	5,4%	0,1%
Logement et habitat	-7,9%	5,8%	0,3%	1,7%	-4,2%
Animation et vie sociale	-0,8%	7,4%	1,4%	6,6%	3,6%
Prestations supplémentaires aux familles	-22,3%	-9,1%	-10,2%	-7,2%	-20,4%
Accompagnement de la fonction parentale (4)	20,2%	31,7%	-8,0%	41,6%	13,8%

Source : Cnaf – DSER – DSPA

Afin de donner une vision tendancielle de l'évolution des dépenses, au delà des à-coups conjoncturels, les dépenses sont présentées en moyenne sur deux ans, par grandes fonctions, dans les tableaux c et d. Ce mode de présentation permet de lisser les surestimations ou sous-estimations qui affectent une année particulière.

Tableau c : Moyenne sur deux ans des dépenses d'action sociale en milliers d'€, pour les principales fonctions

	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Accueil des enfants de 0 à 6 ans (1)	950 644	1 091 897	1 222 376	1 393 674	1 697 370
Temps libre des enfants et des familles (2)	431 521	476 900	538 827	617 789	733 996
Accompagnement social des familles et de leurs enfants (3)	398 007	399 488	405 823	426 304	440 396
Logement et habitat	165 007	162 860	167 690	169 321	167 167
Animation et vie sociale	207 257	214 012	223 154	232 068	243 785
Prestations supplémentaires aux familles	19 311	16 115	14 561	13 284	11 483
Accompagnement de la fonction parentale (4)	18 588	23 514	25 665	29 721	37 254

Source : Cnaf – DSER – DSPA

(1), (2), (3) et (4) : voir renvois du tableau a, page 8

Tableau d : Taux d'évolution des dépenses moyennes sur deux ans des principales fonctions

	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005
Accueil des enfants de 0 à 6 ans (1)	14,9%	11,9%	14,0%	21,8%
Temps libre des enfants et des familles (2)	10,5%	13,0%	14,7%	18,8%
Accompagnement social des familles et de leurs enfants (3)	0,4%	1,6%	5,0%	3,3%
Logement et habitat	-1,3%	3,0%	1,0%	-1,3%
Animation et vie sociale	3,3%	4,3%	4,0%	5,0%
Prestations supplémentaires aux familles	-16,6%	-9,6%	-8,8%	-13,6%
Accompagnement de la fonction parentale (4)	26,5%	9,2%	15,8%	25,3%

Source : Cnaf – DSER - DSPA

(1), (2), (3) et (4) : voir renvois du tableau a, page 8

Ce dernier tableau montre que les fonctions qui connaissent la plus forte progression tendancielle des dépenses sont l'accueil des jeunes enfants, le temps libre des enfants et des familles, ainsi que l'accompagnement à la fonction parentale : les taux de progression constatés sur la seule année 2005 sont le reflet d'une tendance lourde. La diminution des prestations supplémentaires aux familles se maintient sur la période. Alors que la progression du poste accompagnement social des familles se maintient, le poste « temps libre » enregistre une accélération sur la dernière période en raison de l'importance du poste « contrat temps libre » dans cette fonction. Concernant la sous fonction « accompagnement de la fonction parentale », l'analyse des données lissées gomme le pic d'évolution de l'exercice 2004 constaté sur les données brutes, mais confirme la forte augmentation tendancielle.

1 - Répartition et évolution 2005/2004 des dépenses selon les fonctions de l'action sociale familiale

Les dépenses des fonctions de l'action sociale sont déclinées selon les destinataires en distinguant :

- les aides directes aux familles
- les aides aux partenaires
- les services Caf (œuvres en gestion directe)

Ces dépenses sont également ventilées selon les sections :

- aides financières
- investissement
- fonctionnement

et selon la source de financement :

- fonds propres
- fonds affectés (essentiellement les prestations de service) garantissant le financement, dans les limites fixées par la réglementation nationale, des équipements et services correspondant aux priorités de l'action sociale et familiale (voir encadrés pages 24 et 25 et graphique 2 ci-après).

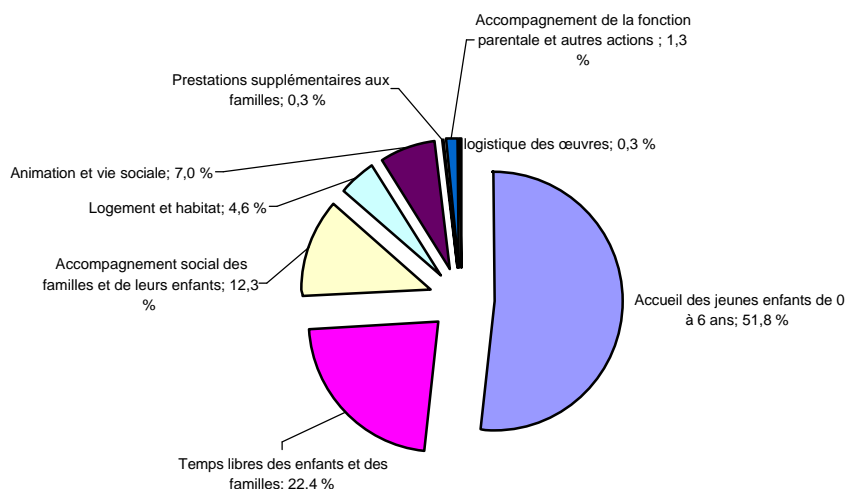
Les fonctions de l'action sociale des Caf

3,6 milliards d'euros ont été consacrés par les 123 Caf de la métropole et des départements d'Outre-mer à leur action sociale en 2005 (tableau 1 page 26) soit une progression en rythme annuel de 14,3 % (3,1 milliards d'euros en 2004).

	dépenses en millions d'euros	% de la dépense totale
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 850	51,8%
Temps libres des enfants et des familles	801	22,4%
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	441	12,3%
Logement et habitat	164	4,6%
Animation et vie sociale	248	6,9%
Prestations supplémentaires aux familles	10	0,3%
Accompagnement de la fonction parentale et autres actions	47	1,3%
Logistique des œuvres ²	12	0,3%

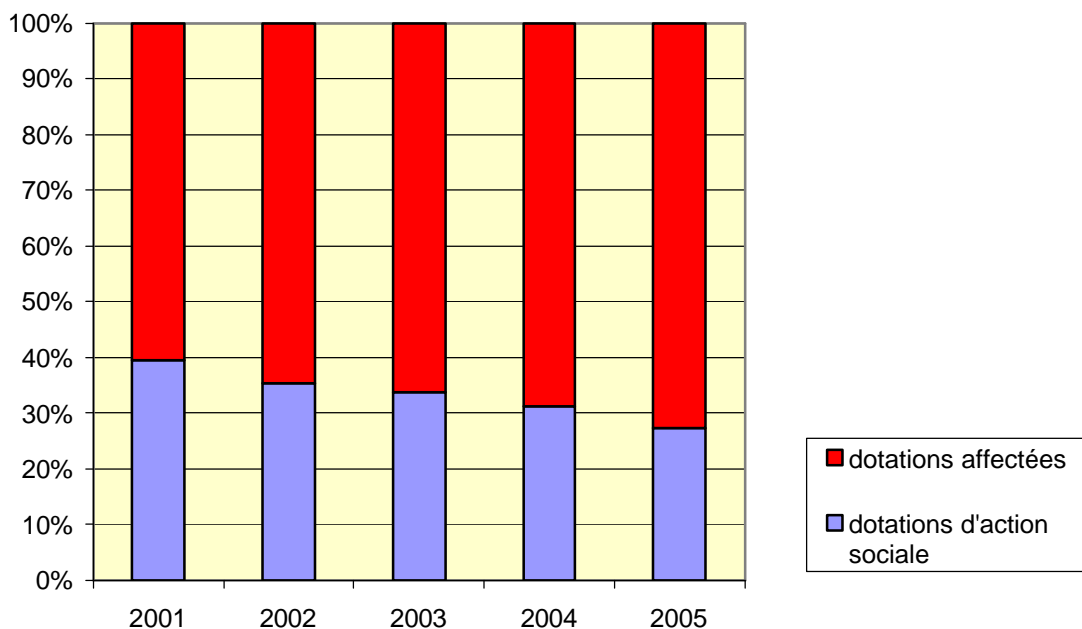
² voir page 6 le commentaire sur cette fonction

graphique 1 : dépenses d'action sociale par fonction en 2005



Source : Cnaf – DSER - DSPA

graphique 2 : financement de l'action sociale de 2001 à 2005



Les dotations affectées comprennent : les financements d'interventions de techniciennes d'intervention sociale et familiale ou d'auxiliaires de vie sociale sur fonds Cnam ou Enim, les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe, de l'Aei et du Daïpe et surtout les prestations de service qui représentent, en 2005, 94% des dotations affectées.

Source : Cnaf – DSER - DSPA

Les trois premières fonctions (accueil des jeunes enfants, temps libres des enfants et des familles, accompagnement des familles et de leurs enfants) occupent une place prépondérante dans la dépense réalisée par les Caf (87%).

1.1L'accueil des jeunes enfants : progression des dépenses toujours soutenue (tableaux SF100 page 51 et 13 page 37, graphique 2 page 11)

Poste institutionnel privilégié, la fonction 1 « accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans » représente plus de la moitié des dépenses d'action sociale en 2005 (51,8 %). Elle enregistre une progression des dépenses de 19,7 % (contre + 24,4 % en 2004, passant de 1545 à **1850 millions d'euros** de 2004 à 2005).

La quasi-totalité des dépenses (95,5 %, tableau 4 page 28) est financée sur prestations de service ou dotations affectées (encadrés pages 24-25), 4,5 % de la fonction étant financés sur fonds propres. Les prestations de service couvrant exclusivement des dépenses de fonctionnement, il en résulte (tableau 3 page 27) que 92,9 % des dépenses de la fonction relèvent de la section budgétaire « fonctionnement », les 7,1 % restant concernant des dépenses d'investissement.

La nomenclature de la fonction « accueil des jeunes enfants » a été adaptée à la réglementation des prestations de service, à compter du 1^{er} janvier 2005. Le critère principal « établissements d'accueil » devient subsidiaire. Sont privilégiés :

- Le mode d'accueil (familial, parental, collectif)
- L'âge des enfants (moins de 4 ans, 4 à 6 ans)

La subdivision selon le type d'établissement -crèche, halte-garderie, établissement polyvalent- a toutefois été maintenue pour permettre de comparer les données entre exercices (ce critère fait référence à la terminologie usuelle de l'établissement, sachant que de fait, en raison de l'adaptation du fonctionnement des établissements à la réglementation, la plupart d'entre eux deviennent « polyvalents »).

Le tableau ci-dessous permet de rapprocher les données 2004 et 2005 selon l'ancienne nomenclature, pour les rubriques 11 à 16 du tableau SF100, page 51.

Dépenses d'accueil des jeunes enfants selon le type d'établissement					montants en milliers d'€
Métropole + Départements d'Outre-mer	crèches	haltes-garderies	établissements polyvalents	jardins d'enfants	Total
Etablissement d'accueil collectif	376 304	79 743	339 542	5 088	800 677
Etablissement d'accueil familial	142 850	571	43 554		186 975
Etablissement d'accueil parental	10 862	2 107	19 485		32 454
total établissements d'accueil 2005	530 016	82 421	402 581	5 088	1 020 106
total établissements d'accueil 2004	516 390	60 197	289 262	4 074	869 923
évolution 2005/2004 en %	2,6	36,9	39,2	24,9	17,3

L'autre volet important de la fonction « accueil des jeunes enfants » est constitué par la « fonction globale d'accueil », à hauteur de **703 millions d'euros** (soit une augmentation

de 25,4%) constitué pour 98% du contrat enfance **686 millions d'€** en progression de 25,6%. Le contrat enfance, destiné à améliorer les possibilités d'accueil des enfants jusqu'à trois ans permet également de soutenir des structures d'accueil pour les 3-6 ans : centre de loisirs, accueil péri-scolaire, ludothèque ... (voir encadré pages 24-25).

Au cours de l'exercice 2005, les établissements d'accueil sont tous « passés » à la Prestation de service unique (PSU) pour les enfants de moins de quatre ans, c'est-à-dire qu'ils ont adapté leur mode d'accueil pour être en conformité avec la réglementation leur permettant d'en bénéficier. Cette prestation de service étend l'aide financière de la Caf à toutes les structures accueillant les enfants jusqu'à leur 4^{ème} anniversaire (au lieu de 3 ans avant la réforme) et vient compléter la participation des familles en neutralisant l'impact des revenus des familles sur la gestion financière de l'établissement d'accueil (moins la famille paie, plus la Caf finance, et vice versa). Elle permet en outre aux familles d'effectuer des réservations en termes d'heures plutôt qu'en termes de journées, s'adaptant ainsi à la plus grande variabilité des temps de travail.

Le total Prestations de Service Ordinaire « petite enfance » + PSU s'établit à **961,5 millions €** dont 907,8 pour la seule PSU. 53,7 millions d'€ ont été versés pour l'accueil des jeunes enfants au titre de la PSO. L'équivalent 2004 était de 818,4 millions €. La progression enregistrée sur ce poste est de 17,5%.

L'année 2005 a été marquée par la poursuite de la progression des dépenses de soutien à l'investissement dans le domaine de la petite enfance (tableau SF100, page 51) : Fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe), créé en 2001, Aide exceptionnelle à l'investissement (Aei) créé en 2002 et Dispositif d'aide à l'investissement petite enfance (Daïpe) créé en 2004. Ces « plans crèches » sont destinés à inciter les collectivités territoriales et les associations à développer rapidement des services d'accueil collectif. **97,5 millions d'euros** ont été enregistrés dans les dépenses de la Cnaf au titre de ces trois dispositifs en 2005, en progression de 6 % par rapport à 2004 (91,8 millions en 2004).

Aide à la lecture des tableaux relatifs à la PSU et la PSO

Dans les tableaux SF902 et SF903, aux pages 59, 60, 75 et 76, la codification d'une dépense PSU/hors PSU, renvoie au mode de financement de la PS : un même établissement peut bénéficier de la PSU pour les enfants de moins de 4 ans qu'il accueille mais les enfants de 4 ans et plus seront financés « hors PSU ». Après 2005, il ne devrait plus y avoir d'actes « hors PSU » pour l'accueil des moins de 4 ans.

Par ailleurs rappelons que ces données statistiques étant une ventilation fonctionnelle de données comptables, les régularisations peuvent donner lieu à des écritures négatives. Ces régularisations sont particulièrement importantes dans les données 2005 sur les prestations de service relatives à la petite enfance.

1.2 Les aides relatives aux temps libres (tableau SF200 page 52)

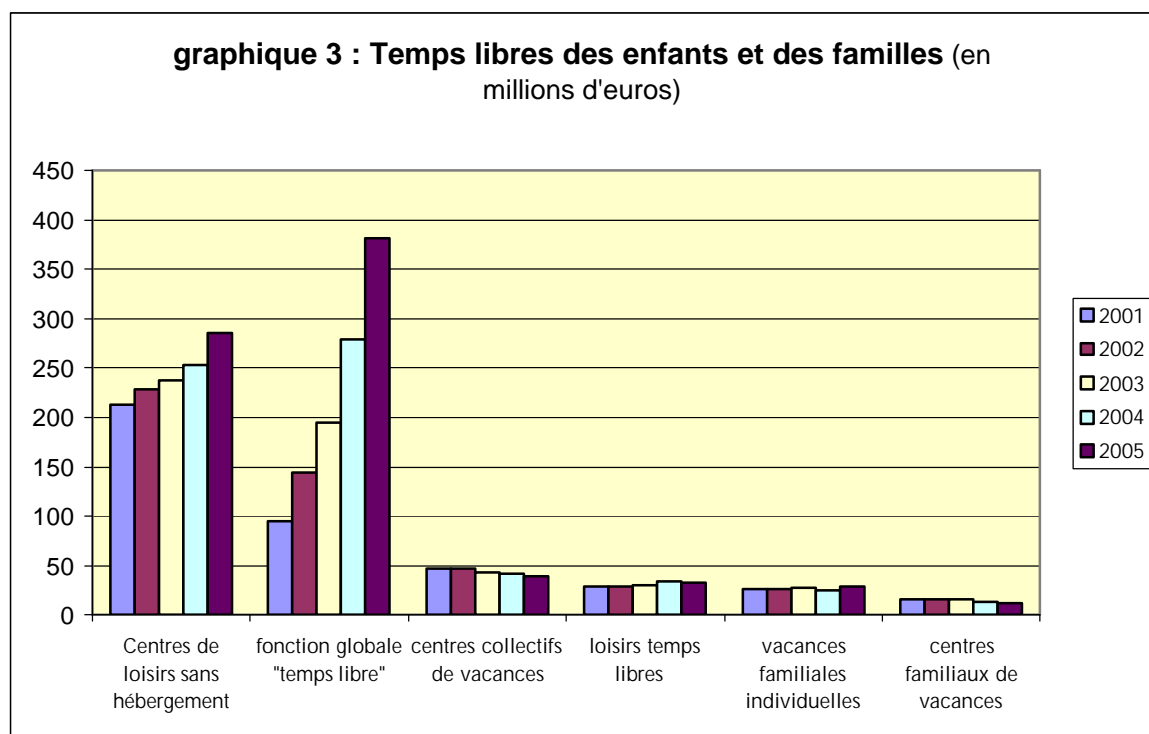
Avec un budget de **801 millions d'euros**, la fonction « temps libre des enfants et des familles » occupe la seconde place des dépenses d'action sociale en 2005. Elle représente **22,4 % des dépenses et progresse de 20,2 %** (667 millions en 2004).

La sous-fonction qui marque la plus forte croissance est la **fonction globale « temps libre »** : **382 millions d'euros** en progression de 37,1 %. Cette sous-fonction est constituée pour 97,1 % de **la prestation de service contrat temps libres** (voir définition page 25) dont le montant 2005 est à hauteur de **371 millions d'euros**. La part des dépenses relatives au seul contrat temps libres dans le total de la fonction 2 progresse de façon significative : 46,3 % en 2005, 40 % en 2004, 31 % en 2003 et 26 % en 2002 – données extraites des publications des années antérieures).

Cette montée en charge reflète essentiellement la couverture rapide de besoins non satisfaits ainsi que, pour une part plus faible, les extensions successives du dispositif aux DOM en 2001, aux jeunes de 16/18 ans en 2003 ainsi que l'extension aux loisirs et séjours familiaux pour 294 milliers d'euros.

Le contrat temps libre concerne exclusivement des dépenses de fonctionnement. Les CAF peuvent également intervenir, si elles le souhaitent, pour des dépenses d'investissement, mais sur leurs fonds propres, et à la condition de demeurer dans le champ de compétence tel que défini dans l'arrêté ministériel du 3 octobre 2001.

Le graphique ci-dessous fait ressortir la progression ininterrompue du contrat temps libre au sein des dépenses temps libre, sur les 5 derniers exercices.



Source : Cnaf – DSER - DSPA

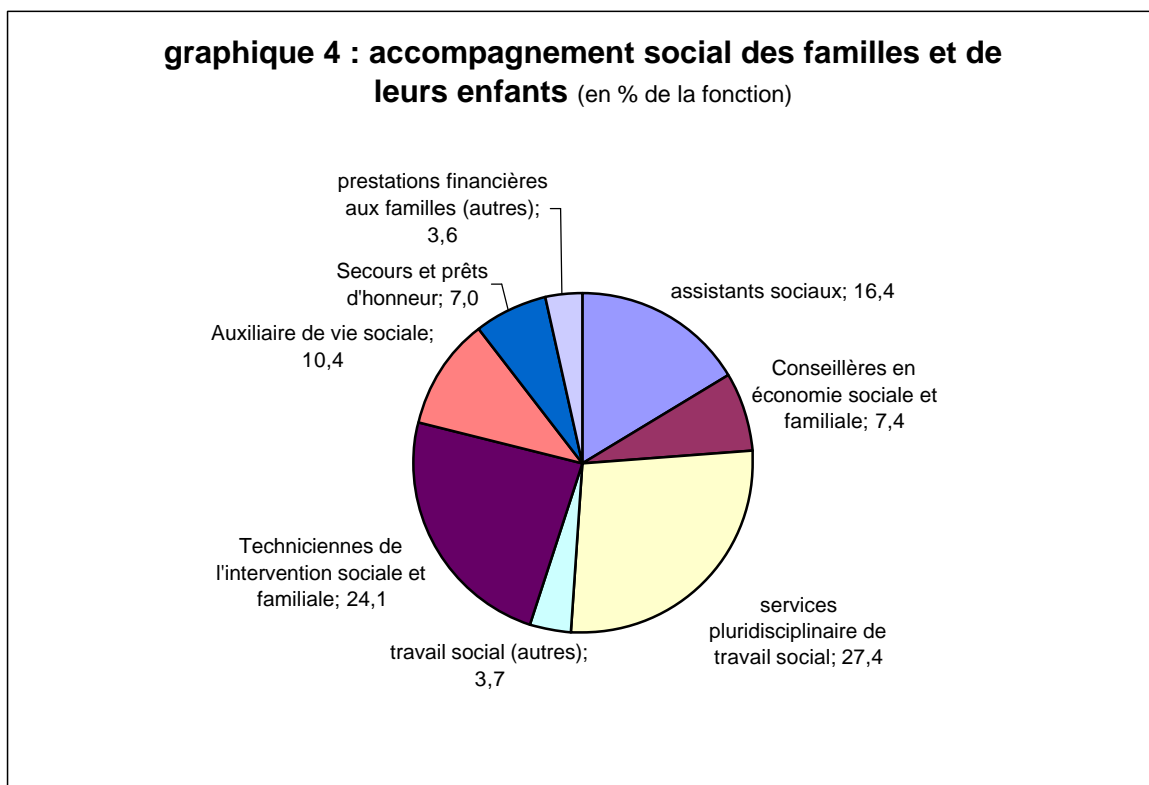
La sous-fonction « centres de loisirs sans hébergement » (CLSH), à hauteur de **285,8 millions d'euros** progresse de 12,8 % mais voit son importance relative diminuer en

2005 (36 % de la fonction 2 contre 38 % en 2004). En 2005, **216 millions d'euros, soit 76 %** des dépenses de la sous-fonction, ont été financés sur prestations de service (tableau SF904 page 61).

La politique des vacances collectives se stabilise en 2005 : les dépenses en « centres collectifs de vacances » et « centres familiaux de vacances » passent de 52 millions d'euros en 2004 à 51,9 en 2005. Par contre le poste « vacances familiales individuelles » augmente en 2005 de 11,3% passant de 25,7 millions d'euros à 28,6 millions.

1.3 Stabilisation des dépenses d'accompagnement social des familles et de leurs enfants (tableaux SF300 et SF301 pages 53 et 54 et graphique 4)

Cette fonction regroupe les interventions contribuant à l'accompagnement des familles en difficulté : les services de travailleurs sociaux, l'aide à domicile et les aides financières aux familles. Cette fonction est financée pour 78 % sur fonds propres des CAF et pour 20 % sur dotations affectées – tableau 4 page 28 (en faveur de l'aide à domicile). La majorité des dépenses relève du fonctionnement (64,6 %). 34,6 % sont consacrées aux aides directes aux familles et 0,8 % à l'investissement – tableau 3 page 28.



Source : Chaf – DSER - DSPA

Le montant de la dépense se stabilise à hauteur de **441 millions d'euros** en 2005 (440 en 2004). Des évolutions par poste sont contrastées.

Avec **242 millions d'euros en 2005**, les dépenses au titre du **travail social** représentent 55% de la fonction et se situent au même niveau qu'en 2004.

A l'intérieur de la sous-fonction « travail social » la ligne budgétaire « **services pluridisciplinaires de travail social** » représente près de la moitié de la dépense (**121 millions d'euros**). Les dépenses relatives aux « **assistants sociaux** » s'élèvent à **72,4 millions d'euros** (30 %), le troisième poste étant celui des « **conseillères en économie sociale et familiale** » avec **32,8 millions d'euros**, soit 14 % de la sous-fonction.

L'aide au domicile des familles (Tisf + Avs) représente pour sa part 34,4 % de la fonction 3, soit une dépense totale de **151,8 millions d'euros en 2005**.

Les dépenses de **techniciennes de l'intervention sociale et familiale** (Tisf) à hauteur de **106 millions d'euros** en 2005 progressent légèrement (+1,8%) tandis que celles des **auxiliaires de vie sociale (Avs)**, **45,8 millions d'euros en 2005**, augmentent de 5,2 %. Dans le domaine de l'aide à domicile (Tisf, Avs), l'impact de l'accord salarial dont la montée en charge est étalée de 2003 à 2006, est donc très important.

Les aides financières aux familles s'élèvent à **46,7 millions d'euros** et représentent 10,6 % de la fonction 3. Cette sous-fonction comprend pour 66% le poste « secours et prêts d'honneur » à hauteur de **30,9 millions d'euros en 2005** (- 7,8%).

1.4 Diminution des dépenses de la fonction « logement », notamment pour les départements d'Outre-Mer (tableau SF400 page 55)

Les dépenses de cette fonction diminuent de 4,2 % passant de 170,7 à **163,6 millions d'euros** entre les deux exercices 2004 et 2005. 74,5 % des dépenses de cette fonction sont essentiellement constituées d'aides financières attribuées aux familles, 21,9 % sont des dépenses de fonctionnement destinées aux partenaires et 3,6 % des dépenses d'investissement. Le financement repose exclusivement sur fonds propres des CAF (tableaux 3 et 4 page 28). Il importe de noter que les aides aux familles sont distribuées principalement sous forme de prêts (62,4 % du total des dépenses logement), et sont donc largement autofinancées.

Dans cette fonction sont répertoriées les dépenses concernant :

➔ La réhabilitation et l'amélioration de l'habitat (**23,8 millions d'euros**)

Ces dépenses visent à prévenir la dégradation des logements en finançant notamment des travaux de réparation et d'amélioration. 76 % de ces dépenses sont des aides financières individuelles, dont 86 % versés sous forme de prêts. Il s'agit en particulier de prêts à l'amélioration de l'habitat « sociaux », qui peuvent être versés aux familles en complément des prêts légaux (« PAH »).

19% des dépenses concernent des aides à l'investissement versées aux organismes HLM ou à des associations (PACT...) pour la réalisation de logements adaptés aux caractéristiques et capacités financières des familles, les 5% restant sont des subventions de fonctionnement, notamment pour les associations impliquées dans le diagnostic des logements indécents.

→ L'aide à l'équipement et à l'installation constitue l'essentiel des dépenses de la fonction logement (**91 millions d'euros**).

Il s'agit d'aides financières accordées aux familles pour participer aux frais d'acquisition de leurs équipements ménagers et mobiliers, et aux frais d'entrée et d'installation dans leur logement.

→ Les aides visant l'accès et le maintien dans le logement (sous-fonction 431 à 433 page 55, **34,8 millions d'euros**) regroupent les aides financières directes versées aux familles ayant des dettes liées à l'usage du logement (loyer, accession à la propriété, énergie, eau, téléphone), et l'apport financier des caf aux dispositifs interpartenariaux tels que les fonds de solidarité pour le logement (FSL), ou les fonds communs énergie (FSE).

On relève une progression de 12,6 % des sommes versées dans le cadre des FSL, qui passent de 16,9 millions d'euros en 2004 à **19 millions en 2005**.

→ L'aide au logement des jeunes : sous-fonction 434 (**1,5 millions d'euros**)

→ L'information et Conseil aux Familles : sous-fonction 435 (**3,6 millions d'euros**)

Cette rubrique regroupe les dépenses de la Caf en direction des organismes extérieurs qui développent des actions d'information, de conseil et de prévention à destination des familles dans le domaine de l'habitat, tels que les ADIL (agences départementales d'information sur le logement).

→ La fonction globale Logement Habitat (**6,4 millions d'euros**) englobe les dépenses relatives aux postes de conseillers techniques Logement et Habitat.

→ Enfin une rubrique permet l'enregistrement d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, actions qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : logements évolutifs sociaux, logements locatifs sociaux et logements locatifs très sociaux (**2,6 millions d'euros**).

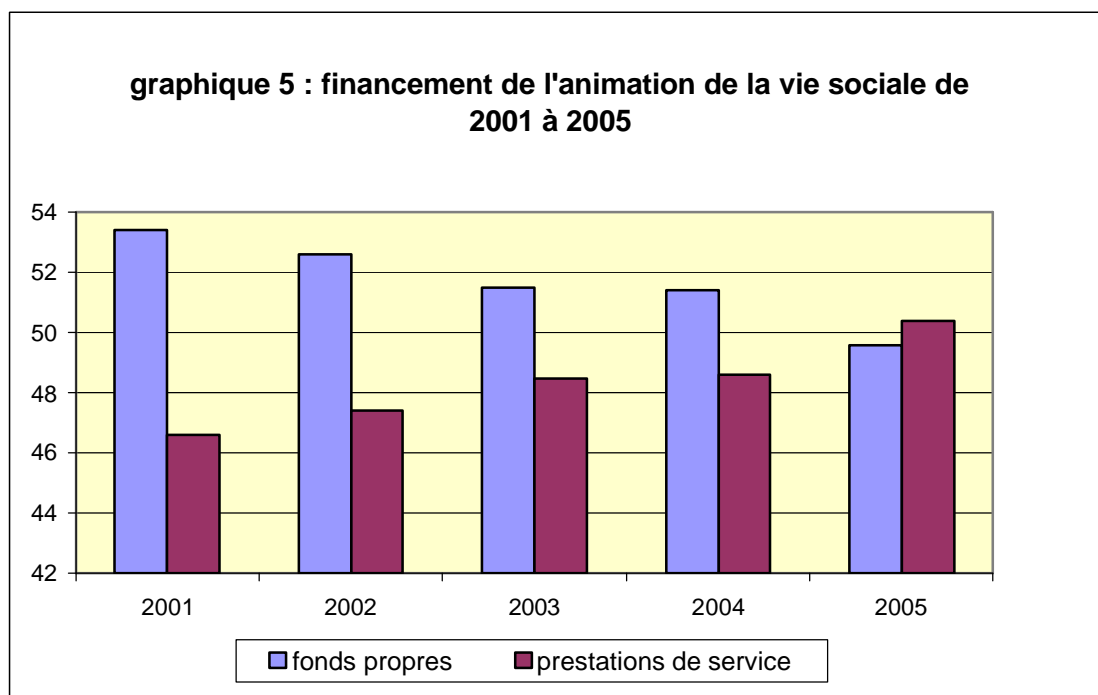
L'évolution des dépenses de la fonction « logement » est fortement influencée par le poids important des CAF des DOM qui ont en effet une obligation réglementaire en la matière. Sur les **164 millions d'euros** de cette fonction, celles-ci ont versé 19,6 millions d'euros, soit 12 % de la fonction, alors que la part des DOM dans l'ensemble des dépenses d'action sociale est de 3,4 %.

La baisse de 4,2 % des dépenses de la fonction « logement » recouvre une diminution de 2,1 % (144 millions d'euros contre 147 en 2004) en Métropole et de 17,1% (19,6 millions d'euros contre 23,6 en 2004) pour les CAF des DOM.

1.5 accélération des dépenses de la fonction « animation de la vie sociale » (tableau SF500 page 56)

Avec **248 millions d'euros**, cette fonction est en quatrième position : elle représente 6,9 % des dépenses d'action sociale en 2005 et enregistre une progression annuelle de 3,6 %.

Pour la première fois en 2005, la part du financement sur prestations de service (50,4%) est plus importante que celle sur fonds propres (49,6%). Ces PS concernent exclusivement la sous-fonction animation sociale. 91,5 % de la fonction sont des dépenses de fonctionnement et 8,5 % des dépenses d'investissement. La fonction recouvre deux dimensions tout à fait inégales en poids financiers : **l'animation sociale (237 millions d'euros, dont 123 millions de prestations de service)**, et le **soutien à la vie associative (11 millions d'euros)**.



Source : Cnaf – DSER - DSPA

Les dépenses de cette fonction sont principalement affectées aux **centres sociaux (195 millions d'euros** dont 12,5 millions au titre de la PS animation collective famille) et aux **foyers de jeunes travailleurs (23,6 millions d'euros)**. Ces deux postes représentent 88 % des dépenses réalisées dans le cadre de l'animation et de la vie sociale. Les dépenses des centres sociaux, en progression de 2,4%, sont constituées pour 53 % de prestations de service et, pour 47 %, de fonds propres.

Les mesures d'incitation au développement de l'animation locale ont eu un impact sensible au cours de l'exercice 2005 :

- Si la prestation de service complémentaire permettant le soutien aux activités collectives conduites par les centres sociaux, intitulée « animation collective familles » se stabilise à hauteur de **12,5 millions d'euros** (12,3 millions d'euros en 2004),
- La prestation « animation locale » expérimentée dans une trentaine de caf volontaires à compter du 1^{er} juillet 1998 et généralisée à l'ensemble des caf au 1^{er} janvier 2002 augmente de 27,1 % entre les deux derniers exercices passant de 3,1 millions en 2004 à **3,9 millions d'euros** en 2005. Cette PS est destinée à soutenir « le développement de petites structures de voisinage dans des zones peu

équipées », structures qui jouent notamment en milieu rural un rôle d'animation sociale.

- Enfin, s'agissant de la prestation de service « animation globale et coordination » des centres sociaux, les dépenses progressent de 5,3 % passant de 86 millions d'euros en 2004 à **91 millions d'euros** en 2005.
- Globalement ces trois prestations de service destinées à soutenir l'animation de la vie sociale enregistrent une progression de 5,9 % passant de 101,4 millions d'euros en 2004 à 107,4 millions d'euros en 2005.

1.6 Forte progression des dépenses de la fonction « accompagnement de la fonction parentale (tableau SF800 page 57)

Les orientations d'action sociale pour la période 2005-2008 ont préconisé de « mieux accompagner les familles, en particulier lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés à des moments spécifiques de leur vie », notamment en réaffirmant le soutien à la parentalité, à travers les actions d'accompagnement des familles et la médiation familiale.

Le tableau ci-dessous indique, en **milliers d'euros**, les montants versés au cours des cinq derniers exercices par chacune des six composantes actuelles de la fonction.

	2001	2002	2003	2004	2005
médiation familiale	3 314	3 547	3 453	4 755	5 403
réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents	1 138	1 352	1 738	2 564	2 842
lieux d'accueil enfants/parents	1 251	2 783	3 036	3 945	4 070
espaces rencontres				484	542
accompagnement à la scolarité (voir note bas de page)	12 061	16 083	12 786	19 732	22 822
autres actions (dont éducation familiale et parentale)	2 530	2 967	3 585	3 363	3 985
total accompagnement à la fonction parentale	20 294	26 732	24 598	34 843	39 664

Source : Cnaf – DSER - DSPA

Avec **39,7 millions d'euros en 2005**, contre 34,8 en 2004, les dépenses progressent globalement de 13,8 %. La progression des dépenses est toutefois sensiblement moindre qu'en 2004 où elle atteignait 41,6 %.

L'accompagnement à la scolarité représente plus de la moitié de la sous-fonction (57,5 %) et enregistre une progression de 15,7³ % : **22,8 millions d'euros en 2005** contre 19,7 en 2004.

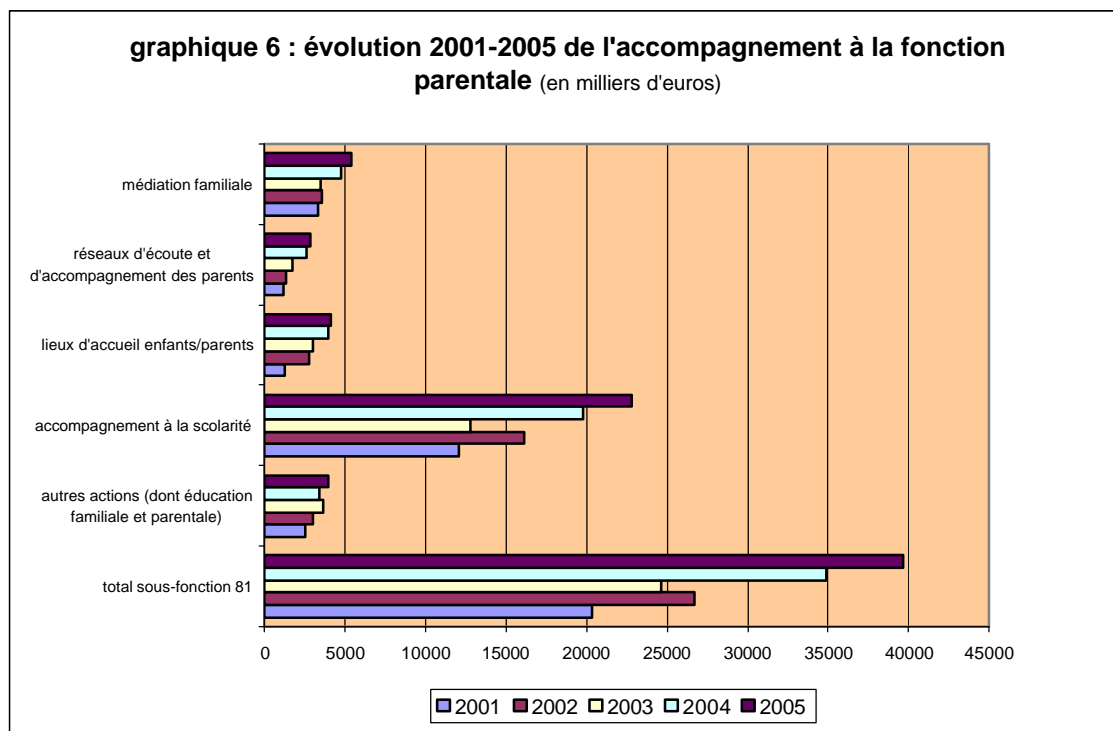
Le second poste par le volume des dépenses est celui de la médiation familiale, avec **5,4 millions d'euros en 2005**. Il représente 13,6 % de la sous-fonction (proportion stable par rapport à 2004) et augmente de 13,6 % entre les deux exercices.

³ Une annulation de « charge à payer », pour un montant de 2 millions d'euros avait entraîné une forte minoration du montant 2003.

Les dépenses concernant les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents avec **2,8 millions d'euros en 2005** enregistrent une progression de 10,8 %.

Le financement des lieux d'accueil enfants parents à hauteur de **4,1 millions d'euros** augmente de 3,2 % et l'éducation familiale et parentale avec **4 millions d'euros** augmente de 18,5 %.

Le graphique ci-dessous illustre les données du tableau de la page précédente.



Source : Cnaf – DSER - DSPA

2 - La répartition des dépenses d'action sociale par destinataire et par nature

2.1 La répartition des dépenses selon les destinataires conduit à distinguer les trois principaux canaux de mise en œuvre de l'action sociale familiale :

- les aides aux familles qui regroupent les aides financières directes aux familles, sous forme de prêt ou de subvention : aide à l'équipement mobilier et ménager, par exemple, mais également les bons vacances, ou les secours et prêts d'honneur... ;
- les aides aux partenaires, communes et associations (par exemple, une partie des aides destinées aux centres sociaux, crèches, centres de loisirs sans hébergement, associations d'aides à domicile, fonds de solidarité pour le logement...) ;
- les aides aux services CAF destinées aux équipements et services en gestion directe (crèches, centres sociaux, RAM, travailleurs sociaux, conseillers techniques,

médiation familiale, aide à domicile, tutelle aux prestations sociales, ...). Les résultats statistiques reflètent **la seule subvention d'équilibre à la charge des CAF** et non la totalité des dépenses de chaque « œuvre ».

L'évolution de la répartition des dépenses selon ces trois destinataires est fortement influencée par deux facteurs principaux :

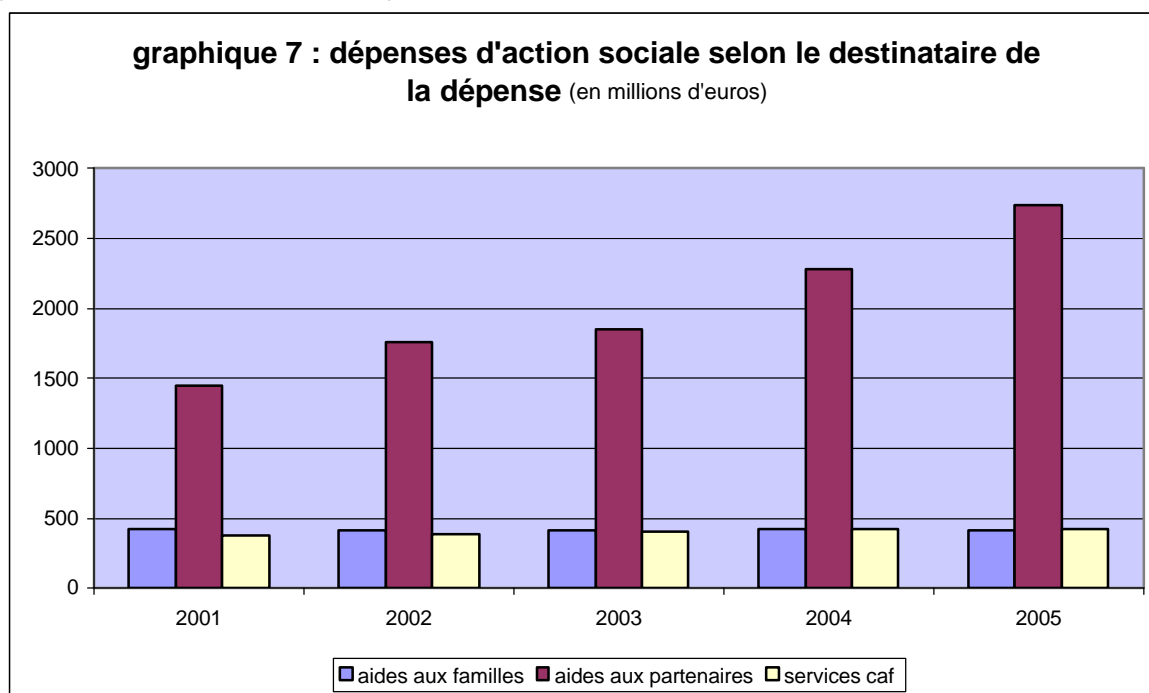
- la progression vive des contrats temps libre et des dépenses d'accueil de la petite enfance sous-tendue par les prestations de service et les dispositifs de soutien à l'investissement, versés aux partenaires
- la réduction des dépenses d'aides financières directes aux familles.

L'évolution de la répartition des dépenses est la suivante entre 2004 et 2005 (extraits du tableau 2 page 27) :

	2004 (en millions d'euros)	2005 (en millions d'euros)	Evolution 2005/2004 en %	Structure 2004 en %	Structure 2005 en %
Aides financières aux familles	424	415	-2,0	13,6	11,6
Aides aux partenaires	2282	2738	+20,0	73,0	76,7
Services Caf	420	419	-0,2	13,4	11,7
Total	3126	3572	+16,8	100,0	100,0

Source : Cnaf – DSER Ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale 2005

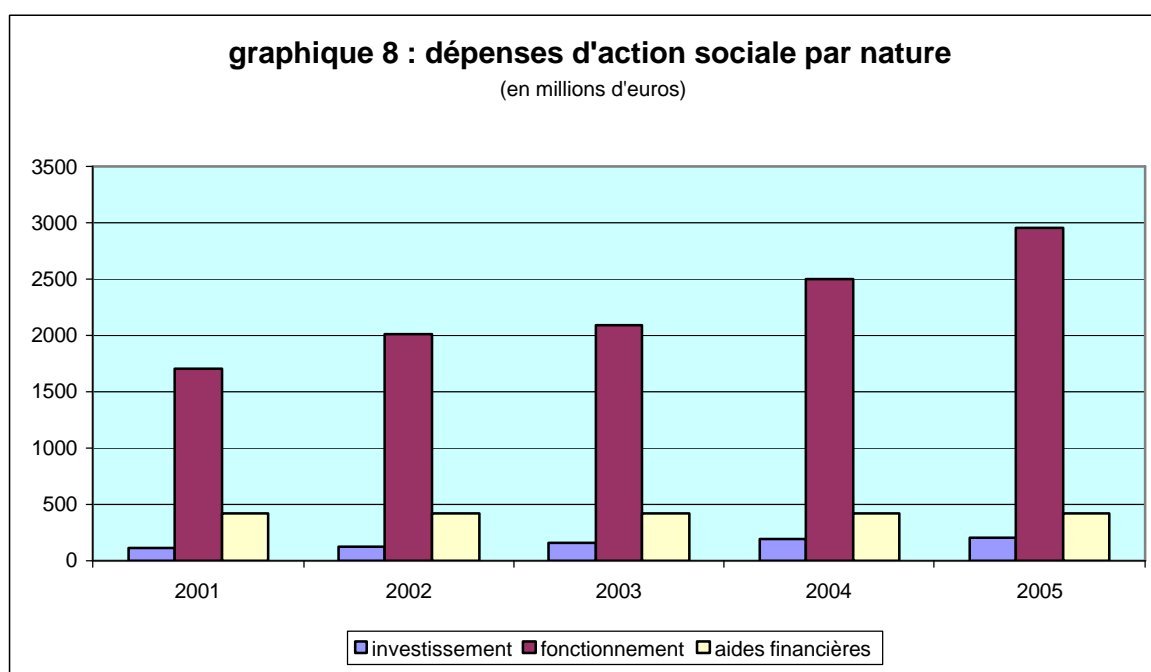
Le graphique 7 ci-dessous met en relief la part croissante de l'aide en direction des partenaires au cours des cinq derniers exercices.



2.2 L'évolution des dépenses par nature est également fortement influencée par les deux facteurs évoqués précédemment avec une progression dynamique des dépenses de fonctionnement (+18 % de 2004 à 2005) liées aux dépenses de prestations de service (82,5% des dépenses de fonctionnement) et la baisse des dépenses d'aides financières. Les dépenses d'investissement se stabilisent à près de 200 millions d'euros. Le soutien à l'investissement dans le domaine de la petite enfance s'est traduit par la création de fonds de 2001 à 2004 (FIPE, AEI et DAIPE) qui représentent près de la moitié des dépenses d'investissement (97,5 millions) et sont en progression de 6% (voir page 12).

L'évolution de la répartition des dépenses est la suivante entre 2004 et 2005 (extraits du tableau 3 page 28) :

	2004 (en millions d'euros)	2005 (en millions d'euros)	Evolution 2005/2004 en %	Structure 2004 en %	Structure 2005 en %
Investissement	196	199	+ 1,6	6,3	5,6
Fonctionnement	2506	2958	+ 18,0	80,2	82,8
Aides financières aux familles	424	415	-2,0	13,6	11,6
<i>Total</i>	3126	3572	+14,3	100,0	100,0



Les fonds affectés (tableaux 4, 8, 12 ci-après et tableaux SF902 à SF908 pages 59 à 63, 75 à 78, 91 et 92 :

Par opposition aux fonds propres dont l'utilisation suppose un arbitrage du conseil d'administration de la Caf, les fonds affectés sont utilisés en fonction d'une réglementation nationale.

Les fonds affectés sont constitués à 94% par les prestations de service. On distingue les prestations de service ordinaires, et les prestations de service contractuelles qui constituent des financements complémentaires aux prestations de service ordinaires.

Les autres fonds affectés se distinguent des prestations de service, soit parce que le financement en est assuré par un autre organisme que la Cnaf (la caisse nationale d'assurance maladie et l'établissement national des invalides de la marine versent à la Cnaf les financements d'aide au domicile pour des « cas maladie »), soit parce que l'aide concerne les allocataires (bourses Bafa). Les fonds d'investissement pour les structures d'accueil de la petite enfance (FIPE, AEI et Daipe, cf. page 13), sont également qualifiés de fonds affectés (tableaux 4, 8 et 12).

Les prestations de service et les contrats :

Les prestations de service (PS) concernent essentiellement la fonction 1 « accueil des jeunes enfants » (68% du total PS en sommant les PS ordinaires, les contrats crèches et contrats enfance). Elles concernent aussi, la fonction 2 « temps libre » (centres de loisirs sans hébergement, contrats temps libres...), la fonction 3 « accompagnement social » (travailleuses familiales et aides ménagères) et la fonction 5 « animation et vie sociale » (centres sociaux et foyers de jeunes travailleurs).

Les **prestations de service « ordinaires »** créées en 1970 constituent la prise en charge systématique d'un certain pourcentage des dépenses de fonctionnement des services et équipements sociaux.

L'objectif assigné aux prestations de service en 1970 est de « favoriser le développement quantitatif et qualitatif des équipements et services par la garantie d'un financement partiel du fonctionnement et d'en faciliter l'accès aux familles notamment aux plus modestes ».

Depuis janvier 2002, la « **prestation de service unique** » (PSU) se substitue progressivement à la prestation de service ordinaire pour les établissements d'accueil de moins de quatre ans. Cette prestation de service va contribuer à (extrait de la lettre-circulaire 2002-025 du 31 janvier 2002) :

- inciter les crèches classiques à améliorer leur taux d'occupation en s'ouvrant à des accueils plus souples,
- améliorer les passerelles entre la crèche ou la famille et l'école maternelle
- faciliter la reconnaissance du rôle des haltes-garderies dans la réponse aux besoins atypiques des familles et aux situations d'urgence,
- accompagner le développement des services multi- accueil, ainsi que l'évolution des amplitudes d'ouverture liées à la diversification des rythmes et des temps de travail.

Les **contrats crèches** en 1984 puis les **contrats enfance** en 1988 sont des dispositifs contractuels constituant un financement complémentaire aux prestations de service de base pour la fonction « accueil des jeunes enfants ».

Contrats-crèches :

Lancés en 1984, ils ont pour objectif d'étendre le réseau des crèches collectives, familiales et parentales en allégeant la charge des collectivités locales et des associations gestionnaires grâce à des prestations de service bonifiées. Ils sont depuis 2003 progressivement intégrés dans les contrats enfance, d'où une décreue des dépenses.

Contrats-enfance :

Lancés en 1988, ils ont un objectif plus large que les contrats-crèches. Ils visent non seulement à améliorer les possibilités d'accueil permanent des enfants jusqu'à trois ans, mais également toutes les autres structures d'accueil des enfants de la naissance à 6 ans : haltes-garderies, centres de loisirs, accueil péri-scolaire chez des assistantes maternelles, ludothèque... L'amélioration qualitative des structures d'accueil, l'information des familles, la formation de certains personnels sont également prises en compte.

Les contrats enfance s'adaptent à l'importance des efforts. Le montant de l'aide financière versé par les Caf, la prestation de service « enfance », est en effet calculé en proportion des efforts fournis avant la signature du contrat pour développer principalement les modes d'accueil des jeunes enfants, ainsi que les autres équipements en faveur de l'enfance. Elle varie aussi en fonction de l'effort supplémentaire réalisé par la municipalité.

Les moments clés du Contrat enfance :

1988 : création du dispositif : les Caf financent de 30 à 50% des dépenses nouvelles nettes consenties par les communes, dans la limite de 762,25 euros de dépenses brutes annuelles et par enfant.

1989 : le taux de financement des Caf passe de 40 à 60 % et le plafond de prise en charge peut être porté, par dérogation de la Caf, à 1067,14 euros par an et par enfant.

1991 : Des mesures spécifiques visant à favoriser les contrats enfance intercommunaux sont mises en œuvre. Le dispositif est étendu aux départements d'Outre-Mer.

1993 : Le plafond des dépenses brutes finançables par les Caf peut être porté, par dérogation de la Caf, à 1372,04 euros par enfant et par an.

1995 : Le plan famille permet un renforcement important du dispositif. Le taux de financement de la Caf passe de 50 à 70 % (60 à 70% pour les communes rurales).

Le dispositif permet le financement des centres de loisirs sans hébergement pour les enfants de plus de 6 ans.

Les Caf apportent une aide à l'investissement : mesure exceptionnelle applicable aux contrats signés du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1999, reprise et aménagée en 2001 à travers le dispositif « fonds d'investissement petite enfance » puis l' « aide exceptionnelle à l'investissement » (AEI) créée en 2002, et enfin le Dispositif d'Aide à l'investissement pour la Petite Enfance (DAIPE) créé en 2004.

1998 : toutes les références financières contractuelles sont désormais fixées en dépense nette de la commune : l'effort financier minimum en fin de contrat est fixé à 15,24 euros de dépenses nettes par enfant et le plafond des dépenses finançables par la Caf est porté à 762,25 euros de dépenses nettes annuelles par enfant.

Contrats temps-libres

L'année 1998 a vu la mise en place d'un nouveau dispositif dont l'objectif est de faciliter l'accès aux loisirs des enfants et des adolescents de 6 à 16 ans pendant les journées ou demi-journées « sans école » : le Contrat Temps Libres.

Celui-ci s'inscrit dans le même esprit que les contrats enfance. Il s'agit de mettre en œuvre un contrat de cofinancement entre les CAF et les communes, signé pour une période de 3 ans renouvelable.

Un schéma de développement élaboré à partir d'un état des lieux et d'un diagnostic initial constitue le fondement du contrat et du programme d'action.

Les communes s'engagent sur une dépense supplémentaire et les CAF sur un cofinancement au moyen d'une prestation de service dont le taux est défini en référence au contrat enfance.

Il s'agit uniquement de dépenses de fonctionnement. Les CAF peuvent également intervenir, si elles le souhaitent, pour des dépenses d'investissement, mais sur leurs fonds propres exclusivement, et à la condition de demeurer dans le champ de compétence défini dans l'arrêté programme du 3 octobre 2001.

Au 1^{er} janvier 2001, ces contrats temps libres qui concernaient jusqu'alors la Métropole seule, ont été étendus aux départements d'Outre-Mer.

En 2003, une possibilité d'extension des contrats temps libres aux 16-18 ans révolus est désormais ouverte à l'ensemble des CAF.

A partir de 2004, les contrats temps libres peuvent être étendus aux loisirs et séjours familiaux.

**Tableau 1 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre-Mer,
par fonction et type d'intervention**

milliers d'€

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	structure des dépenses en %
			fonctionnement		investissement		fonctionnement		investis sement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service			
Fonctions d'action sociale											
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	863		12 229	1 653 823	122 675	6 408	35 789	15 635	2 119	1 849 541	51,8
Temps libres des enfants et des familles	128 879	573	28 187	587 349	25 666	10 433	18 888	470	924	801 369	22,4
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	138 427	14 090	8 184	38 146	342	20	237 885	440	3 124	440 658	12,3
Logement et habitat	19 768	102 133	23 221		3 643	2 181	12 619		41	163 606	4,6
Animation et vie sociale	1		45 012	112 022	14 128	4 107	59 019	10 934	2 919	248 142	7,0
Prestations supplémentaires aux familles	10 172	3								10 175	0,3
Autres actions (*)	303	32	17 679	21 963	504	50	5 920	105	32	46 588	1,3
logistique des œuvres							12 299		14	12 313	0,3
Dépenses totales de l'exercice	298 413	116 831	134 512	2 413 303	166 958	23 199	382 419	27 584	9 173	3 572 392	100,0
Total par type d'intervention	415 244			2 737 972			419 176				
Structure en %	11,6			76,7			11,7			14,3	

Source : Cnaf, DSER

(*) La sous-fonction "accompagnement de la fonction parentale" rattachée à cette fonction en 2003 comprend également depuis 2004 les lieux d'accueil enfants parents (antérieurement en fonction 1), l'accompagnement à la scolarité (antérieurement en fonction 2), l'éducation familiale et parentale (antérieurement en fonction 3).

Tableau 2 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre-Mer, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

	milliers d'€					
	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2005	Rappel 2004	évolution en % (05/04)
Accueil des jeunes enfants (1)	863	1 795 135	53 543	1 849 541	1 545 199	19,7
dont Crèches	-14	518 784	11 246	530 016	516 390	2,6
Haltes-garderies	390	71 460	10 572	82 422	60 198	36,9
Etablissement polyvalents accueil jeunes enfants	54	388 729	13 798	402 581	289 262	39,2
Fonction globale d'accueil	177	688 988	13 477	702 642	560 349	25,4
Fipe, AEI et Daïpe (2)		96 842	680	97 522	91 789	6,2
Temps libres	129 452	651 635	20 282	801 369	666 624	20,2
dont Centres de loisirs sans hébergement	24 764	256 749	4 261	285 774	253 255	12,8
Autres loisirs de proximité	16 837	7 049	200	24 086	24 800	-2,9
Centres collectifs de vacances	31 893	3 752	4 254	39 899	41 348	-3,5
Fonction globale "temps libres"	9	372 138	9 722	381 869	278 460	37,1
Centres familiaux de vacances	19 589	786	1 581	11 956	12 985	-7,9
Vacances familiales individuelles	28 070	504		28 574	25 684	11,3
Accompagnement social	152 517	46 692	241 449	440 658	440 134	0,1
dont Travail social	38	4 444	237 672	242 154	242 326	-0,1
Techniciennes intervention sociale et familiale (3)	75 381	26 968	3 627	105 976	104 146	1,8
Auxiliaires de vie sociale (3)	31 605	14 047	150	45 802	43 544	5,2
Secours et prêts d'honneur	30 938			30 938	33 543	-7,8
Logement et habitat	121 901	29 045	12 660	163 606	170 729	-4,2
dont Amélioration de l'habitat	18 077	5 680		23 757	26 388	-10,0
Aides à l'équipement et à l'installation	90 696	148		90 844	92 021	-1,3
Accès et maintien dans l'habitat	13 128	23 217	12 660	49 005	52 320	-6,3
Animation et vie sociale	1	175 269	72 872	248 142	239 429	3,6
dont Animation sociale	1	164 601	72 079	236 681	228 529	3,6
Soutien à la vie associative		10 668	792	11 460	10 900	5,1
Prestations supplémentaires	10 175			10 175	12 790	-20,4
Autres actions	335	40 196	6 057	46 588	39 905	16,7
dont Accompagnement à la fonction parentale	330	34 309	5 025	39 664	34 843	13,8
Logistique des œuvres (4)			12 313	12 313	11 672	5,5
Total général	415 244	2 737 972	419 176	3 572 392	3 126 482	14,3
évolution en % 2005/2004	-2,0	20,0	-0,2	14,3		

Source : Cnaf, DSER

(1) La nouvelle nomenclature de la fonction accueil jeunes enfants donne une ventilation selon les trois types accueil (collectif, familial, parental), et selon deux critères d'âge (moins de 4 ans, 4 ans et plus). Chacune des 6 rubriques obtenues est subdivisée selon l'appellation traditionnelle de l'établissement d'accueil. Cette nomenclature a permis de reconstituer les dépenses 2005 selon l'ancienne classification, pour la comparaison avec les résultats de l'exercice antérieur.

(2) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement et dispositif d'aide à l'investissement petite enfance.

(3) Ces termes remplacent ceux de travailleuses familiales et aides ménagères, à l'occasion de nouvelles formations sanctionnées par de nouveaux diplômes.

(4) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financeurs de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

**Tableau 3 : Dépenses d' action sociale en Métropole et dans les départements
d'Outre- Mer, par fonction et section budgétaire**

milliers d'€

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	131 202	1 717 476	863	1 849 541
Temps libres des enfants et des familles	37 023	634 894	129 452	801 369
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3 486	284 655	152 517	440 658
Logement et habitat	5 865	35 840	121 901	163 606
Animation et vie sociale	21 154	226 987	1	248 142
Prestations supplémentaires aux familles			10 175	10 175
Autres actions	586	45 667	335	46 588
Logistique des œuvres (*)	14	12 299		12 313
Total général	199 330	2 957 818	415 244	3 572 392
évolution2005/2004 en %	1,6	18,0	-2,0	14,3

(*) voir renvoi (4) tableau 2.

structure en %

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	7,1	92,9	0,0	100,0
Temps libres des enfants et des familles	4,6	79,2	16,2	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0,8	64,6	34,6	100,0
Logement et habitat	3,6	21,9	74,5	100,0
Animation et vie sociale	8,5	91,5	0,0	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Autres actions	1,3	98,0	0,7	100,0
Logistique des œuvres	0,1	99,9		100,0
Total général	5,6	82,8	11,6	100,0

**Tableau 4 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements
d' Outre-Mer, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale**

milliers d'€

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 766 980	82 561	1 849 541
Temps libres des enfants et des familles	590 793	210 576	801 369
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	96 646	344 012	440 658
Logement et habitat		163 606	163 606
Animation et vie sociale	122 956	125 186	248 142
Prestations supplémentaires aux familles		10 175	10 175
Autres actions	22 068	24 520	46 588
Logistique des œuvres		12 313	12 313
Total général	2 599 443	972 949	3 572 392

structure en %

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	95,5	4,5	100,0
Temps libres des enfants et des familles	73,7	26,3	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	21,9	78,1	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation et vie sociale	49,6	50,4	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions	47,4	52,6	100,0
Logistique des œuvres		100,0	100,0
Total général	72,8	27,2	100,0

(*) Les dotations affectées comprennent, en 2005 : les financements d'interventions de techniciennes d'intervention sociale et familiale ou d'auxiliaires de vie sociale sur fonds Cnam ou Enim, les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe, de l'AEI et du Daïpe et surtout les prestations de service qui représentent 94 % des dotations affectées en 2005.

Tableau 5 : Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et type d'intervention

milliers d'€

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	structure des dépenses en %
			fonctionnement		investissement		fonctionnement		investis sement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service			
Fonctions d'action sociale											
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	849		9 324	1 604 928	117 091	6 358	34 462	15 635	1 931	1 790 578	51,9
Temps libres des enfants et des familles	123 689	573	24 935	582 260	24 723	10 433	18 552	470	924	786 559	22,8
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	135 799	13 705	5 694	38 146	327	20	230 777	440	3 010	427 918	12,4
Logement et habitat	17 916	89 604	21 947		1 214	2 181	11 127		41	144 030	4,2
Animation et vie sociale	1		41 501	111 757	13 282	4 107	59 018	10 934	2 890	243 490	7,0
Prestations supplémentaires aux familles	9 991	3								9 994	0,3
Autres actions (*)	303	32	10 945	20 345	385	50	5 920	105	32	38 117	1,1
Logistique des œuvres							9 474		14	9 488	0,3
Dépenses totales de l'exercice	288 548	103 917	114 346	2 357 436	157 022	23 149	369 330	27 584	8 842	3 450 174	100,0
Total par type d'intervention	392 465		2 651 953				405 756				
Structure en %	11,4		76,9				11,7			100,0	

Source : Cnaf, DSER

(*) inclut la sous-fonction "accompagnement de la fonction parentale" rattachée à cette fonction en 2003. Elle comprend également depuis 2004 les lieux d'accueil enfants parents (antérieurement en fonction 1), l'accompagnement à la scolarité (antérieurement en fonction 2), l'éducation familiale et parentale (antérieurement en fonction 3).

Tableau 6 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention

milliers d'€

	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2005	Rappel 2004	évolution en % (05/04)
Accueil des jeunes enfants (1)	849	1 737 701	52 028	1 790 578	1 496 176	19,7
dont Crèches	11	516 395	10 722	527 128	513 824	2,6
Haltes-garderies	390	71 330	10 572	82 292	60 144	36,8
Etablissement polyvalents accueil jeunes enfants	15	386 324	13 798	400 137	286 340	39,7
Fonction globale d'accueil	177	639 407	12 487	652 071	520 154	25,4
Fipe, AEI et Daïpe (2)		95 013	680	95 693	89 288	7,2
Temps libres	124 262	642 351	19 946	786 559	655 842	19,9
dont Centres de loisirs sans hébergement	23 125	254 476	4 261	281 862	249 696	12,9
Autres loisirs de proximité	16 837	5 825	200	22 862	23 933	-4,5
Centres collectifs de vacances	29 517	3 685	4 254	37 456	39 644	-5,5
Fonction globale "temps libres"	9	367 035	9 610	376 654	276 066	36,4
Centres familiaux de vacances	8 537	775	1 357	10 669	11 524	-7,4
Vacances familiales individuelles	28 070	504	0	28 574	25 684	11,3
Accompagnement social	149 504	44 187	234 227	427 918	427 193	0,2
dont Travail social	38	4 335	230 450	234 823	235 611	-0,3
Techniciennes intervention sociale et familiale (3)	73 714	25 481	3 627	102 822	100 544	2,3
Auxiliaires de vie sociale (3)	31 407	13 136	150	44 693	42 090	6,2
Secours et prêts d'honneur	29 834			29 834	32 386	-7,9
Logement et habitat	107 520	25 342	11 168	144 030	147 119	-2,1
dont Amélioration de l'habitat	6 090	4 232		10 322	11 235	-8,1
Aides à l'équipement et à l'installation	89 662	128		89 790	90 790	-1,1
Accès et maintien dans l'habitat	11 768	20 982	11 168	43 918	45 094	-2,6
Animation et vie sociale	1	170 647	72 842	243 490	234 912	3,7
dont Animation sociale	1	161 321	72 051	233 373	225 421	3,5
Soutien à la vie associative		9 325	792	10 117	9 491	6,6
Prestations supplémentaires	9 994			9 994	12 653	-21,0
Autres actions	335	31 725	6 057	38 117	35 817	6,4
dont Accompagnement à la fonction parentale	330	28 337	5 025	33 692	30 919	9,0
Logistique des œuvres (4)			9 488	9 488	8 759	8,3
Total général	392 465	2 651 953	405 756	3 450 174	3 018 471	14,3
évolution en %2005/2004	-1,7	19,9	-0,4	14,3		

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) La nouvelle nomenclature de la fonction accueil des jeunes enfants donne une ventilation selon les trois types accueil (collectif, familial, parental), et selon deux critères d'âge (moins de 4 ans, 4 ans et plus). Chacune des 6 rubriques obtenues est subdivisée selon l'appellation traditionnelle de l'établissement d'accueil.

Cette nomenclature a permis de reconstituer les dépenses 2005 selon l'ancienne classification, pour la comparaison avec les résultats de l'exercice antérieur.

(2) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement et dispositif d'aide à l'investissement petite enfance.

(3) Ces termes remplacent ceux de travailleuses familiales et aides ménagères, à l'occasion de nouvelles formations sanctionnées par de nouveaux diplômes.

(4) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financiers de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

Tableau 7 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction et section budgétaire

milliers d'€

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	125 380	1 664 349	849	1 790 578
Temps libres des enfants et des familles	36 080	626 217	124 262	786 559
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3 357	275 057	149 504	427 918
Logement et habitat	3 436	33 074	107 520	144 030
Animation et vie sociale	20 279	223 210	1	243 490
Prestations supplémentaires aux familles			9 994	9 994
Autres actions	467	37 315	335	38 117
Logistique des œuvres	14	9 474		9 488
Total général	189 013	2 868 696	392 465	3 450 174
évolution 2005/2004 en %	2,7	17,8	-1,7	14,3

structure en %

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	7,0	93,0	0,0	100,0
Temps libres des enfants et des familles	4,6	79,6	15,8	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0,8	64,3	34,9	100,0
Logement et habitat	2,4	23,0	74,7	100,0
Animation et vie sociale	8,3	91,7	0,0	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Autres actions	1,2	97,9	0,9	100,0
Logistique des œuvres	0,1	99,9		100,0
Total général	5,5	83,1	11,4	100,0

Tableau 8 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale

milliers d'€

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1 716 256	74 322	1 790 578
Temps libres des enfants et des familles	585 668	200 891	786 559
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	96 646	331 272	427 918
Logement et habitat		144 030	144 030
Animation et vie sociale	122 691	120 799	243 490
Prestations supplémentaires aux familles		9 994	9 994
Autres actions	20 450	17 667	38 117
Logistique des œuvres		9 488	9 488
Total général	2 541 711	908 463	3 450 174

structure en %

	dotations affectées (*)	dotation d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	95,8	4,2	100,0
Temps libres des enfants et des familles	74,5	25,5	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	22,6	77,4	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation et vie sociale	50,4	49,6	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions	53,7	46,3	100,0
Logistique des œuvres		100,0	100,0
Total général	73,7	26,3	100,0

(*) Les dotations affectées comprennent en 2005 : les financements d'intervention de TISF et AVS (techniciennes de l'intervention sociale et familiale, auxiliaire de vie sociale) sur fonds Cnam ou Enim, les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe, de l'AEI et du Daïpe, et surtout les prestations de service qui représentent 94% des dotations affectées.

Tableau 9 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer par fonction et type d'intervention

milliers d'€

Type d'intervention	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	structure des dépenses en %
			fonctionnement		investissement		fonctionnement		investis sement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	prestations de service			
Fonctions d'action sociale											
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	14		2 906	48 895	5 584	50	1 327	0	188	58 964	46,7
Temps libres des enfants et des familles	5 190	0	3 252	5 089	943	0	336	0	0	14 810	8,5
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	2 628	385	2 490	0	14	0	7 108	0	115	12 740	12,9
Logement et habitat	1 852	12 529	1 274		2 429	0	1 492		0	19 576	25,0
Animation et vie sociale	0		3 511	265	847	0	0	0	28	4 651	3,8
Prestations supplémentaires aux familles	181	0								181	0,1
Autres actions (*)	0		6 734	1 618	119	0	0	0	0	8 471	0,3
Logistique des œuvres							2 825		0	2 825	2,7
Dépenses totales de l'exercice	9 865	12 914	20 167	55 867	9 936	50	13 088	0	331	122 218	100,0
Total par type d'intervention	22 779		86 020				13 419				
Structure en %	26,4		61,0				12,6			100,0	

(*) La sous-fonction "accompagnement de la fonction parentale" rattachée à cette fonction en 2003 comprend également depuis 2004 les lieux d'accueil enfants parents (antérieurement en fonction 1), l'accompagnement à la scolarité (antérieurement en fonction 2), l'éducation familiale et parentale (antérieurement en fonction 3).

**Tableau 10 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer
par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention**

milliers d'€

	Aides aux familles	Aides aux partenaires	Services caf	TOTAL 2005	Rappel 2004 (3)	évolution en % (2005/2004)
Accueil des jeunes enfants (1)	14	57 435	1 515	58 964	49 024	20,3
dont Crèches	-25	2 389	524	2 888	2 566	12,5
jardins d'enfants	0	623	0	623	426	46,2
Etablissement polyvalents accueil jeunes enfants	39	2 405	0	2 444	2 922	-16,4
Fonction globale d'accueil (2)		49 581	991	50 572	40 194	25,8
Fipe, AEI et DAIPE (3)		1 830	0	1 930	2 501	-22,8
Temps libres	5 190	9 284	336	14 810	10 782	37,4
dont CLSH	1 639	2 273	0	3 912	3 558	9,9
Centres collectifs de vacances	2 376	66	0	2 442	1 704	43,3
Centres familiaux de vacances	1 052	11	224	1 287	1 461	-11,9
Accompagnement social	3 013	2 504	7 223	12 740	12 942	-1,6
dont Travail social		109	7 223	7 332	6 715	9,2
Techniciennes intervention sociale et familiale	1 667	1 487	0	3 154	3 602	-12,4
Auxiliaires de vie sociale	198	911	0	1 109	1 454	-23,7
Secours et prêts d'honneur	1 104			1 104	1 157	-4,6
Logement et habitat	14 381	3 703	1 492	19 576	23 610	-17,1
dont Amélioration de l'habitat	11 986	1 448		13 435	15 153	-11,3
Aides à l'équipement et à l'installation	1 034	20		1 054	1 231	-14,4
Accès et maintien dans l'habitat	1 360	2 235	1 492	5 087	7 226	-29,6
Animation et vie sociale	0	4 623	28	4 651	4 516	3,0
dont animation sociale	0	3 280	28	3 308	3 107	6,5
Soutien à la vie associative		1 343	0	1 343	1 409	-4,7
Prestations supplémentaires	181			181	137	32,1
Autres actions	0	8 471	0	8 471	4 087	107,3
dont Accompagnement à la fonction parentale	0	5 972	0	5 972	3 925	52,2
Logistique des œuvres (4)			2 825	2 825	2 913	-3,0
Total général	22 779	86 020	13 419	122 218	108 011	13,2
évolution en % 2005/2004	-6,9	21,7	4,3	13,2		

(1) La nouvelle nomenclature de la fonction accueil des jeunes enfants donne une ventilation selon les trois types accueil (collectif, familial, parental), et selon deux critères d'âge (moins de 4 ans, 4 ans et plus). Chacune des 6 rubriques obtenues est subdivisée selon l'appellation traditionnelle de l'établissement d'accueil.

Cette nomenclature a permis de reconstituer les dépenses 2005 selon l'ancienne classification, pour la comparaison avec les résultats de l'exercice antérieur.

(2) en colonne aides aux partenaires, concerne le contrat enfance pour 49 millions d'euros, dont 11 millions d'euros de prestations de service versées aux Centres de Loisirs Sans Hébergement : en effet, pour les départements d' Outre-Mer les prestations de service versées aux CLSH relèvent du dispositif "contrat enfance" (cf tableau SF908 page 79).

(3) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement et dispositif d'aide à l'investissement petite enfance.

(4) Cette gestion est liée à la mise en place du Budget Unique de Gestion. Elle est destinée uniquement aux caf qui, compte tenu de contraintes vis-à-vis des partenaires co-financiers de leurs gestions directes, n'ont pu effectuer le reclassement des charges de logistique commune aux œuvres, de la gestion SF vers la gestion E.

**Tableau 11 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer
par fonction et section budgétaire**

milliers d'€

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	5 822	53 128	14	58 964
Temps libres des enfants et des familles	943	8 677	5 190	14 810
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	129	9 598	3 013	12 740
Logement et habitat	2 429	2 766	14 381	19 576
Animation et vie sociale	875	3 776	0	4 651
Prestations supplémentaires aux familles			181	181
Autres actions	119	8 352	0	8 471
Logistique des œuvres	0	2 825		2 825
Total général	10 317	89 122	22 779	122 218
évolution 2004/2003 en %	14,1	16,6	-5,1	10,6

structure en %

	investissement	fonctionnement	aides financières aux familles	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	9,9	90,1	0,0	100,0
Temps libres des enfants et des familles	6,4	58,6	35,0	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	1,0	75,3	23,6	100,0
Logement et habitat	12,4	14,1	73,5	100,0
Animation et vie sociale	18,8	81,2	0,0	100,0
Prestations supplémentaires aux familles			100,0	100,0
Autres actions	1,4	98,6	0,0	100,0
Logistique des œuvres	0,0	100,0		100,0
Total général	8,4	72,9	18,6	100,0

**Tableau 12 : Dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-Mer,
par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale**

milliers d'€

	dotations affectées (*)	dotations d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	50 724	8 240	58 964
Temps libres des enfants et des familles	5 125	9 685	14 810
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0	12 740	12 740
Logement et habitat		19 576	19 576
Animation et vie sociale	265	4 386	4 651
Prestations supplémentaires aux familles		181	181
Autres actions	1 618	6 853	8 471
Logistique des œuvres		2 825	2 825
Total général	57 732	64 486	122 218

structure en %

	dotations affectées (*)	dotations d'action sociale	total
Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	86,0	14,0	100,0
Temps libres des enfants et des familles	34,6	65,4	100,0
Accompagnement social des familles et de leurs enfants	0,0	100,0	100,0
Logement et habitat		100,0	100,0
Animation et vie sociale	5,7	94,3	100,0
Prestations supplémentaires aux familles		100,0	100,0
Autres actions	19,1	80,9	100,0
Logistique des œuvres		0,0	100,0
Total général	47,2	52,8	100,0

(*) Les dotations affectées comprennent en 2005 : les financements sur fonds Cnaf des bourses Bafa, du Fipe et de l'AEI et les prestations de service qui représentent 97 % des dotations affectées des Départements d'Outre-Mer.

ANNEXE 1

Les Dépenses d'Action Sociale des Caf Série de 2001 à 2005

	pages :
Résultats agrégés des Caf métropolitaines et des Caf des Dom	
Tableau 13 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par fonction	37
Tableau 14 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention	38
Tableau 15 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par section budgétaire	39
Tableau 16 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer selon le destinataire de la dépense	39
Résultats agrégés des Caf métropolitaines	
Tableau 17 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction	40
Tableau 18 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention	41
Tableau 19 : dépenses d'action sociale en Métropole par section budgétaire	42
Tableau 20 : dépenses d'action sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense	42
Tableau 21 : dépenses d'investissement en Métropole par fonction	43
Tableau 22 : dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction	44
Tableau 23 : dépenses d'aides financières en Métropole par fonction	45
Résultats agrégés des Caf des Dom	
Tableau 24 : dépenses d'action sociale des Départements d'Outre-Mer par fonction	46
Tableau 25 : dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Départements d'Outre-Mer par fonction	47

Tableau 13 - Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-Mer par fonction (*)

milliers €

Valeurs	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	981 190	1 202 604	1 242 148	1 545 199	1 849 541
Temps libres des enfants et des familles	445 099	508 700	568 954	666 624	801 369
Accompagnement social des familles	399 806	404 071	417 666	440 134	440 658
Logement et habitat	158 252	167 467	167 914	170 729	163 606
Animation et vie sociale	206 425	221 600	224 707	239 429	248 142
Prestations supplémentaires	16 886	15 343	13 778	12 790	10 175
Autres actions	24 364	33 049	29 462	39 905	46 588
Logistique des œuvres	9 059	7 814	11 067	11 672	12 313
TOTAL	2 241 081	2 560 648	2 675 696	3 126 482	3 572 392

(*) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

%

Evolutions en %	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004
Accueil des jeunes enfants	22,6	3,3	24,4	19,7
Temps libres des enfants et des familles	14,3	11,8	17,2	20,2
Accompagnement social des familles	1,1	3,4	5,4	0,1
Logement et habitat	5,8	0,3	1,7	-4,2
Animation et vie sociale	7,4	1,4	6,6	3,6
Prestations supplémentaires	-9,1	-10,2	-7,2	-20,4
Autres actions	-27,0	-10,9	35,4	16,7
Logistique des œuvres	-13,7	41,6	5,5	5,5
TOTAL	14,3	4,5	16,8	14,3

%

Structure	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	43,8	47,0	46,4	49,4	51,8
Temps libres des enfants et des familles	19,9	19,9	21,3	21,3	22,4
Accompagnement social des familles	17,8	15,8	15,6	14,1	12,3
Logement et habitat	7,1	6,5	6,3	5,5	4,6
Animation et vie sociale	9,2	8,6	8,4	7,6	6,9
Prestations supplémentaires	0,7	0,6	0,5	0,4	0,3
Autres actions	1,1	1,3	1,1	1,3	1,3
Logistique des œuvres	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

**Tableau 14 : Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les
Départements d'Outre-Mer, par fonction et principale
sous-fonction, selon le domaine d'intervention (1)**

Valeurs	milliers €					évolution en % 05/04
	2001	2002	2003	2004	2005	
Accueil des jeunes enfants	981 190	1 202 604	1 242 148	1 545 199	1 849 541	19,7
dont Crèches	496 191	560 679	462 489	516 390	530 016	2,6
Haltes-garderies	47 027	45 621	52 767	60 198	82 422	36,9
étab. polyvalents accueil jeunes enfants	91 891	149 489	209 863	289 262	402 581	39,2
Contrats enfance	292 845	372 277	412 341	546 254	686 268	25,6
Fipe, AEI, Daïpe (2)	26 567	42 823	69 463	91 789	97 522	6,2
(% de la fonction (3))	97,3	97,4	97,2	97,3	97,3	
Temps libres	445 099	508 700	568 954	666 624	801 369	20,2
dont CLSH	212 362	228 859	238 216	253 255	285 774	12,8
Centres collectifs de vacances	46 859	46 685	43 870	41 348	39 899	-3,5
Fonction globale "temps libres"	94 446	143 947	194 560	278 460	381 869	37,1
Centres familiaux de vacances	16 080	15 858	15 515	12 985	11 956	-7,9
Vacances individuelles	26 842	26 853	27 807	25 684	28 574	11,3
(% de la fonction (3))	89,1	90,9	91,4	91,8	93,3	
Accompagnement social	399 806	404 071	417 666	440 134	440 658	0,1
dont Travail social	212 611	222 726	231 656	242 326	242 154	-0,1
Techniciennes intervention sociale et familiale	106 774	99 064	99 582	104 146	105 976	1,8
Auxiliaires de vie sociale	32 375	34 582	38 226	43 544	45 802	5,2
Secours et prêts d'honneur	33 821	33 132	34 001	33 543	30 938	-7,8
(% de la fonction (3))	97,6	97,1	97,5	96,2	96,4	
Logement et habitat	158 252	167 467	167 914	170 729	163 606	-4,2
dont Aide à l'équipement et à l'installation	96 236	99 563	89 907	92 021	90 844	-1,3
Animation et vie sociale	206 425	221 600	224 707	239 429	248 142	3,6
dont Centres sociaux (4)	167 128	176 024	180 784	190 327	194 943	2,4
Foyer jeunes travailleurs	17 601	21 522	19 868	21 456	23 574	9,9
(% de la fonction (3))	89,5	89,1	89,3	88,5	88,1	
Prestations supplémentaires	16 886	15 343	13 778	12 790	10 175	-20,4
dont Etudiants	11 160	9 866	8 012	7 703	5 876	-23,7
Autres actions	24 364	33 049	29 462	39 905	46 588	16,7
dont accompagnement à la fonction parentale	20 295	26 732	24 598	34 843	39 664	13,8
(% de la fonction (3))	83,3	80,9	83,5	87,3	85,1	
logistique des œuvres	9 059	7 814	11 067	11 672	12 313	5,5
Total général	2 241 081	2 560 648	2 675 696	3 126 482	3 572 392	14,3

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

(2) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement et dispositif d'aide à l'investissement petite enfance.

(3) pourcentage calculé en rapportant la somme des sous-fonctions au total de la fonction.

(4) y compris la prestation de service "PS animation collective famille" spécifique aux centres sociaux

**Tableau 15 - Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les
Départements d'Outre-Mer par section budgétaire**

milliers €

Valeurs	2001	2002	2003	2004	2005
Investissement	107 774	126 735	163 344	196 144	199 330
Fonctionnement	1 711 801	2 017 695	2 096 438	2 506 478	2 957 818
Aides financières	421 506	416 218	415 914	423 860	415 244
TOTAL	2 241 081	2 560 648	2 675 696	3 126 482	3 572 392

%

Evolutions en %	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004
Investissement	17,8	28,9	20,0	1,6
Fonctionnement	17,9	3,9	20,0	18,0
Aides financières	-1,3	-0,1	1,9	-2,0
TOTAL	14,3	4,5	16,8	14,3

%

Structure	2001	2002	2003	2004	2005
Investissement	4,8	4,9	6,1	6,3	5,6
Fonctionnement	76,4	78,8	78,4	80,2	82,8
Aides financières	18,8	16,3	15,5	13,6	11,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

**Tableau 16 - Dépenses d'action sociale en Métropole et dans les
Départements d'Outre-Mer selon le destinataire de la dépense**

milliers €

	2001	2002	2003	2004	2005
aides aux familles	421 505	416 217	415 914	423 860	415 244
aides aux partenaires	1 447 453	1 757 819	1 853 162	2 282 442	2 737 972
Services Caf	372 123	386 612	406 620	420 180	419 176
Total	2 241 081	2 560 648	2 675 696	3 126 482	3 572 392

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 17 - Dépenses d'action sociale en Métropole par fonction (*)

milliers €

Valeurs	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	938 623	1 156 743	1 196 548	1 496 176	1 790 578
Temps libres des enfants et des familles	436 829	499 472	559 158	655 842	786 559
Accompagnement social des familles	386 675	391 217	405 469	427 193	427 918
Logement et habitat	132 414	142 259	143 468	147 119	144 030
Animation et vie sociale	203 226	217 941	221 018	234 912	243 490
Prestations supplémentaires	16 729	15 212	13 639	12 653	9 994
Autres actions	21 565	29 230	30 319	35 817	38 117
Logistique des œuvres	9 059	7 331	8 393	8 759	9 488
TOTAL	2 145 120	2 459 405	2 578 011	3 018 471	3 450 174

(*) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

%

Evolutions en %	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004
Accueil des jeunes enfants	23,2	3,4	25,0	19,7
Temps libres des enfants et des familles	14,3	11,9	17,3	19,9
Accompagnement social des familles	1,2	3,6	5,4	0,2
Logement et habitat	7,4	0,8	2,5	-2,1
Animation et vie sociale	7,2	1,4	6,3	3,7
Prestations supplémentaires	-9,1	-10,3	-7,2	-21,0
Autres actions	35,5	3,7	18,1	6,4
Logistique des œuvres	-19,1	14,5	4,4	8,3
TOTAL	14,7	4,8	17,1	14,3

%

Structure	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	43,7	47,0	46,4	49,6	51,9
Temps libres des enfants et des familles	20,4	20,3	21,7	21,7	22,8
Accompagnement social des familles	18,0	15,9	15,7	14,1	12,4
Logement et habitat	6,2	5,8	5,6	4,9	4,2
Animation et vie sociale	9,5	8,9	8,6	7,8	7,0
Prestations supplémentaires	0,8	0,6	0,5	0,4	0,3
Autres actions	1,0	1,2	1,2	1,2	1,1
Logistique des œuvres	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 18 : Dépenses d'action sociale en Métropole, par fonction et principale sous-fonction, selon le domaine d'intervention (1)

milliers €

Valeurs		2001	2002	2003	2004	2005
	Accueil des jeunes enfants	938 623	1 156 743	1 196 548	1 496 176	1 790 578
dont	Crèches	492 408	557 710	459 206	513 824	527 128
	Haltes-garderies	46 958	45 542	52 757	60 144	82 292
	étab. polyvalents accueil jeunes enfants	91 891	149 345	207 816	286 340	400 137
	Contrats enfance	258 262	332 264	375 745	507 175	637 374
	Fipe, AEI, Daïpe (2)	26 567	42 146	67 784	89 288	95 693
	(% de la fonction (3))	96,4	96,3	96,5	96,6	97,3
	Temps libres	436 829	499 472	559 158	655 842	786 559
dont	CLSH	208 774	224 632	234 580	249 696	281 862
	Centres collectifs de vacances	44 817	44 406	41 584	39 644	37 456
	Fonction globale "temps libres"	94 324	143 906	193 873	276 066	376 654
	Centres familiaux de vacances	14 995	14 631	14 162	11 524	10 669
	Vacances individuelles	26 806	26 853	27 806	25 684	28 574
	(% de la fonction (3))	89,2	91,0	91,6	91,9	93,5
	Accompagnement social	386 675	391 217	405 469	427 193	427 918
dont	Travail social	205 045	217 733	228 244	235 611	234 823
	familiale	103 154	96 007	96 168	100 544	102 822
	Auxiliaires de vie sociale	31 352	33 502	37 033	42 090	44 693
	Secours et prêts d'honneur	32 930	32 122	33 052	32 386	29 834
	(% de la fonction (3))	96,3	97,0	97,3	96,1	96,3
	Logement et habitat	132 414	142 259	143 468	147 119	144 030
dont	Aide à l'équipement et à l'installation	82 907	87 702	88 736	90 790	89 790
	Animation et vie sociale	203 226	217 941	221 018	234 912	243 490
dont	Centres sociaux (4)	167 128	175 613	180 111	189 858	194 279
	Foyer jeunes travailleurs	16 949	20 876	19 085	20 758	22 835
	(% de la fonction (3))	90,6	90,1	90,1	89,7	89,2
	Prestations supplémentaires	16 729	15 212	13 639	12 653	9 994
dont	Etudiants	11 178	9 866	8 012	7 703	5 876
	Autres actions	21 565	29 230	30 319	35 817	38 117
dont	accompagnement à la fonction parentale	17 567	23 198	25 558	30 919	33 692
	(% de la fonction (3))	81,5	79,4	84,3	86,3	88,4
	logistique des œuvres	9 059	7 331	8 393	8 759	9 488
	Total général	2 145 120	2 459 405	2 578 011	3 018 471	3 450 174

Source : Cnaf, DSER - DSPA

(1) séries recalculées sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

(2) Fonds d'investissement petite enfance, aide exceptionnelle à l'investissement et dispositif d'aide à l'investissement petite enfance.

(3) pourcentage calculé en rapportant la somme des sous-fonctions au total de la fonction.

(4) y compris la prestation de service "PS animation collective famille" spécifique aux centres sociaux

Tableau 19 - Dépenses d'Action Sociale en Métropole par section budgétaire

milliers €

Valeurs	2001	2002	2003	2004	2005
Investissement	99 170	118 182	152 789	184 105	189 013
Fonctionnement	1 651 541	1 949 688	2 035 099	2 434 979	2 868 696
Aides financières	394 409	391 535	390 123	399 387	392 465
TOTAL	2 145 120	2 459 405	2 578 011	3 018 471	3 450 174

%

Structure	2001	2002	2003	2004	2005
Investissement	4,6	4,8	5,9	5,9	5,5
Fonctionnement	77,0	79,3	80,0	80,0	83,1
Aides financières	18,4	15,9	15,1	15,1	11,4
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 20 - Dépenses d'Action Sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense

milliers €

	2001	2002	2003	2004	2005
aides aux familles	394 409	391 535	390 123	399 387	392 465
aides aux partenaires	1 390 931	1 693 298	1 793 560	2 211 765	2 651 953
Services Caf	359 780	374 572	394 328	407 319	405 756
Total	2 145 120	2 459 405	2 578 011	3 018 471	3 450 174

%

Structure	2001	2002	2003	2004	2005
aides aux familles	18,4	15,9	15,1	13,2	11,4
aides aux partenaires	64,8	68,9	69,6	73,3	76,9
Services Caf	16,8	15,2	15,3	13,5	11,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 21 - Dépenses d'investissement en Métropole par fonction (*)

milliers €

Valeurs	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	45 288	61 039	93 343	121 005	125 380
Temps libres des enfants et des familles	22 248	25 388	30 214	33 313	36 080
Accompagnement social des familles	4 147	4 594	4 466	5 294	3 357
Logement et habitat	5 630	4 416	4 839	3 621	3 436
Animation et vie sociale	21 294	21 689	18 977	20 251	20 279
Prestations supplémentaires					
Autres actions	540	924	901	538	467
Logistique des œuvres	23	132	50	83	14
TOTAL	99 170	118 182	152 789	184 105	189 013

(*) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

Evolutions en %	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004
Accueil des jeunes enfants	34,8	52,9	29,6	3,6
Temps libres des enfants et des familles	14,1	19,0	10,3	8,3
Accompagnement social des familles	10,8	-2,8	18,5	-36,6
Logement et habitat	-21,6	9,6	-25,2	-5,1
Animation et vie sociale	1,9	-12,5	6,7	0,1
Prestations supplémentaires				
Autres actions	71,1	-2,5	-40,3	-13,2
Logistique des œuvres	473,9	-62,1	66,0	-83,1
TOTAL	19,2	29,3	20,5	2,7

Structure	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	45,7	51,6	61,1	65,7	66,3
Temps libres des enfants et des familles	22,4	21,5	19,8	18,1	19,1
Accompagnement social des familles	4,2	3,9	2,9	2,9	1,8
Logement et habitat	5,7	3,7	3,2	2,0	1,8
Animation et vie sociale	21,5	18,4	12,4	11,0	10,7
Prestations supplémentaires					
Autres actions	0,5	0,8	0,6	0,3	0,3
Logistique des œuvres	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 22 - Dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction (*)

milliers €

Valeurs	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	929 022	1 094 561	1 101 933	1 374 028	1 664 349
Temps libres des enfants et des familles	284 084	343 386	404 255	497 452	626 217
Accompagnement social des familles	256 441	253 539	261 342	273 282	275 057
Logement et habitat	28 699	27 477	28 029	32 328	33 074
Animation et vie sociale	184 521	196 252	202 041	214 661	223 210
Prestations supplémentaires					
Autres actions	19 997	27 275	29 156	34 552	37 315
Logistique des œuvres	9 037	7 199	8 343	8 676	9 474
TOTAL	1 711 801	1 949 688	2 035 099	2 434 979	2 868 696

(*) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

%

Evolutions en %	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004
Accueil des jeunes enfants	17,8	0,7	24,7	21,1
Temps libres des enfants et des familles	20,9	17,7	23,1	25,9
Accompagnement social des familles	-1,1	3,1	4,6	0,6
Logement et habitat	-4,3	2,0	15,3	2,3
Animation et vie sociale	6,4	2,9	6,2	4,0
Prestations supplémentaires				
Autres actions	36,4	6,9	18,5	8,0
Logistique des œuvres	-20,3	15,9	4,0	9,2
TOTAL	13,9	4,4	19,6	17,8

%

Structure	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	54,3	56,1	54,2	56,4	58,0
Temps libres des enfants et des familles	16,6	17,6	19,9	20,5	21,8
Accompagnement social des familles	15,0	13,0	12,8	11,2	9,6
Logement et habitat	1,7	1,4	1,4	1,3	1,2
Animation et vie sociale	10,8	10,1	9,9	8,8	7,8
Prestations supplémentaires					
Autres actions	1,1	1,4	1,4	1,4	1,3
Logistique des œuvres	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 23 - Dépenses d'aides financières en Métropole par fonction (*)

milliers €

Valeurs	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	1 438	1 144	1 272	1 143	849
Temps libres des enfants et des familles	135 242	130 699	124 689	125 077	124 262
Accompagnement social des familles	136 428	133 084	139 661	148 617	149 504
Logement et habitat	103 485	110 366	110 600	111 170	107 520
Animation et vie sociale					1
Prestations supplémentaires	16 729	15 212	13 639	12 653	9 994
Autres actions	1 088	1 030	262	727	335
Logistique des œuvres					
TOTAL	394 409	391 535	390 123	399 387	392 465

(*) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

%

Evolutions en %	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004
Accueil des jeunes enfants	-20,4	11,2	-10,1	-25,7
Temps libres des enfants et des familles	-3,4	-4,6	0,3	-0,7
Accompagnement social des familles	-2,5	4,9	6,4	0,6
Logement et habitat	6,6	0,2	0,5	-3,3
Animation et vie sociale				0,0
Prestations supplémentaires	-9,1	-10,3	-7,2	-21,0
Autres actions	-5,3	-74,6	177,5	-53,9
Logistique des œuvres				
TOTAL	-0,7	-0,4	2,4	-1,7

%

Structure	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
Temps libres des enfants et des familles	34,3	33,4	32,0	31,3	31,7
Accompagnement social des familles	34,6	34,0	35,8	37,2	38,1
Logement et habitat	26,2	28,2	28,3	27,8	27,4
Animation et vie sociale					0,0
Prestations supplémentaires	4,2	3,9	3,5	3,2	2,5
Autres actions	0,3	0,2	0,1	0,2	0,1
Logistique des œuvres					
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

**Tableau 24 - Dépenses d'action sociale des
Départements d 'Outre-Mer par fonction (1)**

milliers €

Valeurs	2001	2002	2003	2004	2005
	Accueil des jeunes enfants	42 566	45 861	45 600	49 024
Temps libres des enfants et des familles	8 272	9 228	9 797	10 782	14 810
Accompagnement social des familles	13 128	12 855	12 196	12 942	12 740
Logement et habitat	25 839	25 208	24 446	23 610	19 576
Animation et vie sociale	3 198	3 658	3 689	4 516	4 651
Prestations supplémentaires	157	131	139	137	181
Autres actions	2 801	3 819	-856 (2)	4 087	8 471
Logistique des œuvres	0	483	2 674	2 913	2 825
TOTAL	95 961	101 243	97 685	108 011	122 218

(1) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

(2) ce montant négatif est dû à une écriture de régularisation comptable portant sur un montant de 2,3 millions d'euros à la Caf de La Réunion. Cette régularisation concerne la sous-fonction "accompagnement à la scolarité".

%

Evolutions en %	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004
	Accueil des jeunes enfants	7,7	-0,6	7,5
Temps libres des enfants et des familles	11,6	6,2	10,1	37,4
Accompagnement social des familles	-2,1	-5,1	6,1	-1,6
Logement et habitat	-2,4	-3,0	-3,4	-17,1
Animation et vie sociale	14,4	0,8	22,4	3,0
Prestations supplémentaires	-16,6	6,1	-1,4	32,1
Autres actions	36,3	ns	ns	107,3
Logistique des œuvres	-	ns	8,9	-3,0
TOTAL	5,5	-3,5	10,6	13,2

%

Structure	2001	2002	2003	2004	2005
	Accueil des jeunes enfants	44,4	45,3	46,7	45,4
Temps libres des enfants et des familles	8,6	9,1	10,0	10,0	12,1
Accompagnement social des familles	13,7	12,7	12,5	12,0	10,4
Logement et habitat	26,9	24,9	25,0	21,8	16,1
Animation et vie sociale	3,3	3,6	3,8	4,2	3,8
Prestations supplémentaires	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2
Autres actions	2,9	3,8	-0,9	3,8	6,9
Logistique des œuvres	0,0	0,5	2,7	2,7	2,3
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Cnaf, DSER - DSPA

Tableau 25 - Dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Départements d'Outre-Mer par fonction (1)

milliers €

Investissement	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	5 331	2 973	6 191	7 286	5 822
Temps libres des enfants et des familles	856	1 223	1 107	1 118	943
Accompagnement social des familles	49	25	13	28	129
Logement et habitat	1 673	3 581	2 713	2 585	2 429
Animation et vie sociale	609	745	517	824	875
Prestations supplémentaires					
Autres actions	87	6	14	197	119
Logistique des œuvres	0	0	0	0	0
TOTAL	8 605	8 553	10 555	12 038	10 317

(1) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

milliers €

Fonctionnement	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	37 124	42 793	39 406	41 703	53 128
Temps libres des enfants et des familles	2 625	5 850	3 602	5 124	8 677
Accompagnement social des familles	9 805	9 975	9 183	9 333	9 598
Logement et habitat	5 402	5 212	4 154	4 845	2 766
Animation et vie sociale	2 589	2 913	3 172	3 692	3 776
Prestations supplémentaires					
Autres actions	2 714	780	-854 (2)	3 890	8 352
Logistique des œuvres	0	483	2 674	2 913	2 825
TOTAL	60 259	68 006	61 337	71 500	89 122

(1) série recalculée sur nomenclature 2004 : voir note tableau 1

(2) ce montant négatif est dû à une écriture de régularisation comptable portant sur un montant de 2,3 millions d'euros à la Caf de La Réunion. Cette régularisation concerne la sous-fonction "accompagnement à la scolarité".

milliers €

Aides financières	2001	2002	2003	2004	2005
Accueil des jeunes enfants	111	95	3	35	14
Temps libres des enfants et des familles	4 790	5 188	5 072	4 540	5 190
Accompagnement social des familles	3 275	2 855	3 000	3 581	3 013
Logement et habitat	18 764	16 415	17 579	16 180	14 381
Animation et vie sociale					0
Prestations supplémentaires	157	131	139	137	181
Autres actions	0	0	0	0	0
Logistique des œuvres					
TOTAL	27 097	24 684	25 793	24 473	22 779

Source : Cnaf, DSER - DSPA

ANNEXE 2

Les résultats financiers 2005 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des Caf métropolitaines
et des Caf d'Outre-mer

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

Tableau SF100		Aides aux familles		Aides aux partenaires et aux entreprises				Services CAF			TOTAL
		Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
				Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
1000 : contrat de passage à la PSU (1)	1				631 033				223 550		854 583
1001 : contrat crèches (1)	2				384 667				23 522		408 189
111 : moins de 4 ans / collectif / crèche	3	-23 871		2 244 331	360 879 432	4 484 262	922 258	5 787 196	2 862 402	493 383	377 649 393
112 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	4	355 006		1 365 656	62 146 554	1 108 450	39 352	5 284 239	3 648 051	208 913	74 156 222
113 : moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	5	42 304		3 876 357	302 920 192	15 177 905	4 110 970	5 346 533	6 070 741	257 434	337 802 438
114 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	6	0		143 030	3 483 949	773 566	12 627	0	0	0	4 413 173
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	7	373 439		7 629 374	729 430 128	21 544 183	5 085 207	16 417 969	12 581 195	959 731	794 021 226
121 : moins de 4 ans / familial / crèche	8	291		189 126	141 923 665	527 895	39 591	1 221 737	876 766	4 291	144 783 361
122 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie	9	0		-1 979	205 376	0	0	0	0	0	203 396
123 : moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	10	2 980		-1 642	41 106 836	109 209	0	1 203 060	854 466	2 530	43 277 440
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	11	3 271		185 505	183 235 876	637 104	39 591	2 424 797	1 731 233	6 821	188 264 197
131 : moins de 4 ans / parental / crèche	12	0		162 566	10 247 391	433 625	1 194				10 844 775
132 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie	13	0		34 034	1 745 562	139 470	0				1 919 066
133 : moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	14	0		255 279	19 006 227	135 855	90 445				19 487 807
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	15	0		451 879	30 999 180	708 949	91 639				32 251 647
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	16	9 000		7 982	-1 391 961	29 475	0	0	0	0	-1 345 504
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	17	26 177		88 187	3 765 870	262 113	14 196	926 647	197 143	307 132	5 587 464
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	18	8 679		-34 408	646 004	334 543	730 050	0	54 099	828	1 739 794
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	19	0		94 420	539 846	40 147	0	0	0	0	674 413
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	20	43 855		156 181	3 559 759	666 277	744 247	926 647	251 242	307 960	6 656 167
151 : 4-6 ans / familial / crèche	21	0		14 178	-1 951 756	4 031	0	0	0	0	-1 933 548
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	22	8 853		-29 766	388 937	0	0	0	0	0	368 024
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	23	0		366	242 287	25 830	0	0	8 047	0	276 530
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	24	8 853		-15 222	-1 320 532	29 861	0	0	8 047	0	-1 288 993
161 : 4-6 ans / parental / crèche	25	0		0	17 197	0	0				17 197
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	26	0		3 805	184 181	0	0				187 987
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	27	0		7 502	-36 846	76	25 916				-3 352
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	28	0		11 307	164 533	76	25 916				201 831
1700: Relais Assistantes maternelles	29	256 704		866 357	20 470 586	1 051 658	214 513	1 719 463	816 610	42 420	25 438 310
1800: Autres lieux d'activité ou d'éveil	30	0		864 852		680 224	79 975	941 746		3 070	2 569 868
1900: Fonction globale d'accueil (2)	31	176 965		2 078 954	686 268 184	513 555	126 993	13 358 300		119 103	702 642 054
1910: Fonds d'Investissement Petite Enfance (3)	32					26 897 090				355 386	27 252 476
1911: Aide exceptionnelle à l'investissement (4)	33					50 382 077				240 175	50 622 252
1912 : DAIPE gestion décentralisée (5)	34					18 269 390				84 119	18 353 509
1913 : DAIPE gestion centralisée (5)	35					1 293 959					1 293 959
TOTAL général fonction 1	36	863 088		12 229 186	1 653 823 414	122 674 403	6 408 081	35 788 921	15 635 398	2 118 785	1 849 541 276

(1) Ces deux rubriques sont destinées à disparaître. Le premier chiffre de la spécificité permet d'identifier ces dépenses comme relevant de la fonction 1 et les quatre derniers comme prestations de service. Il s'agit des spécificités suivantes : 10002214, 10002215 et 10003214 pour le contrat de passage à la PSU, 10012216, 10013216, 10012217 et 10013217 pour les contrats crèches.

(2) La rubrique D31 concerne le contrat enfance (compte SF65623233) spécificité 19002218 et la "concertation avec les conseils généraux" même compte et spécificité 19002212 (LC 2001-220 du 3/10/2001) et le contrat enfance entreprise -même compte et spécificité 19004212. La ventilation entre ces trois composantes est disponible au tableau SF905.

La rubrique E31 concerne les investissements sur fonds propres liés au contrat enfance. Les dépenses afférentes aux conseillers techniques enfance sont retracées en G29 et I29.

(3) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67451, spécificités 19102112 et 19103112.

(4) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67452, spécificités 19112112 et 19113112.

(5) dispositif d'aide à l'investissement petite enfance : il s'agit des dépenses enregistrées aux comptes SF674531 et 674532 et codifiées respectivement 19122112 et 19123112 (gestion décentralisée au niveau des caf, à destination des partenaires), 19132112 et 19133112 (gestion centralisée à destination des entreprises).

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

montants en euros

Tableau SF200	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service			
	A	B	C	D	E	F	G	H	I		J
211: Centres de loisirs sans hébergement (a)	1	24 763 913	45	14 693 163	215 742 604	18 278 583	8 034 735	3 517 580	465 842	277 194	285 773 658
2120 : Autres loisirs de proximité - enfants de moins de 18 ans	2	16 832 984	4 026	3 327 905		2 780 934	859 750	198 342		1 547	24 005 487
2121 : Autres loisirs de proximité - enfants de 18 ans et plus	3	562	0	72 414		7 716	0				80 692
2130 : Opération "villes, vie, vacances"	4	274 522	0	1 318 047		97 354		0			1 689 923
2140 : Centres collectifs de vacances (b)	5	31 847 707	45 401	2 026 765	198 819	1 347 718	178 342	3 774 099	4 496	475 104	39 898 451
2150 : Camps de vacances (c)	6	4 940 829	16 425	670 772	52 083	78 796	4 680	0	0	0	5 763 586
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (d)	7	1 449 952	0	543 522		2 158 354	1 152 546	0		0	5 304 374
2170 : Fonction globale "temps libre" (e)	8	9 252	0	741 969	371 061 100	295 986	38 368	9 703 640		18 494	381 868 808
2180 : animateurs de loisirs et de vacances(f)	9	4 980 187	41 970	114 335		0	0				5 136 491
sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	10	85 099 906	107 867	23 508 893	587 054 606	25 045 441	10 268 420	17 193 661	470 337	772 339	749 521 470
2210 : Loisirs de proximité	11	1 476 700	0	1 978 037		542 110	165 073	0		0	4 161 920
2220 : Centres familiaux de vacances	12	9 586 524	2 040	754 815		31 301	0	1 430 117		151 121	11 955 917
2230 : Vacances familiales individuelles (g)	13	27 616 141	453 267	495 980		8 289		0			28 573 676
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances) (h)	14	5 099 058	10 050	1 449 752	294 000	39 239	0	264 020	0	0	7 156 119
sous-fonction 22: temps libre des familles	15	43 778 423	465 356	4 678 583	294 000	620 940	165 073	1 694 137	0	151 121	51 847 632
TOTAL fonction 2	16	128 878 329	573 223	28 187 476	587 348 606	25 666 380	10 433 494	18 887 798	470 337	923 460	801 369 103

(a) y compris CLSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants.

(c) y compris extension de la prestation de service CLSH (en colonnes D et H).

(d) y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(e) y compris, en rubrique D8, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extension de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(f) La rubrique A9 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

(g) y compris "prêts camping" en rubrique B13.

(h) rubriques D14 et H14 : PS" accompagnement des centres de vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231.

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montants en euros

Tableau SF300	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service			
	A	B	C	D	E	F	G	H	I		J
311: Assistants sociaux	1		310 479		0	0	70 965 058		1 130 572	72 406 109	
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2		1 953 834		625	0	30 391 968		464 848	32 811 275	
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3		98 276		0	0	119 335 881		1 186 414	120 620 572	
314: Délégués à la tutelle	4		4 700		5 000	0	211 213		47 895	268 808	
315: Clubs de prévention	5		375 767		62 822	0	0		0	438 589	
3161: Services sociaux divers (1)	6		714 664		64 031	0	4 837 630		14 480	5 630 804	
3162: Autres personnels sociaux	7		192 666		6 028	0	6 768 703		53 357	7 020 754	
318 : Autres	8	21 426	16 485	606 810		48 350	0	2 041 879	222 607	2 957 558	
sous-fonction 31: travail social	9	21 426	16 485	4 257 196		186 856	0	234 552 332	3 120 174	242 154 468	
3210: TISF intervention famille (2)	10	37 388 059		1 679 201	12 765 110	138 092	20 000	3 235 247	173 607	4 082	55 403 398
3211: TISF actions finalisées (2)	11	387 152		90 591	101 459	8 000	0	27 319	0	0	614 522
322: TISF intervention maladie (2)	12	37 605 828			12 165 219				186 803		49 957 850
<i>sous-total TISF</i>	13	75 381 039		1 769 792	25 031 789	146 092	20 000	3 262 566	360 409	4 082	105 975 770
323: Auxiliaire de vie sociale intervention famille (2)	14	11 150 305		924 200	4 808 152	8 424	0	70 326	5 196	0	16 966 602
324: Auxiliaire de vie sociale intervention maladie (2)	15	20 454 401			8 305 752				74 837		28 834 990
<i>sous-total Auxiliaire de vie sociale</i>	16	31 604 706		924 200	13 113 904	8 424	0	70 326	80 033	0	45 801 591
sous-fonction 32: aide à domicile	17	106 985 745		2 693 992	38 145 692	154 516	20 000	3 332 892	440 442	4 082	151 777 361
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	18	107 007 171	16 485	6 951 188	38 145 692	341 372	20 000	237 885 224	440 442	3 124 255	393 931 830

(1) regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme.

Financement CNAM au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95: s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), les financements CNAM sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions". Dans le cas d'un service de de TISF-AVS en gestion directe, les dépenses correspondant aux interventions "maladie" financées par la CNAM sont à inscrire en colonne H "fonds affectés".

Les dépassements de dotation pour les dépenses d'aide à domicile financées sur fonds CAF (SF65623113) sont à ventiler en lignes 12 et 15 (spécificités 32201311 et 32401311).

Contrôle à effectuer avec le compte général de résultats : si la CAF n'a pas de service en gestion directe, on aura égalité entre la somme des rubriques A12, A15 et la somme des comptes SF65623112 et SF 65623113 du tableau SF130. Si la CAF est gestionnaire, la somme des rubriques A12, A15 est inférieure à la somme de ces deux comptes, la différence correspondant alors aux montants enregistrés au regard des spécificités 32203313 et 32403313 (qui s'imputent en colonne H).

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montants en euros

Tableau SF301	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
	Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
			Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
Report SF300	107 007 171	16 485	6 951 188	38 145 692	341 372	20 000	237 885 224	440 442	3 124 255	393 931 830
331: Secours et prêts d'honneur	18 875 569	12 062 440								30 938 009
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3 528 257	7 463								3 535 720
3322: parents et personnes isolés (1)	811 217	328 248								1 139 465
333: PEL situations familiales (2)	2 479 855	764 357								3 244 213
3341: Avances sur prestations	11 237	520 450								531 687
3342: Autres prestations extra-légales	2 874 147	383 806								3 257 952
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	2 694 789	7 059	432 256		598	0				3 134 702
336 : Fonds d'aide aux jeunes	144 418	0	800 567		0	0	86			945 071
sous-fonction 33: Secours et aides financières	31 419 489	14 073 823	1 232 823		598	0	86			46 726 819
Total fonction 3	138 426 660	14 090 308	8 184 011	38 145 692	341 970	20 000	237 885 310	440 442	3 124 255	440 658 649

(1) regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", "mères médaillées".

(3) regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Fonction 4: Logement et Habitat

Tableau SF400		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		TOTAL	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investissement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H		I
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			1 201 722		2 297 347	2 181 020				5 680 090
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	2 543 729	15 375 337								17 919 066
413: Aides aux handicapés	3	101 568	55 894								157 461
sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	2 645 297	15 431 230	1 201 722		2 297 347	2 181 020				23 756 617
421: Aides à l'équipement mobilier	5	4 076 665	28 131 118								32 207 783
422: Aides à l'équipement ménager	6	3 567 098	36 962 603								40 529 701
423: Aides à l'installation	7	1 841 330	9 265 662								11 106 993
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation	8	955 221	5 896 332	147 883							6 999 436
sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	10 440 315	80 255 715	147 883							90 843 913
4311: Fonds Solidarité Logement (3)	10			13 872 872			5 094 648		31 818		18 999 338
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (4)	11	1 688 271	2 777 125	783 710		58 333	0		0		5 307 440
432: Accession à la propriété	12	55 423	422 657	46 300				402 953	0		927 332
4331: Dettes d'énergie	13	2 856 394	1 733 010	3 401 092				27 059	787		8 018 343
4332: Dettes d'eau	14	910 192	372 066	314 862				0	0		1 597 120
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15			401 266		6 925	0				408 191
4342: Autres (logement des jeunes)	16	1 017 853	21 535	82 801		8 880	0				1 131 069
sous-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			2 785 448		112 045	0	691 754	0		3 589 247
sous-fonction 436: Fonction globale (conseiller technique logement)	18							6 402 173	8 380		6 410 553
437 : LES, Logement Locatifs Sociaux et LLTS pour caf des DOM exclusive	19	154 217	1 119 575	182 940		1 159 705	0				2 616 437
sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	6 682 351	6 445 969	21 871 291		1 345 887	0	12 618 586	40 985		49 005 068
TOTAL fonction 4	21	19 767 963	102 132 914	23 220 896		3 643 234	2 181 020	12 618 586	40 985		163 605 598

(1) regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) y compris prêts construction.

(3) dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF" (G et I).

(4) y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(5) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Fonction 5: Animation de la vie sociale

montants en euros

Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
511 : Centres sociaux	1			30 761 557	81 672 718	5 979 237	1 813 898	50 492 678	9 347 435	2 351 355	182 418 878
5111 : PS animation collective famille (1)	2				11 004 575				1 519 834		12 524 409
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	1 283		2 213 478	15 404 620	3 308 343	1 360 486	995 752	66 385	223 909	23 574 257
513 : Aires de nomades	4			103 274		771 433	102 153				976 860
514 :Autres équipements de voisinage (2)	5			2 396 218		3 021 160	747 333	1 621 507		86 733	7 872 952
515 : PS Animation locale (3)	6				3 940 109						3 940 109
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							5 307 958		65 476	5 373 433
sous-fonction 51: Animation sociale	8	1 283		35 474 526	112 022 022	13 080 174	4 023 870	58 417 895	10 933 655	2 727 473	236 680 898
521: Associations familiales	9			2 539 866		130 318	0				2 670 184
522: Associations d'aide aux familles migrantes	10			241 649		4 267	0				245 916
523: Autres associations (4)	11			6 232 109		787 239	37 341	600 886		191 551	7 849 126
524: Information des jeunes	12			523 672		126 180	45 400	0		0	695 252
sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			9 537 296		1 048 004	82 741	600 886		191 551	11 460 478
TOTAL fonction 5	14	1 283		45 011 822	112 022 022	14 128 177	4 106 611	59 018 781	10 933 655	2 919 024	248 141 376

(1) actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(3) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2001).

(4) y compris les subventions versées sur fonds propres en complément de la PS "animation locale".

fonction 7: Prestations supplémentaires

montants en euros

Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
71: Apprentis	1	817 055	0								817 055
72: Rentrée scolaire	2	3 482 168	0								3 482 168
73: Etudiants	3	5 873 116	3 050								5 876 166
TOTAL fonction 7	4	10 172 338	3 050								10 175 388

Fonction 8 : Autres actions

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

Tableau SF800	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
811 : Médiation familiale	1	144 219	2 513 018	0	16 552	0	2 729 387	0	0	5 403 175
812 : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents	2		2 824 709		16 376	400				2 841 484
813 : Lieux d'accueil enfants/parents	3		315 877	3 114 661	114 828	19 000	430 430	75 288	0	4 070 085
814 : Espace rencontre	4		502 235		39 649	0				541 884
815 : Accompagnement à la scolarité	5	71 889	3 679 660	18 848 362	133 318	30 871	28 997	29 346	0	22 822 443
816 : Autres actions d'accompagnement à la fonction parentale (dont éducation familiale et parentale)	6	82 160	2 026 118		113 563	0	1 715 438		15 593	3 984 778
sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	7	298 268	11 861 617	21 963 024	434 285	50 271	4 904 252	104 634	15 593	39 663 849
sous-fonction 82: études et recherches	8		215 694		0	0	300 074		160	515 929
sous-fonction 83: Formation (1)	9	5 114	126 960							132 074
841: Fonds régionaux	10		2 932 148		0	0	413 168		0	3 345 316
842: Autres (2)	11		2 542 508		1 582	0	127 659		0	2 671 749
sous-fonction 84: Autres	12		5 474 656		1 582	0	540 826		0	6 017 064
sous-fonction 85: Secteurs de désengagement (3)	13		-365		67 880	0	174 973		16 426	258 914
TOTAL fonction 8	14	303 382	17 678 563	21 963 024	503 747	50 271	5 920 125	104 634	32 179	46 587 830

(1) en colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(2) en colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(3) regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux", "IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

NB - rubriques D1 et H1 : Ces rubriques ont été "dégrisées" pour y imputer la PS médiation familiale, initialement prévue pour 2005. Les spécificités 81102214 et 81103214 ont été créées dans la version 3.21 de Magic pour la codification des dépenses. Le financement de cette nouvelle PS ayant été reporté sur l'exercice 2006, il n'y aura pas de dépenses sur ces rubriques en 2005.

Tableau SF900: Récapitulation des dépenses d'action sociale

montants en euros

Tableau SF900		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		TOTAL	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investis sement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	863 088		12 229 186	1 653 823 414	122 674 403	6 408 081	35 788 921	15 635 398	2 118 785	1 849 541 276
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	128 878 329	573 223	28 187 476	587 348 606	25 666 380	10 433 494	18 887 798	470 337	923 460	801 369 103
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	138 426 660	14 090 308	8 184 011	38 145 692	341 970	20 000	237 885 310	440 442	3 124 255	440 658 649
SF400: Logement et habitat	4	19 767 963	102 132 914	23 220 896		3 643 234	2 181 020	12 618 586		40 985	163 605 598
SF500: Animation et vie sociale	5	1 283		45 011 822	112 022 022	14 128 177	4 106 611	59 018 781	10 933 655	2 919 024	248 141 376
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	10 172 338	3 050								10 175 388
SF800: Autres actions	7	303 382	31 906	17 678 563	21 963 024	503 747	50 271	5 920 125	104 634	32 179	46 587 830
9000 : Logistique des œuvres	8							12 299 000		13 986	12 312 987
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice 2005	9	298 413 042	116 831 401	134 511 953	2 413 302 758	166 957 911	23 199 477	382 418 521	27 584 467	9 172 675	3 572 392 207

Tableau SF902 : Prestation de service unique et prestation de service ordinaire versées pour enfants de moins de quatre ans (*)

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

	régime général			Régimes spéciaux			Totaux par régimes			
	partenaires	gestion caf	entreprises	partenaires	gestion caf	entreprises	Régime général	Régimes spéciaux	total général	
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	
11 : établissement d'accueil collectif des moins de quatre ans										
1111 : moins de 4 ans / collectif / crèche / PSU	1	317 057 521	2 666 348	172 975	13 753 208	-26 150	991	319 896 843	13 728 049	333 624 893
1112 : moins de 4 ans / collectif / crèche /heures de concertation PSU	2	982 377	3 058	980	26 211	12	0	986 416	26 224	1 012 640
1113 : moins de 4 ans / collectif / crèche / hors PSU	3	29 106 145	190 443	0	-220 977	28 691	0	29 296 588	-192 286	29 104 303
1121 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / PSU	4	60 386 173	3 558 392	0	1 609 232	18 880	0	63 944 565	1 628 112	65 572 677
1122 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie /heures de concertation PSU	5	353 225	10 361	0	9 221	40	60	363 586	9 321	372 907
1123 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / hors PSU	6	-211 357	60 377	0				-150 979	0	-150 979
1131 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	7	289 976 064	5 588 708	745 072	12 586 406	70 371	23 638	296 309 844	12 680 415	308 990 259
1132 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent /heures de concertation PSU	8	1 048 452	17 238	4 314	56 068	140	50	1 070 004	56 258	1 126 262
1133 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	9	-1 068 885	362 491	2 593	-453 579	31 794	0	-703 802	-421 785	-1 125 587
1141 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	10	3 420 481	0	0	37 549	0	0	3 420 481	37 549	3 458 030
1142 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant /heures de concertation PSU	11	16 501	0	0	290	0	0	16 501	290	16 790
1143 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / hors PSU	12	9 129	0	0				9 129	0	9 129
12 : établissement d'accueil familial des moins de quatre ans										
1211 : moins de 4 ans / familial / crèche / PSU	13	126 129 373	858 657	0	5 782 162	16 529	0	126 988 030	5 798 692	132 786 722
1212 : moins de 4 ans / familial / crèche /heures de concertation PSU	14	373 984	1 556	0	14 101	24	0	375 540	14 125	389 665
1213 : moins de 4 ans / familial / crèche / hors PSU	15	9 812 652	0	0	-188 608	0	0	9 812 652	-188 608	9 624 044
1221 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie / PSU	16	77 547	0	0	479	0	0	77 547	479	78 026
1222 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie /heures de concertation PSU	17	32 002	0	0	77	0	0	32 002	77	32 079
1223 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie / hors PSU	18	95 270	0	0				95 270	0	95 270
1231 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / PSU	19	28 444 578	840 243	0	1 620 130	8 775	0	29 284 821	1 628 905	30 913 725
1232 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / heures de concertation PSU	20	106 384	3 080	0	21 091	27	0	109 464	21 118	130 582
1233 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	21	9 948 734	0	0	965 919	2 341	0	9 948 734	968 260	10 916 995
13 : établissement d'accueil parental des moins de quatre ans										
1311 : moins de 4 ans / parental / crèche / PSU	22	9 420 938			333 210			9 420 938	333 210	9 754 148
1312 : moins de 4 ans / parental / crèche / heures de concertation	23	28 388			746			28 388	746	29 134
1313 : moins de 4 ans / parental / crèche / hors PSU	24	410 885			53 224			410 885	53 224	464 109
1321 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / PSU	25	1 626 386			59 751			1 626 386	59 751	1 686 136
1322 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / heures de concertation PSU	26	14 805			483			14 805	483	15 288
1323 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / hors PSU	27	44 137						44 137	0	44 137
1331 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / PSU	28	16 305 230			570 214			16 305 230	570 214	16 875 444
1332 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / heures de concertation PSU	29	40 059			1 808			40 059	1 808	41 866
1333 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	30	2 050 017			38 900			2 050 017	38 900	2 088 917
Total SF902 (1)	31	906 037 196	14 160 953	925 934	36 677 316	151 475	24 740	921 124 082	36 853 530	957 977 613
(1) dont total PSU (soit la somme des lignes 1, 2, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 25, 26, 28 et 29)	32	855 840 467	13 547 642	923 341	36 482 436	88 649	24 740	870 311 450	36 595 825	906 907 275

(2) à l'exclusion des sommes versées au titre du contrat de passage à la PSU ; ces tableaux concernent uniquement la métropole -

Tableau SF903 : prestations de service ordinaires versées pour enfants de quatre à six ans (*)

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

	régime général uniquement			total général	
	partenaires	gestion caf	entreprises		
	A	B	C		
14 : établissement d'accueil collectif des 4 à 6 ans					
1411 : 4-6 ans / collectif / crèche / PSU	1	-1 078 156	0	0	-1 078 156
1413 : 4-6 ans / collectif / crèche / hors PSU	2	-313 805	0	0	-313 805
1421 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / PSU	3	1 962 088	145 536	0	2 107 625
1423 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / hors PSU	4	1 803 782	51 606	0	1 855 388
1431 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	5	2 125 201	40 168	1 800	2 167 169
1433 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	6	-1 480 997	13 931	0	-1 467 066
1441 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	7	287 155	0	0	287 155
1443 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / hors PSU	8	252 692	0	0	252 692
15: Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans					
1511 : 4-6 ans / familial / crèche / PSU	9	-1 770 651	0	0	-1 770 651
1513 : 4-6 ans / familial / crèche / hors PSU	10	-181 105	0	0	-181 105
1521 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / PSU	11	87 956	0	0	87 956
1523 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / hors PSU	12	300 981	0	0	300 981
1531 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / PSU	13	273 940	8 047	0	281 987
1533 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	14	-31 653	0	0	-31 653
16 : Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans					
1611 : 4-6 ans / parental / crèche / PSU	15	17 197			17 197
1613 : 4-6 ans / parental / crèche / hors PSU	16	0			0
1621 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / PSU	17	32 693			32 693
1623 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / hors PSU	18	151 489			151 489
1631 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / PSU	19	73 762			73 762
1633 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	20	-110 608			-110 608
Total SF903	21	2 401 960	259 289	1 800	2 663 048

(*) Il s'agit de prestations de service ordinaires versées pour des établissements éventuellement éligibles à la PSU ; ces tableaux concernent uniquement la métropole -

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres (*)

montants en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
2111: CLSH MOINS DE 6 ANS	1	78 534 005		78 534 005
CLSH PLUS DE 6 ANS				
2112: Vacances d'été	2	44 356 748		44 356 748
2113: Petites vacances scolaires	3	24 879 555		24 879 555
2114: Mercredi et fin de semaine	4	28 213 819		28 213 819
2115: Pré et post scolaire	5	40 224 319		40 224 319
TOTAL C.L.S.H.	6	216 208 446		216 208 446
Techniciens de l'intervention sociale et familiale				
3210: Intervention famille	7	13 040 176		13 040 176
3220: Intervention maladie	8	12 205 016		12 205 016
Auxiliaires de vie sociale				
3230: Intervention famille	9	4 813 347		4 813 347
3240: Intervention maladie	10	8 318 654		8 318 654
TOTAL AIDES A DOMICILE	11	38 377 194		38 377 194
1700: Relais assistantes maternelles	12	21 287 195		21 287 195
2140: Centres collectifs de vacances	13	203 315		203 315
2150: Camps de vacances	14	52 083		52 083
2240: PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	15	294 000		294 000
5110: Centres sociaux	16	91 020 153		91 020 153
5111: PS animation collective famille	17	12 524 409		12 524 409
5120: Foyers de jeunes travailleurs	18	15 471 006		15 471 006
5150: PS animation locale (*)	19	3 940 109		3 940 109
8110 : PS médiation familiale	20	0		0
8130 : lieux d'accueil enfants parents	21	3 189 949		3 189 949
8150 : Accompagnement à la scolarité (*)	22	18 877 709		18 877 709
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+11 à 22)	23	421 445 568		421 445 568

(*) Les Caf des Dom sont éventuellement concernées par la PS animation locale et l'accompagnement à la scolarité.

Les autres rubriques concernent uniquement la Métropole.

PS médiation familiale : les dépenses seront effectives en 2006. Voir NB tableau SF800.

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

montants en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO) et prestation de service unique (PSU)				
SF902: Accueil enfants de moins de 4 ans	1	921 124 082	36 853 530	957 977 613
SF903: Accueil enfants 4 à 6 ans	2	2 663 048		2 663 048
contrat de passage à la PSU (2)	3	849 463	5 121	854 583
SF904 : Autres secteurs (1)	4	421 445 568		421 445 568
Sous-total PSO + PSU	5	1 346 082 161	36 858 651	1 382 940 812
Contrats crèches	6	388 811	19 378	408 189
Contrat enfance (1) (non compris lignes 8 et 9 ci-dessous)	7	684 603 328	710 737	685 314 065
Contrat expérimental Caf/conseils généraux (3)	8	447 854		447 854
Contrat enfance entreprise (4)	9	506 265		506 265
Contrats temps libre	10	371 061 100		371 061 100
TOTAL prestations de service (lignes 5 à 10)	11	2 403 089 518	37 588 766	2 440 678 284

(1) Les Caf des Dom sont concernées par la ligne 7 contrat enfance et éventuellement la ligne 4 "autres secteurs".

La rubrique B7 concerne exclusivement les départements d'Outre-Mer.

(2) spécificités 10002214 et 10002215

(3) pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 8 octobre 2001). Ces dépenses enregistrées au compte SF65623233 sont codifiées 19002212.

(4) spécificité 19004212 créée dans la mise à jour 3.0 de Magic.

Les montants figurant dans le tableau SF905 doivent correspondre approximativement au compte général de résultats, tableau SF130:

A5 = SF65623231

B5 = SF65623235 (Métropole)

A6 = SF65623232

B6 = SF65623236

A7+A8+A9 = SF65623233

B7 = SF65623235 (Dom uniquement)

A10 = SF65623234

Tableau SF906 : Total Prestation de service unique

montants en euros

		régime général			Régimes spéciaux			Totaux par régimes		
		partenaires	gestion caf	entreprises	partenaires	gestion caf	entreprises	Régime	Régimes	total général
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
report du sous-total PSU ligne 32 du tableau 902	1	855 840 467	13 547 641	923 340	36 482 435	88 649	24 739	870 311 449	36 595 824	906 907 274
report contrat de passage à la PSU, ligne 1 du tableau 100	2	625 912	223 550		5 120			849 462	5 120	854 583
total PSU	3	856 466 379	13 771 192	923 340	36 487 556	88 649	24 739	871 160 912	36 600 945	907 761 857

Tableau concernant **exclusivement** les 4 CAF des **DOM**

Tableau SF908 : Ventilation des dépenses relatives au contrat enfance dans les départements d'Outre-Mer en 2005 selon le type d'équipement (1)

montants en euros					
		Régime général		Régimes Spéciaux	Total Prestations de Service Enfance
		PS de base 30%	PS majorée 50 %	C	D
		A	B		
Crèches	1	11 927 464	20 403 116	710 737	33 041 318
Haltes-garderies	2	841	625 879	0	626 720
relais assistante maternelle(2)	3	283 297	25 497	0	308 794
autres fonction 1	4	2 538 262	1 196 874	0	3 735 137
fonction 2 : Centres de loisirs sans hébergement	5	2 315 924	8 600 743	0	10 916 668
fonction 3 : éducation familiale	6	266 097	0	0	266 097
Total dépenses Contrats Enfance	7	17 331 886	30 852 110	710 737	48 894 733

(1) Ce tableau est établi à partir des spécificités créées dans la version 2.51 de Magic.

(2)La PS est versée au taux unique de 40% du budget de fonctionnement sans distinction de régime. La ventilation selon les trois colonnes du tableau n'est pas adaptée.

Seule la colonne "total" est significative.

Tableau SF950: Recettes des services en gestion directe en 2005

montants en euros										
		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers et autres participations	Etat	Région	Département	Commune	Divers	TOTAL Recettes
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
ET 1*: Crèches	1	7 791 587	6 488 379	3 308 540	58 228	0	647 532	4 413 435	527 756	23 235 458
ET 2* & 3*: Garderies et jardins d'enfants	2	557 840	257 619	174 352	0	0	0	391 169	10 076	1 391 056
ET 4*: Haltes-garderies	3	8 641 000	3 707 278	1 209 302	12 782	220	21 849	5 604 718	937 142	20 134 291
ES 92*: Autres interventions techniques	4	50 048 014	261 495	651 637	247 277	21 466	3 192 285	251 009	12 962 274	67 635 458
ER 5*: Centres de loisirs sans hébergement	5	2 376 926	556 128	269 074	-61	0	0	285 579	101 471	3 589 116
ER 1*: Centres collectifs de vacances et camps	6	3 467 582	54 794	2 356 282	0	0	0	0	463 482	6 342 140
ER 2* & 3*: Maisons et centres familiaux de vacances	7	1 115 776	10 000	2 868 319	0	0	0	0	634 850	4 628 946
ER 4*: Placements familiaux - vacances	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES5*: Services d'assistants sociaux	9	74 052 368	204 788	91 846	154 757	0	6 120 666	123 862	2 409 419	83 157 708
ES3*: Services d'économie sociale et familiale	10	27 330 270	34 640	49 627	0	0	839 208	555 234	467 132	29 276 111
ES 8*: Services de tutelle aux prestations sociales	11	44 027	0	3 268 269	534 636	0	0	0	2 347 709	6 194 642
ES 91*: Autres personnels sociaux	12	87 312 438	887 821	655 196	99 775	1 830	802 586	992 438	2 466 499	93 218 583
ES 6*: Services travailleuses familiales	13	3 195 913	184 702	294 055	0	0	35 909	0	79 999	3 790 578
ES 7*: Services d'aides ménagères	14	70 326	32	122	0	0	0	0	23	70 503
ES 1*: Centres sociaux	15	52 750 395	13 713 229	2 653 474	260 489	13 280	1 853 766	18 309 447	4 077 227	93 631 306
EQ 6*: Foyers de jeunes travailleurs	16	654 168	66 385	787 148	30 009	0	182 000	0	119 874	1 839 583
EK1*: Centres de PMI	17	403 322	0	0	0	0	263 375	0	0	666 697
ES93*: Gestion du patrimoine	18	1 749 038	0	75 424	15 925	0	0	0	1 240 650	3 081 037
ES 94* : logistique des œuvres	19	8 598 890	0	0	0	0	0	70 206	944 327	9 613 423
Autres	20	2 333 522	0	0	9 198	0	0	0	30 172	2 372 892
TOTAL SF950	21	332 493 399	26 427 292	18 712 670	1 423 015	36 796	13 959 176	30 997 097	29 820 084	453 869 529

le symbole * signifie y compris les subdivisions ou sous-comptes

colonne A : compte E75834*

colonne B : compte E70623*

colonne C : comptes E7061* + E70621* + E70622* + E7068*

Colonne D : compte E741*

colonne E : compte E742*

Colonne F : compte E743*

Colonne G : compte E744*

Colonne H : autres comptes classe 7 gestion E non compris colonnes A à G

ANNEXE 3

Les résultats financiers 2005 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des Caf métropolitaines

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

Tableau SF100		Aides aux familles		Aides aux partenaires et aux entreprises				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
1000 : contrat de passage à la PSU (1)	1				631 033				223 550		854 583
1001 : contrat crèches (1)	2				384 667				23 522		408 189
111 : moins de 4 ans / collectif / crèche	3	1 358		1 342 341	360 879 432	3 129 479	922 258	5 451 095	2 862 402	305 595	374 893 960
112 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	4	355 006		1 365 656	62 146 554	1 047 470	39 352	5 284 239	3 648 051	208 913	74 095 242
113 : moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	5	3 156		2 834 665	302 920 192	13 726 328	4 060 510	5 346 533	6 070 741	257 434	335 219 561
114 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	6	0		143 030	3 483 949	181 709	12 627	0	0	0	3 821 316
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	7	359 521		5 685 692	729 430 128	18 084 987	5 034 747	16 081 867	12 581 195	771 942	788 030 079
121 : moins de 4 ans / familial / crèche	8	291		189 126	141 923 665	456 958	39 591	1 221 737	876 766	4 291	144 712 424
122 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie	9	0		-1 979	205 376	0	0	0	0	0	203 396
123 : moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	10	2 980		-1 642	41 106 836	109 209	0	1 203 060	854 466	2 530	43 277 440
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	11	3 271		185 505	183 235 876	566 167	39 591	2 424 797	1 731 233	6 821	188 193 261
131 : moins de 4 ans / parental / crèche	12	0		162 566	10 247 391	371 991	1 194				10 783 141
132 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie	13	0		34 034	1 745 562	139 470	0				1 919 066
133 : moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	14	0		255 279	19 006 227	135 855	90 445				19 487 807
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	15	0		451 879	30 999 180	647 316	91 639				32 190 014
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	16	9 000		7 982	-1 391 961	29 475	0	0	0	0	-1 345 504
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	17	26 177		40 575	3 765 870	240 396	14 196	926 647	197 143	307 132	5 518 135
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	18	8 679		104 492	646 004	334 543	730 050	0	54 099	828	1 878 694
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	19	0		94 420	539 846	8 559	0	0	0	0	642 826
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	20	43 855		247 469	3 559 759	612 973	744 247	926 647	251 242	307 960	6 694 151
151 : 4-6 ans / familial / crèche	21	0		14 178	-1 951 756	4 031	0	0	0	0	-1 933 548
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	22	8 853		-29 766	388 937	0	0	0	0	0	368 024
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	23	0		366	242 287	25 830	0	0	8 047	0	276 530
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	24	8 853		-15 222	-1 320 532	29 861	0	0	8 047	0	-1 288 993
161 : 4-6 ans / parental / crèche	25	0		0	17 197	0	0				17 197
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	26	0		3 805	184 181	0	0				187 987
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	27	0		7 502	-36 846	76	25 916				-3 352
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	28	0		11 307	164 533	76	25 916				201 831
1700: Relais Assistantes maternelles	29	256 704		804 957	20 470 586	1 018 363	214 513	1 719 463	816 610	42 420	25 343 616
1800: Autres lieux d'activité ou d'éveil	30	0		543 710		619 583	79 975	941 746		3 070	2 188 085
1900: Fonction globale d'accueil (2)	31	176 965		1 408 223	637 373 451	498 297	126 993	12 367 405		119 103	652 070 436
1910: Fonds d'Investissement Petite Enfance (3)	32					26 639 015				355 386	26 994 401
1911: Aide exceptionnelle à l'investissement (4)	33					49 464 544				240 175	49 704 719
1912 : DAIFE gestion décentralisée (5)	34					17 615 409				84 119	17 699 528
1913 : DAIFE gestion centralisée (5)	35					1 293 959					1 293 959
TOTAL général fonction 1	36	849 169		9 323 519	1 604 928 681	117 090 550	6 357 621	34 461 925	15 635 398	1 930 996	1 790 577 859

(1) Ces deux rubriques sont destinées à disparaître. Le premier chiffre de la spécificité permet d'identifier ces dépenses comme relevant de la fonction 1 et les quatre derniers comme prestations de service. Il s'agit des spécificités suivantes : 10002214, 10002215 et 10003214 pour le contrat de passage à la PSU, 10012216, 10013216, 10012217 et 10013217 pour les contrats crèches.

(2) La rubrique D31 concerne le contrat enfance (compte SF65623233) spécificité 19002218 et la "concertation avec les conseils généraux" même compte et spécificité 19002212 (LC 2001-220 du 3/10/2001) et le contrat enfance entreprise -même compte et spécificité 19004212. La ventilation entre ces trois composantes est disponible au tableau SF905.

La rubrique E31 concerne les investissements sur fonds propres liés au contrat enfance. Les dépenses afférentes aux conseillers techniques enfance sont retracées en G29 et I29.

(3) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67451, spécificités 19102112 et 19103112.

(4) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67452, spécificités 19112112 et 19113112.

(5) dispositif d'aide à l'investissement petite enfance : il s'agit des dépenses enregistrées aux comptes SF674531 et 674532 et codifiées respectivement 19122112 et 19123112 (gestion décentralisée au niveau des caf, à destination des partenaires), 19132112 et 19133112 (gestion centralisée à destination des entreprises).

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

montants en euros

Tableau SF200		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
211: Centres de loisirs sans hébergement (a)	1	23 125 290	45	12 756 262	215 742 604	17 942 333	8 034 735	3 517 580	465 842	277 194	281 861 885
2120 : Autres loisirs de proximité - enfants de moins de 18 ans	2	16 832 984	4 026	2 503 028		2 381 839	859 750	198 342		1 547	22 781 515
2121 : Autres loisirs de proximité - enfants de 18 ans et plus	3	562	0	72 414		7 716	0				80 692
2130 : Opération "villes, vie, vacances"	4	274 522	0	1 176 070		97 354		0			1 547 946
2140 : Centres collectifs de vacances (b)	5	29 471 418	45 401	1 991 765	198 819	1 316 722	178 342	3 774 099	4 496	475 104	37 456 166
2150 : Camps de vacances (c)	6	4 897 178	16 425	567 772	52 083	71 189	4 680	0	0	0	5 609 328
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (d)	7	1 449 952	0	395 540		2 158 354	1 152 546	0		0	5 156 392
2170 : Fonction globale "temps libre" (e)	8	9 252	0	752 969	365 972 579	270 785	38 368	9 591 745		18 494	376 654 191
2180 : animateurs de loisirs et de vacances(f)	9	4 909 294	41 970	114 335		0	0				5 065 599
sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	10	80 970 451	107 867	20 330 155	581 966 086	24 246 293	10 268 420	17 081 766	470 337	772 339	736 213 714
2210 : Loisirs de proximité	11	1 476 700	0	1 963 037		409 217	165 073	0		0	4 014 027
2220 : Centres familiaux de vacances	12	8 534 449	2 040	754 815		20 301	0	1 206 049		151 121	10 668 774
2230 : Vacances familiales individuelles (g)	13	27 616 141	453 267	495 980		8 289		0			28 573 676
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances)	14	5 090 594	10 050	1 391 252	294 000	39 239	0	264 020	0	0	7 089 155
sous-fonction 22: temps libre des familles	15	42 717 884	465 356	4 605 083	294 000	477 046	165 073	1 470 070	0	151 121	50 345 633
TOTAL fonction 2	16	123 688 335	573 223	24 935 238	582 260 086	24 723 339	10 433 494	18 551 835	470 337	923 460	786 559 346

(a) y compris CLSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants.

(c) y compris extension de la prestation de service CLSH (en colonnes D et H).

(d) y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(e) y compris, en rubrique D8, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extention de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(f) La rubrique A9 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

(g) y compris "prêts camping" en rubrique B13.

(h) rubriques D14 et H14 : "PS" accompagnement des centres de vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231.

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montants en euros

Tableau SF300	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service			
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
311: Assistants sociaux	1		310 479		0	0	68 805 170		1 076 370	70 192 018	
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2		1 921 871		625	0	29 031 386		404 395	31 358 276	
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3		68 126		0	0	115 748 092		1 186 414	117 002 633	
314: Délégués à la tutelle	4		4 700		5 000	0	211 213		47 895	268 808	
315: Clubs de prévention	5		375 767		62 822	0	0		0	438 589	
3161: Services sociaux divers (1)	6		714 664		64 031	0	4 837 630		14 480	5 630 804	
3162: Autres personnels sociaux	7		190 366		6 028	0	6 768 703		53 357	7 018 454	
318 : Autres	8	21 426	16 485	576 560		34 205	0	2 041 879	222 607	2 913 163	
sous-fonction 31: travail social	9	21 426	16 485	4 162 532		172 711	0	227 444 072	3 005 518	234 822 745	
3210: TISF intervention famille (2)	10	35 721 460	192 201	12 765 110	138 092	20 000	3 235 247	173 607	4 082	52 249 799	
3211: TISF actions finalisées (2)	11	387 152	90 591	101 459	8 000	0	27 319	0	0	614 522	
322: TISF intervention maladie (2)	12	37 605 828		12 165 219				186 803		49 957 850	
<i>sous-total TISF</i>	13	73 714 440	282 792	25 031 789	146 092	20 000	3 262 566	360 409	4 082	102 822 171	
323: Auxiliaire de vie sociale intervention famille (2)	14	10 952 738	13 200	4 808 152	8 424	0	70 326	5 196	0	15 858 035	
324: Auxiliaire de vie sociale intervention maladie (2)	15	20 454 401		8 305 752				74 837		28 834 990	
<i>sous-total Auxiliaire de vie sociale</i>	16	31 407 139	13 200	13 113 904	8 424	0	70 326	80 033	0	44 693 024	
sous-fonction 32: aide à domicile	17	105 121 579		295 992	38 145 692	154 516	20 000	3 332 892	440 442	4 082	147 515 196
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	18	105 143 005	16 485	4 458 525	38 145 692	327 227	20 000	230 776 964	440 442	3 009 600	382 337 940

(1) regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménage également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme.

Financement CNAM au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95: s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), les financements CNAM sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions". Dans le cas d'un service de TISF-AVS en gestion directe, les dépenses correspondant aux interventions "maladie" financées par la CNAM sont à inscrire en colonne H "fonds affectés".

Les dépassements de dotation pour les dépenses d'aide à domicile financées sur fonds CAF (SF65623113) sont à ventiler en lignes 12 et 15 (spécificités 32201311 et 32401311).

Contrôle à effectuer avec le compte général de résultats: si la CAF n'a pas de service en gestion directe, on aura égalité entre la somme des rubriques A12, A15 et la somme des comptes SF65623112 et SF 65623113 du tableau SF130. Si la CAF est gestionnaire, la somme des rubriques A12, A15 est inférieure à la somme de ces deux comptes, la différence correspondant alors aux montants enregistrés au regard des spécificités 32203313 et 32403313 (qui s'imputent en colonne H).

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montants en euros

Tableau SF301		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
Report SF300	1	105 143 005	16 485	4 458 525	38 145 692	327 227	20 000	230 776 964	440 442	3 009 600	382 337 940
331: Secours et prêts d'honneur	2	18 157 104	11 676 999								29 834 103
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	3 514 946	7 463								3 522 409
3322: parents et personnes isolés (1)	4	811 217	328 248								1 139 465
333: PEL situations familiales (2)	5	2 477 443	764 357								3 241 801
3341: Avances sur prestations	6	11 237	520 450								531 687
3342: Autres prestations extra-légales	7	2 874 147	383 806								3 257 952
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes	8	2 665 446	7 059	432 256		598	0				3 105 359
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	144 418	0	802 817		0	0	86			947 321
sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	30 655 958	13 688 382	1 235 073		598	0	86			45 580 097
Total fonction 3	11	135 798 963	13 704 867	5 693 598	38 145 692	327 825	20 000	230 777 050	440 442	3 009 600	427 918 038

(1) regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", "mères médaillées".

(3) regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Fonction 4: Logement et Habitat

montants en euros

Tableau SF400		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			1 023 449		1 027 677	2 181 020				4 232 146
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	881 470	5 051 010								5 932 480
413: Aides aux handicapés	3	101 568	55 894								157 461
sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	983 038	5 106 904	1 023 449		1 027 677	2 181 020				10 322 088
421: Aides à l'équipement mobilier	5	4 076 617	27 674 627								31 751 244
422: Aides à l'équipement ménager	6	3 541 088	36 411 363								39 952 451
423: Aides à l'installation	7	1 841 330	9 265 662								11 106 993
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation	8	955 221	5 896 332	127 883							6 979 436
sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	10 414 257	79 247 984	127 883							89 790 124
4311: Fonds Solidarité Logement (3)	10			13 352 872				4 761 058		31 818	18 145 747
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (4)	11	1 679 027	2 774 770	812 510		58 333	0			0	5 324 640
432: Accession à la propriété	12	55 423	348 041	46 300				402 953		0	852 716
4331: Dettes d'énergie	13	2 856 394	1 733 010	3 337 827				27 059		787	7 955 078
4332: Dettes d'eau	14	910 456	371 206	242 127				0		0	1 523 789
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes	15			338 266		6 925	0				345 191
4342: Autres (logement des jeunes)	16	1 017 853	21 535	82 801		8 880	0				1 131 069
sous-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			2 583 242		112 045	0	691 754		0	3 387 041
sous-fonction 436: Fonction globale (conseiller technique)	18							5 244 109		8 380	5 252 488
437 : LES, Logement Locatifs Sociaux et LLTS pour caf des	19	0	0	0		0	0				0
sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	6 519 154	5 248 562	20 795 945		186 182	0	11 126 931		40 985	43 917 760
TOTAL fonction 4	21	17 916 448	89 603 450	21 947 277		1 213 859	2 181 020	11 126 931		40 985	144 029 971

(1) regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) y compris prêts construction.

(3) dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF"(G et I).

(4) y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(5) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Fonction 5: Animation de la vie sociale

montants en euros

Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
511 : Centres sociaux	1			30 125 557	81 672 718	5 979 237	1 813 898	50 492 678	9 347 435	2 322 815	181 754 338
5111 : PS animation collective famille (1)	2				11 004 575				1 519 834		12 524 409
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	1 283		1 487 499	15 404 620	3 295 243	1 360 486	995 752	66 385	223 909	22 835 178
513 : Aires de nomades	4			103 274		771 433	102 153				976 860
514 :Autres équipements de voisinage (2)	5			1 525 418		2 252 757	747 333	1 621 507		86 733	6 233 749
515 : PS Animation locale (3)	6				3 674 897						3 674 897
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							5 307 958		65 476	5 373 433
sous-fonction 51: Animation sociale	8	1 283		33 241 747	111 756 810	12 298 670	4 023 870	58 417 895	10 933 655	2 698 934	233 372 864
521: Associations familiales	9			2 348 506		88 063	0				2 436 569
522: Associations d'aide aux familles migrantes	10			221 349		4 267	0				225 616
523: Autres associations (4)	11			5 221 681		765 675	37 341	600 886		191 551	6 817 134
524: Information des jeunes	12			467 522		124 909	45 400	0		0	637 831
sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			8 259 058		982 915	82 741	600 886		191 551	10 117 151
TOTAL fonction 5	14	1 283		41 500 805	111 756 810	13 281 585	4 106 611	59 018 781	10 933 655	2 890 485	243 490 015

(1) actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(3) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/1

(4) y compris les subventions versées sur fonds propres en complément de la PS "animation locale".

fonction 7: Prestations supplémentaires

montants en euros

Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
71: Apprentis	1	817 055	0								817 055
72: Rentrée scolaire	2	3 301 043	0								3 301 043
73: Etudiants	3	5 873 116	3 050								5 876 166
TOTAL fonction 7	4	9 991 213	3 050								9 994 263

Fonction 8 : Autres actions

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

Tableau SF800	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service			
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
811 : Médiation familiale	1	144 219		2 463 018	0	16 552	0	2 729 387	0	0	5 353 175
812 : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement de	2			2 611 030		7 131	400				2 618 561
813 : Lieux d'accueil enfants/parents	3			281 037	3 093 642	114 828	19 000	430 430	75 288	0	4 014 226
814 : Espace rencontre	4			462 235		39 649	0				501 884
815 : Accompagnement à la scolarité	5	71 889	0	295 394	17 251 254	72 439	30 871	28 997	29 346	0	17 780 191
816 : Autres actions d'accompagnement à la fonction parentale (dont éducation familiale et parentale)	6	82 160	31 906	1 514 112		64 537	0	1 715 438		15 593	3 423 746
sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	7	298 268	31 906	7 626 827	20 344 897	315 136	50 271	4 904 252	104 634	15 593	33 691 782
sous-fonction 82: études et recherches	8			42 335		0	0	300 074		160	342 570
sous-fonction 83: Formation (1)	9	5 114		97 360							102 474
841: Fonds régionaux	10			2 932 148		0	0	413 168		0	3 345 316
842: Autres (2)	11			246 736		1 582	0	127 659		0	375 977
sous-fonction 84: Autres	12			3 178 884		1 582	0	540 826		0	3 721 293
sous-fonction 85: Secteurs de désengagement (3)	13			-365		67 880	0	174 973		16 426	258 914
TOTAL fonction 8	14	303 382	31 906	10 945 041	20 344 897	384 598	50 271	5 920 125	104 634	32 179	38 117 033

(1) en colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(2) en colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(3) regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux", "IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

NB - rubriques D1 et H1 : Ces rubriques ont été "dégrées" pour y imputer la PS médiation familiale, initialement prévue pour 2005. Les spécificités 81102214 et 81103214 ont été créées dans la version 3.21 de Magic pour la codification des dépenses. Le financement de cette nouvelle PS ayant été reporté sur l'exercice 2006, il n'y aura pas de dépenses sur ces rubriques en 2005.

Tableau SF900: Récapitulation des dépenses d'action sociale

montants en euros

Tableau SF900		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	849 169		9 323 519	1 604 928 681	117 090 550	6 357 621	34 461 925	15 635 398	1 930 996	1 790 577 859
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	123 688 335	573 223	24 935 238	582 260 086	24 723 339	10 433 494	18 551 835	470 337	923 460	786 559 346
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	135 798 963	13 704 867	5 693 598	38 145 692	327 825	20 000	230 777 050	440 442	3 009 600	427 918 038
SF400: Logement et habitat	4	17 916 448	89 603 450	21 947 277		1 213 859	2 181 020	11 126 931		40 985	144 029 971
SF500: Animation et vie sociale	5	1 283		41 500 805	111 756 810	13 281 585	4 106 611	59 018 781	10 933 655	2 890 485	243 490 015
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	9 991 213	3 050								9 994 263
SF800: Autres actions	7	303 382	31 906	10 945 041	20 344 897	384 598	50 271	5 920 125	104 634	32 179	38 117 033
9000 : Logistique des œuvres	8							9 473 727		13 986	9 487 713
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice 2005	9	288 548 793	103 916 496	114 345 478	2 357 436 165	157 021 755	23 149 017	369 330 375	27 584 467	8 841 692	3 450 174 238

Tableau SF902 : Prestation de service unique et prestation de service ordinaire versées pour enfants de moins de quatre ans (*)

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

		régime général			Régimes spéciaux			Totaux par régimes		
		partenaires	gestion caf	entreprises	partenaires	gestion caf	entreprises	Régime général	Régimes spéciaux	total général
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
11 : établissement d'accueil collectif des moins de quatre ans										
1111 : moins de 4 ans / collectif / crèche /PSU	1	317 057 521	2 666 348	172 975	13 753 208	-26 150	991	319 896 843	13 728 049	333 624 893
1112 : moins de 4 ans / collectif / crèche /heures de concertation	2	982 377	3 058	980	26 211	12	0	986 416	26 224	1 012 640
1113 : moins de 4 ans / collectif / crèche / hors PSU	3	29 106 145	190 443	0	-220 977	28 691	0	29 296 588	-192 286	29 104 303
1121 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / PSU	4	60 386 173	3 558 392	0	1 609 232	18 880	0	63 944 565	1 628 112	65 572 677
1122 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie /heures de concertation	5	353 225	10 361	0	9 221	40	60	363 586	9 321	372 907
1123 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie / hors PSU	6	-211 357	60 377	0				-150 979	0	-150 979
1131 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	7	289 976 064	5 588 708	745 072	12 586 406	70 371	23 638	296 309 844	12 680 415	308 990 259
1132 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent /heures de concertation	8	1 048 452	17 238	4 314	56 068	140	50	1 070 004	56 258	1 126 262
1133 : moins de 4 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	9	-1 068 885	362 491	2 593	-453 579	31 794	0	-703 802	-421 785	-1 125 587
1141 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	10	3 420 481	0	0	37 549	0	0	3 420 481	37 549	3 458 030
1142 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant /heures de concertation	11	16 501	0	0	290	0	0	16 501	290	16 790
1143 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant / hors PSU	12	9 129	0	0				9 129	0	9 129
12 : établissement d'accueil familial des moins de quatre ans										
1211 : moins de 4 ans / familial / crèche / PSU	13	126 129 373	858 657	0	5 782 162	16 529	0	126 988 030	5 798 692	132 786 722
1212 : moins de 4 ans / familial / crèche /heures de concertation	14	373 984	1 556	0	14 101	24	0	375 540	14 125	389 665
1213 : moins de 4 ans / familial / crèche / hors PSU	15	9 812 652	0	0	-188 608	0	0	9 812 652	-188 608	9 624 044
1221 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie / PSU	16	77 547	0	0	479	0	0	77 547	479	78 026
1222 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie /heures de concertation	17	32 002	0	0	77	0	0	32 002	77	32 079
1223 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie / hors PSU	18	95 270	0	0				95 270	0	95 270
1231 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / PSU	19	28 444 578	840 243	0	1 620 130	8 775	0	29 284 821	1 628 905	30 913 725
1232 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent /heures de concertation	20	106 384	3 080	0	21 091	27	0	109 464	21 118	130 582
1233 : moins de 4 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	21	9 948 734	0	0	965 919	2 341	0	9 948 734	968 260	10 916 995
13 : établissement d'accueil parental des moins de quatre ans										
1311 : moins de 4 ans / parental / crèche / PSU	22	9 420 938			333 210			9 420 938	333 210	9 754 148
1312 : moins de 4 ans / parental / crèche / heures de concertation	23	28 388			746			28 388	746	29 134
1313 : moins de 4 ans / parental / crèche / hors PSU	24	410 885			53 224			410 885	53 224	464 109
1321 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / PSU	25	1 626 386			59 751			1 626 386	59 751	1 686 136
1322 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / heures de concertation	26	14 805			483			14 805	483	15 288
1323 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie / hors PSU	27	44 137						44 137	0	44 137
1331 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / PSU	28	16 305 230			570 214			16 305 230	570 214	16 875 444
1332 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / heures de concertation	29	40 059			1 808			40 059	1 808	41 866
1333 : moins de 4 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	30	2 050 017			38 900			2 050 017	38 900	2 088 917
Total SF902 (1)	31	906 037 196	14 160 953	925 934	36 677 316	151 475	24 740	921 124 082	36 853 530	957 977 613
(1) dont total PSU (soit la somme des lignes 1, 2, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 20, 22, 23, 25, 26, 28 et 29)	32	855 840 467	13 547 642	923 341	36 482 436	88 649	24 740	870 311 450	36 595 825	906 907 275

(2) à l'exclusion des sommes versées au titre du contrat de passage à la PSU ; ces tableaux concernent uniquement la métropole -

Tableau SF903 : prestations de service ordinaires versées pour enfants de quatre à six ans (*)

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

		régime général uniquement			total général
		partenaires	gestion caf	entreprises	
		A	B	C	
14 : établissement d'accueil collectif des 4 à 6 ans					
1411 : 4-6 ans / collectif / crèche / PSU	1	-1 078 156	0	0	-1 078 156
1413 : 4-6 ans / collectif / crèche / hors PSU	2	-313 805	0	0	-313 805
1421 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / PSU	3	1 962 088	145 536	0	2 107 625
1423 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie / hors PSU	4	1 803 782	51 606	0	1 855 388
1431 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / PSU	5	2 125 201	40 168	1 800	2 167 169
1433 : 4-6 ans / collectif / et. polyvalent / hors PSU	6	-1 480 997	13 931	0	-1 467 066
1441 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / PSU	7	287 155	0	0	287 155
1443 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant / hors PSU	8	252 692	0	0	252 692
15 : Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans					
1511 : 4-6 ans / familial / crèche / PSU	9	-1 770 651	0	0	-1 770 651
1513 : 4-6 ans / familial / crèche / hors PSU	10	-181 105	0	0	-181 105
1521 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / PSU	11	87 956	0	0	87 956
1523 : 4-6 ans / familial / halte-garderie / hors PSU	12	300 981	0	0	300 981
1531 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / PSU	13	273 940	8 047	0	281 987
1533 : 4-6 ans / familial / et. polyvalent / hors PSU	14	-31 653	0	0	-31 653
16 : Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans					
1611 : 4-6 ans / parental / crèche / PSU	15	17 197			17 197
1613 : 4-6 ans / parental / crèche / hors PSU	16	0			0
1621 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / PSU	17	32 693			32 693
1623 : 4-6 ans / parental / halte-garderie / hors PSU	18	151 489			151 489
1631 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / PSU	19	73 762			73 762
1633 : 4-6 ans / parental / et. polyvalent / hors PSU	20	-110 608			-110 608
Total SF903	21	2 401 960	259 289	1 800	2 663 048

(*) Il s'agit de prestations de service ordinaires versées pour des établissements éventuellement éligibles à la PSU ; ces tableaux concernent uniquement la métropole -

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres (*)

montants en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
2111: CLSH MOINS DE 6 ANS	1	78 534 005		78 534 005
CLSH PLUS DE 6 ANS				
2112: Vacances d'été	2	44 356 748		44 356 748
2113: Petites vacances scolaires	3	24 879 555		24 879 555
2114: Mercredi et fin de semaine	4	28 213 819		28 213 819
2115: Pré et post scolaire	5	40 224 319		40 224 319
TOTAL C.L.S.H.	6	216 208 446		216 208 446
Techniciens de l'intervention sociale et familiale				
3210: Intervention famille	7	13 040 176		13 040 176
3220: Intervention maladie	8	12 205 016		12 205 016
Auxiliaires de vie sociale				
3230: Intervention famille	9	4 813 347		4 813 347
3240: Intervention maladie	10	8 318 654		8 318 654
TOTAL AIDES A DOMICILE	11	38 377 194		38 377 194
1700: Relais assistantes maternelles	12	21 287 195		21 287 195
2140: Centres collectifs de vacances	13	203 315		203 315
2150: Camps de vacances	14	52 083		52 083
2240: PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	15	294 000		294 000
5110: Centres sociaux	16	91 020 153		91 020 153
5111: PS animation collective famille	17	12 524 409		12 524 409
5120: Foyers de jeunes travailleurs	18	15 471 006		15 471 006
5150: PS animation locale (*)	19	3 674 897		3 674 897
8110 : PS médiation familiale	20	0		0
8130 : lieux d'accueil enfants parents	21	3 168 930		3 168 930
8150 : Accompagnement à la scolarité (*)	22	17 280 600		17 280 600
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+11 à 22)	23	419 562 228		419 562 228

(*) Les Caf des Dom sont éventuellement concernées par la PS animation locale et l'accompagnement à la scolarité.

Les autres rubriques concernent uniquement la Métropole.

PS médiation familiale : les dépenses seront effectives en 2006. Voir NB tableau SF800.

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

montants en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO) et prestation de service unique (PSU)				
SF902: Accueil enfants de moins de 4 ans	1	921 124 082	36 853 530	957 977 613
SF903: Accueil enfants 4 à 6 ans	2	2 663 048		2 663 048
contrat de passage à la PSU (2)	3	849 463	5 121	854 583
SF904 : Autres secteurs (1)	4	419 562 228		419 562 228
Sous-total PSO + PSU	5	1 344 198 822	36 858 651	1 381 057 473
Contrats crèches	6	388 811	19 378	408 189
Contrat enfance (1) (non compris lignes 8 et 9 ci-dessous)	7	636 419 332	0	636 419 332
Contrat expérimental Caf/conseils généraux (3)	8	447 854		447 854
Contrat enfance entreprise (4)	9	506 265		506 265
Contrats temps libre	10	365 972 579		365 972 579
TOTAL prestations de service (lignes 5 à 10)	11	2 347 933 662	36 878 029	2 384 811 691

(1) Les Caf des Dom sont concernées par la ligne 7 contrat enfance et éventuellement la ligne 4 "autres secteurs".

La rubrique B7 concerne exclusivement les départements d'Outre-Mer.

(2) spécificités 10002214 et 10002215

(3) pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 8 octobre 2001). Ces dépenses enregistrées au compte SF65623233 sont codifiées 19002212.

(4) spécificité 19004212 créée dans la mise à jour 3.0 de Magic.

Les montants figurant dans le tableau

SF905 doivent correspondre

approximativement au compte

général de résultats, tableau SF130:

A5 = SF65623231

B5 = SF65623235 (Métropole)

A6 = SF65623232

B6 = SF65623236

A7+A8+A9 = SF65623233

B7 = SF65623235 (Dom uniquement)

A10 = SF65623234

Tableau SF906 : Total Prestation de service unique

montants en euros

		régime général			Régimes spéciaux			Totaux par régimes		
		partenaires	gestion caf	entreprises	partenaires	gestion caf	entreprises	Régime	Régimes	total général
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
report du sous-total PSU ligne 32 du tableau 902	1	855 840 467	13 547 641	923 340	36 482 435	88 649	24 739	870 311 449	36 595 824	906 907 274
report contrat de passage à la PSU, ligne 1 du tableau 100	2	625 912	223 550		5 120			849 462	5 120	854 583
total PSU	3	856 466 379	13 771 192	923 340	36 487 556	88 649	24 739	871 160 912	36 600 945	907 761 857

Tableau SF950 : Recettes des services en gestion directe en 2005

montants en euros

	Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers et autres participations	Etat	Région	Département	Commune	Divers	TOTAL Recettes
	A	B	C	D	E	F	G	H	I
ET 1*: Crèches	1 7 791 587	6 488 379	3 308 540	58 228	0	647 532	4 413 435	527 756	23 235 458
ET 2* & 3*: Garderies et jardins d'enfants	2 557 840	257 619	174 352	0	0	0	391 169	10 076	1 391 056
ET 4*: Haltes-garderies	3 8 641 000	3 707 278	1 209 302	12 782	220	21 849	5 604 718	937 142	20 134 291
ES 92*: Autres interventions techniques	4 49 825 579	261 495	651 637	247 277	21 466	3 192 285	251 009	12 903 940	67 354 689
ER 5*: Centres de loisirs sans hébergement	5 2 376 926	556 128	269 074	-61	0	0	285 579	101 471	3 589 116
ER 1*: Centres collectifs de vacances et camps	6 3 467 582	54 794	2 356 282	0	0	0	0	463 482	6 342 140
ER 2* & 3*: Maisons et centres familiaux de vacances	7 1 115 776	10 000	2 868 319	0	0	0	0	634 850	4 628 946
ER 4*: Placements familiaux - vacances	8 0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES5*: Services d'assistants sociaux	9 71 892 480	204 788	91 846	154 757	0	6 120 666	123 862	2 409 419	80 997 819
ES3*: Services d'économie sociale et familiale	10 25 969 688	34 640	49 627	0	0	839 208	555 234	466 752	27 915 149
ES 8*: Services de tutelle aux prestations sociales	11 44 027	0	3 268 269	534 636	0	0	0	2 347 709	6 194 642
ES 91*: Autres personnels sociaux	12 85 840 782	887 821	655 196	99 775	1 830	802 586	992 438	2 109 581	91 390 009
ES 6*: Services travailleuses familiales	13 3 195 913	184 702	294 055	0	0	35 909	0	79 999	3 790 578
ES 7*: Services d'aides ménagères	14 70 326	32	122	0	0	0	0	23	70 503
ES 1*: Centres sociaux	15 52 750 395	13 713 229	2 653 474	260 489	13 280	1 853 766	18 309 447	4 077 227	93 631 306
EQ 6*: Foyers de jeunes travailleurs	16 654 168	66 385	787 148	30 009	0	182 000	0	119 874	1 839 583
EK1*: Centres de PMI	17 403 322	0	0	0	0	263 375	0	0	666 697
ES93*: Gestion du patrimoine	18 1 188 869	0	75 424	15 925	0	0	0	1 216 882	2 497 100
ES 94* : logistique des œuvres	19 8 598 890	0	0	0	0	0	70 206	944 327	9 613 423
Autres	20 456 632	0	0	0	0	0	0	28 286	484 919
TOTAL SF950	21 324 841 779	26 427 292	18 712 670	1 413 817	36 796	13 959 176	30 997 097	29 378 798	445 767 426

le symbole * signifie y compris les subdivisions ou sous-comptes

colonne A : compte E75834*

colonne B : compte E70623*

colonne C : comptes E7061* + E70621* + E70622* + E7068*

Colonne D : compte E741*

colonne E : compte E742*

Colonne F : compte E743*

Colonne G : compte E744*

Colonne H : autres comptes classe 7 gestion E non compris colonnes A à G

ANNEXE 4

Les résultats financiers 2005 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des Caf d'Outre-mer

Fonction 1: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

Tableau SF100		Aides aux familles		Aides aux partenaires et aux entreprises				Services CAF			TOTAL
		Subventions	Prêts	Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
				Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
				A	B	C	D	E	F		
1000 : contrat de passage à la PSU (1)	1				0				0		0
1001 : contrat crèches (1)	2				0				0		0
111 : moins de 4 ans / collectif / crèche	3	-25 229		901 989	0	1 354 783	0	336 101	0	187 788	2 755 433
112 : moins de 4 ans / collectif / halte-garderie	4	0		0	0	60 980	0	0	0	0	60 980
113 : moins de 4 ans / collectif / et. Polyvalent	5	39 148		1 041 692	0	1 451 577	50 460	0	0	0	2 582 877
114 : moins de 4 ans / collectif / jardin d'enfant	6	0		0	0	591 857	0	0	0	0	591 857
11 Total Etablissement d'accueil collectif des moins de 4 ans	7	13 919		1 943 682	0	3 459 196	50 460	336 101	0	187 788	5 991 147
121 : moins de 4 ans / familial / crèche	8	0		0	0	70 937	0	0	0	0	70 937
122 : moins de 4 ans / familial / halte-garderie	9	0		0	0	0	0	0	0	0	0
123 : moins de 4 ans / familial / et. Polyvalent	10	0		0	0	0	0	0	0	0	0
12 Total Etablissement d'accueil familial des moins de 4 ans	11	0		0	0	70 937	0	0	0	0	70 937
131 : moins de 4 ans / parental / crèche	12	0		0	0	61 634	0				61 634
132 : moins de 4 ans / parental / halte-garderie	13	0		0	0	0	0				0
133 : moins de 4 ans / parental / et. Polyvalent	14	0		0	0	0	0				0
13 Total Etablissement d'accueil parental des moins de 4 ans	15	0		0	0	61 634	0				61 634
141 : 4-6 ans / collectif / crèche	16	0		0	0	0	0	0	0	0	0
142 : 4-6 ans / collectif / halte-garderie	17	0		47 612	0	21 717	0	0	0	0	69 329
143 : 4-6 ans / collectif / et. Polyvalent	18	0		-138 900	0	0	0	0	0	0	-138 900
144 : 4-6 ans / collectif / jardin d'enfant	19	0		0	0	31 587	0	0	0	0	31 587
14 Total Etablissement d'accueil collectif des 4-6 ans	20	0		-91 288	0	53 304	0	0	0	0	-37 984
151 : 4-6 ans / familial / crèche	21	0		0	0	0	0	0	0	0	0
152 : 4-6 ans / familial / halte-garderie	22	0		0	0	0	0	0	0	0	0
153 : 4-6 ans / familial / et. Polyvalent	23	0		0	0	0	0	0	0	0	0
15 Total Etablissement d'accueil familial des 4-6 ans	24	0		0	0	0	0	0	0	0	0
161 : 4-6 ans / parental / crèche	25	0		0	0	0	0				0
162 : 4-6 ans / parental / halte-garderie	26	0		0	0	0	0				0
163 : 4-6 ans / parental / et. Polyvalent	27	0		0	0	0	0				0
16 Total Etablissement d'accueil parental des 4-6 ans	28	0		0	0	0	0				0
1700: Relais Assistantes maternelles	29	0		61 400	0	33 294	0	0	0	0	94 694
1800: Autres lieux d'activité ou d'éveil	30	0		321 142		60 641	0	0		0	381 783
1900: Fonction globale d'accueil (2)	31	0		670 731	48 894 733	15 259	0	990 895		0	50 571 617
1910: Fonds d'Investissement Petite Enfance (3)	32					258 075				0	258 075
1911: Aide exceptionnelle à l'investissement (4)	33					917 533				0	917 533
1912 : DAIFE gestion décentralisée (5)	34					653 981				0	653 981
1913 : DAIFE gestion centralisée (5)	35					0					0
TOTAL général fonction 1	36	13 919		2 905 667	48 894 733	5 583 853	50 460	1 326 996	0	187 788	58 963 417

(1) Ces deux rubriques sont destinées à disparaître. Le premier chiffre de la spécificité permet d'identifier ces dépenses comme relevant de la fonction 1 et les quatre derniers comme prestations de service. Il s'agit des spécificités suivantes : 10002214, 10002215 et 10003214 pour le contrat de passage à la PSU, 10012216, 10013216, 10012217 et 10013217 pour les contrats crèches.

(2) La rubrique D31 concerne le contrat enfance (compte SF65623233) spécificité 19002218 et la "concertation avec les conseils généraux" même compte et spécificité 19002212 (LC 2001-220 du 3/10/2001) et le contrat enfance entreprise -même compte et spécificité 19004212. La ventilation entre ces trois composantes est disponible au tableau SF905.

La rubrique E31 concerne les investissements sur fonds propres liés au contrat enfance. Les dépenses afférentes aux conseillers techniques enfance sont retracées en G29 et I29.

(3) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67451, spécificités 19102112 et 19103112.

(4) il s'agit des dépenses enregistrées au compte SF67452, spécificités 19112112 et 19113112.

(5) dispositif d'aide à l'investissement petite enfance : il s'agit des dépenses enregistrées aux comptes SF674531 et 674532 et codifiées respectivement 19122112 et 19123112 (gestion décentralisée au niveau des caf, à destination des partenaires), 19132112 et 19133112 (gestion centralisée à destination des entreprises).

Fonction 2: Temps libre des enfants et des familles

montants en euros

Tableau SF200		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H				
211: Centres de loisirs sans hébergement (a)	1	1 638 623	0	1 936 902	0	336 249	0	0	0	0	3 911 773
2120 : Autres loisirs de proximité - enfants de moins de 18 ans	2	0	0	824 877		399 095	0	0		0	1 223 972
2121 : Autres loisirs de proximité - enfants de 18 ans et plus	3	0	0	0		0	0				0
2130 : Opération "villes, vie, vacances"	4	0	0	141 977		0		0			141 977
2140 : Centres collectifs de vacances (b)	5	2 376 289	0	35 000	0	30 996	0	0	0	0	2 442 286
2150 : Camps de vacances (c)	6	43 651	0	103 000	0	7 607	0	0	0	0	154 258
2161 : Accueil et loisirs éducatifs hors CLSH (d)	7	0	0	147 982		0	0	0		0	147 982
2170 : Fonction globale "temps libre" (e)	8	0	0	-11 000	5 088 521	25 201	0	111 895		0	5 214 616
2180 : animateurs de loisirs et de vacances(f)	9	70 893	0	0		0	0				70 893
sous-fonction 21: temps libres des enfants et des jeunes	10	4 129 455	0	3 178 738	5 088 521	799 148	0	111 895	0	0	13 307 757
2210 : Loisirs de proximité	11	0	0	15 000		132 893	0	0		0	147 893
2220 : Centres familiaux de vacances	12	1 052 076	0	0		11 000	0	224 068		0	1 287 143
2230 : Vacances familiales individuelles (g)	13	0	0	0		0		0			0
2240 : Autres (y compris aides sur projets collectifs de vacances) (h)	14	8 463	0	58 500	0	0	0	0	0	0	66 963
sous-fonction 22: temps libre des familles	15	1 060 539	0	73 500	0	143 893	0	224 068	0	0	1 502 000
TOTAL fonction 2	16	5 189 994	0	3 252 238	5 088 521	943 042	0	335 962	0	0	14 809 757

(a) y compris CLSH maternels et prestations de service "contrat d'aménagement du temps de l'enfant".

(b) y compris placements familiaux, colonies de vacances maternelles, gîtes enfants.

(c) y compris extension de la prestation de service CLSH (en colonnes D et H).

(d) y compris aides financières versées pour les départs d'enfants en classes de découverte.

(e) y compris, en rubrique D8, les prestations de service "vacances et loisirs familiaux" financées par le contrat temps libre et l'incidence de l'extention de 16 à 18 ans de l'âge limite d'ouverture de droit.

(f) La rubrique A9 concerne la formation BAFA sur fonds Caf (codification 21801311) et sur fonds Cnaf (codification 21801312).

(g) y compris "prêts camping" en rubrique B13.

(h) rubriques D14 et H14 : PS" accompagnement des centres de vacances à vocation sociale" spécificités 22402214 et 22403214 compte SF65623231.

Fonction 3: Accompagnement social des familles et de leurs enfants

montants en euros

Tableau SF300	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service			
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
311: Assistants sociaux	1		0		0	0	2 159 889		54 202	2 214 091	
312: Conseillères en économie sociale et familiale	2		31 963		0	0	1 360 582		60 453	1 452 999	
313: Services pluridisciplinaires de travail social	3		30 150		0	0	3 587 789		0	3 617 939	
314: Délégués à la tutelle	4		0		0	0	0		0	0	
315: Clubs de prévention	5		0		0	0	0		0	0	
3161: Services sociaux divers (1)	6		0		0	0	0		0	0	
3162: Autres personnels sociaux	7		2 300		0	0	0		0	2 300	
318 : Autres	8	0	0	30 250	14 145	0	0	0	0	44 395	
sous-fonction 31: travail social	9	0	0	94 663		14 145	0	7 108 260		114 656	7 331 724
3210: TISF intervention famille (2)	10	1 666 599		1 487 000	0	0	0	0	0	3 153 599	
3211: TISF actions finalisées (2)	11	0		0	0	0	0	0	0	0	
322: TISF intervention maladie (2)	12	0		0				0		0	
<i>sous-total TISF</i>	13	1 666 599		1 487 000	0	0	0	0	0	3 153 599	
323: Auxiliaire de vie sociale intervention famille (2)	14	197 567		911 000	0	0	0	0	0	1 108 567	
324: Auxiliaire de vie sociale intervention maladie (2)	15	0		0				0		0	
<i>sous-total Auxiliaire de vie sociale</i>	16	197 567		911 000	0	0	0	0	0	1 108 567	
sous-fonction 32: aide à domicile	17	1 864 166		2 398 000	0	0	0	0	0	4 262 166	
Total tableau SF300 (à reporter SF301)	18	1 864 166	0	2 492 663	0	14 145	0	7 108 260	0	114 656	11 593 889

(1) regroupe les anciennes lignes "Services Sociaux d'Aide aux Etrangers", "puéricultrices à domicile", "comités de coordination".

(2) TIFS = technicien de l'intervention sociale et familiale, remplace le terme "travailleuse familiale", à l'occasion d'une nouvelle formation, sanctionnée par un nouveau diplôme. Le diplôme d'aide ménagère a également été revalorisé à l'occasion d'une nouvelle formation dénommée "auxiliaire de vie sociale", sanctionnée par un nouveau diplôme.

Financement CNAM au titre des interventions d'aide à domicile : extrait de la lettre LCI n°29 du 18/12/95: s'agissant d'une aide à la famille en fonction de sa capacité contributive et non d'une aide aux partenaires au titre de son fonctionnement (PS ordinaires), les financements CNAM sont à inscrire en colonne "aides aux familles" "subventions". Dans le cas d'un service de de TISF-AVS en gestion directe, les dépenses correspondant aux interventions "maladie" financées par la CNAM sont à inscrire en colonne H "fonds affectés".

Les dépassements de dotation pour les dépenses d'aide à domicile financées sur fonds CAF (SF65623113) sont à ventiler en lignes 12 et 15 (spécificités 32201311 et 32401311).

Contrôle à effectuer avec le compte général de résultats: si la CAF n'a pas de service en gestion directe, on aura égalité entre la somme des rubriques A12, A15 et la somme des comptes SF65623112 et SF 65623113 du tableau SF130. Si la CAF est gestionnaire, la somme des rubriques A12, A15 est inférieure à la somme de ces deux comptes, la différence correspondant alors aux montants enregistrés au regard des spécificités 32203313 et 32403313 (qui s'imputent en colonne H).

Fonction 3 (suite): Accompagnement social des familles et de leurs enfants

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

Tableau SF301	Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL	
			Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement		
	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service			
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
Report SF300	1	1 864 166	0	2 492 663	0	14 145	0	7 108 260	0	114 656	11 593 889
331: Secours et prêts d'honneur	2	718 465	385 441								1 103 906
3321: Aide en cas de décès du soutien de famille	3	13 311	0								13 311
3322: parents et personnes isolés (1)	4	0	0								0
333: PEL situations familiales (2)	5	2 412	0								2 412
3341: Avances sur prestations	6	0	0								0
3342: Autres prestations extra-légales	7	0	0								0
335 : Aides à l'accompagnement et à l'insertion des jeunes (3)	8	29 343	0	0		0	0				29 343
336 : Fonds d'aide aux jeunes	9	0	0	-2 250		0	0	0			-2 250
sous-fonction 33: Secours et aides financières	10	763 531	385 441	-2 250		0	0	0			1 146 722
Total fonction 3	11	2 627 696	385 441	2 490 413	0	14 145	0	7 108 260	0	114 656	12 740 611

(1) regroupe les lignes "insertion des parents isolés" et "personnes seules".

(2) regroupe les lignes "naissances multiples", "primes d'adoption", mères médaillées".

(3) regroupe les lignes "jeunes chômeurs" et "insertion des jeunes".

Les dépenses antérieurement imputées sur la ligne "familles en précarité" doivent être imputées sur la ligne "secours et prêts d'honneur" ou "autres prestations extra-légales".

Fonction 4: Logement et Habitat

données négatives : voir encadré page 14, second §

montants en euros

Tableau SF400		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
		A	B	C	D	E	F	G	H	I	
411: Réhabilitation des logements locatifs (1)	1			178 274		1 269 670	0				1 447 943
412: Amélioration de l'habitat (2)	2	1 662 259	10 324 327								11 986 586
413: Aides aux handicapés	3	0	0								0
sous-fonction 41: Réhabilitation et amélioration de l'habitat	4	1 662 259	10 324 327	178 274		1 269 670	0				13 434 529
421: Aides à l'équipement mobilier	5	48	456 491								456 539
422: Aides à l'équipement ménager	6	26 011	551 240								577 250
423: Aides à l'installation	7	0	0								0
424: Autres aides à l'équipement et à l'installation	8	0	0	20 000							20 000
sous-fonction 42: Aides à l'équipement et à l'installation	9	26 058	1 007 731	20 000							1 053 789
4311: Fonds Solidarité Logement (3)	10			520 000				333 591		0	853 591
4312: Autres (accès et maintien dans le logement) (4)	11	9 245	2 355	-28 800		0	0			0	-17 200
432: Accession à la propriété	12	0	74 616	0				0		0	74 616
4331: Dettes d'énergie	13	0	0	63 265				0		0	63 265
4332: Dettes d'eau	14	-264	860	72 735				0		0	73 331
4341: Comités locaux pour le logement autonome des jeunes (CLLAJ)	15			63 000		0	0				63 000
4342: Autres (logement des jeunes)	16	0	0	0		0	0				0
sous-fonction 435: Information et conseil aux familles	17			202 206		0	0	0		0	202 206
sous-fonction 436: Fonction globale (conseiller technique logement)	18							1 158 064		0	1 158 064
437 : LES, Logement Locatifs Sociaux et LLTS pour caf des DOM excl	19	154 217	1 119 575	182 940		1 159 705	0				2 616 437
sous-fonction 43 : Accès et maintien dans l'habitat	20	163 197	1 197 406	1 075 346		1 159 705	0	1 491 655		0	5 087 309
TOTAL fonction 4	21	1 851 515	12 529 464	1 273 620		2 429 375	0	1 491 655		0	19 575 627

(1) regroupe les rubriques HLM, PACT, DSQ.

(2) y compris prêts construction.

(3) dépenses relatives au Fonds de Solidarité Logement: l'imputation en colonne se fait selon les mêmes règles que pour les budgets d'action sociale. La participation financière des CAF au FSL s'impute en "aides aux partenaires/fonctionnement/fonds propres". En outre, quand la CAF gère le FSL, les dépenses de gestion s'imputent en colonnes "services CAF"(G et I).

(4) y compris "dettes de loyer". La rubrique "autres" concerne plus spécifiquement des aides financières, notamment des aides inscrites au règlement intérieur.

Toutefois des dépenses peuvent être imputées en "aides aux partenaires" pour des dispositifs spécifiques gérés par des partenaires et visant à la réinsertion à travers l'accession au logement social.

En particulier, les aides versées à des organismes en contrepartie de réservation de logements, à loyers préférentiels, pour les familles allocataires sont à inclure en rubrique C11.

(5) Cette ligne a été créée exclusivement pour l'imputation de certaines dépenses d'actions spécifiques aux départements d'Outre-Mer, dépenses qui ne s'insèrent pas dans la nomenclature : Logements Evolutifs Sociaux (LES), Logements Locatifs Sociaux et Logements Locatifs Très Sociaux (LLTS). Pour les réservations de logement, voir renvoi (4) ci-dessus.

Fonction 5: Animation de la vie sociale

montants en euros

Tableau SF500		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		TOTAL	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investissement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
511 : Centres sociaux	1			636 000	0	0	0	0	28 540	664 540	
5111 : PS animation collective famille (1)	2				0			0		0	
512 : Foyers de jeunes travailleurs	3	0		725 979	0	13 100	0	0	0	739 079	
513 : Aires de nomades	4			0		0				0	
514 :Autres équipements de voisinage (2)	5			870 800		768 403	0	0	0	1 639 203	
515 : PS Animation locale (3)	6				265 212					265 212	
516 : Conseiller technique animation et vie sociale	7							0	0	0	
sous-fonction 51: Animation sociale	8	0		2 232 779	265 212	781 503	0	0	28 540	3 308 034	
521: Associations familiales	9			191 360		42 255	0			233 615	
522: Associations d'aide aux familles migrantes	10			20 300		0	0			20 300	
523: Autres associations (4)	11			1 010 428		21 564	0	0	0	1 031 992	
524: Information des jeunes	12			56 150		1 271	0	0	0	57 421	
sous-fonction 52: Soutien à la vie associative	13			1 278 238		65 089	0	0	0	1 343 327	
TOTAL fonction 5	14	0		3 511 017	265 212	846 592	0	0	28 540	4 651 362	

(1) actions collectives spécifiques aux centres sociaux

(2) regroupe les rubriques "salles polyvalentes", "locaux collectifs résidentiels", "locaux sociaux", "foyers ruraux" et "maisons de jeunes".

(3) Ce dispositif expérimental destiné à soutenir le développement des petites structures de voisinage dans des zones peu équipées a été étendu à l'ensemble des caf au 1er janvier 2002 (LC 2001-220 du 3/10/2

(4) y compris les subventions versées sur fonds propres en complément de la PS "animation locale".

fonction 7: Prestations supplémentaires

montants en euros

Tableau SF700		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
71: Apprentis	1	0	0							0	
72: Rentrée scolaire	2	181 125	0							181 125	
73: Etudiants	3	0	0							0	
TOTAL fonction 7	4	181 125	0							181 125	

Fonction 8 : Autres actions

montants en euros

Tableau SF800		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF			TOTAL
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement		Investissement	
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
811 : Médiation familiale	1	0		50 000	0	0	0	0	0	50 000	
812 : Réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents	2			213 679		9 244	0			222 923	
813 : Lieux d'accueil enfants/parents	3			34 840	21 019	0	0	0	0	55 859	
814 : Espace rencontre	4			40 000		0	0			40 000	
815 : Accompagnement à la scolarité	5	0	0	3 384 266	1 597 108	60 879	0	0	0	5 042 253	
816 : Autres actions d'accompagnement à la fonction parentale (dont éducation familiale et parentale)	6	0	0	512 006		49 026	0		0	561 032	
sous-fonction 81 : Accompagnement de la fonction parentale	7	0	0	4 234 791	1 618 127	119 149	0	0	0	5 972 067	
sous-fonction 82: études et recherches	8			173 359		0	0		0	173 359	
sous-fonction 83: Formation (1)	9	0		29 600						29 600	
841: Fonds régionaux	10			0		0	0		0	0	
842: Autres (2)	11			2 295 772		0	0		0	2 295 772	
sous-fonction 84: Autres	12			2 295 772		0	0		0	2 295 772	
sous-fonction 85: Secteurs de désengagement (3)	13			0		0	0		0	0	
TOTAL fonction 8	14	0	0	6 733 521	1 618 127	119 149	0	0	0	8 470 797	

(1) en colonne A concerne les bourses d'animateurs (dépenses comptabilisées au compte SF6562318).

(2) en colonne C, concerne entre autres la participation des Caf au Fonds d'Urgence Sociale (comptes 656232818, spécificité 84202211).

(3) regroupe les rubriques "maisons d'enfant à caractère social", "maisons de repos mère et enfant", "consultations de nourissons", "dispensaires médico-sociaux", "IMP, IMPRO, CMPP", "centre d'hébergement et de réadaptation sociale" et "centres d'orientation professionnelle".

NB - rubriques D1 et H1 : Ces rubriques ont été "dégrées" pour y imputer la PS médiation familiale, initialement prévue pour 2005. Les spécificités 81102214 et 81103214 ont été créées dans la version 3.21 de Magic pour la codification des dépenses. Le financement de cette nouvelle PS ayant été reporté sur l'exercice 2006, il n'y aura pas de dépenses sur ces rubriques en 2005.

Tableau SF900: Récapitulatif des dépenses d'action sociale

montants en euros

Tableau SF900		Aides aux familles		Aides aux partenaires				Services CAF		TOTAL	
				Fonctionnement		Investissement		Fonctionnement			Investissement
		Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service	Subventions	Prêts	Fonds propres	Prestations de service		
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J		
SF100: Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	1	13 919		2 905 667	48 894 733	5 583 853	50 460	1 326 996	0	187 788	58 963 417
SF200: Temps libre des enfants et des familles	2	5 189 994	0	3 252 238	5 088 521	943 042	0	335 962	0	0	14 809 757
SF300: Accompagnement social des familles et de leurs enfants	3	2 627 696	385 441	2 490 413	0	14 145	0	7 108 260	0	114 656	12 740 611
SF400: Logement et habitat	4	1 851 515	12 529 464	1 273 620		2 429 375	0	1 491 655		0	19 575 627
SF500: Animation et vie sociale	5	0		3 511 017	265 212	846 592	0	0	0	28 540	4 651 362
SF700: Prestations supplémentaires aux familles	6	181 125	0								181 125
SF800: Autres actions	7	0	0	6 733 521	1 618 127	119 149	0	0	0	0	8 470 797
9000 : Logistique des œuvres	8							2 825 274		0	2 825 274
TOTAL dépenses d'action sociale de l'exercice 2005	9	9 864 249	12 914 905	20 166 476	55 866 594	9 936 156	50 460	13 088 147	0	330 984	122 217 969

Tableau SF904: Prestations de services ordinaires autres (*)

montants en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
2111: CLSH MOINS DE 6 ANS	1	0		0
CLSH PLUS DE 6 ANS				
2112: Vacances d'été	2	0		0
2113: Petites vacances scolaires	3	0		0
2114: Mercredi et fin de semaine	4	0		0
2115: Pré et post scolaire	5	0		0
TOTAL C.L.S.H.	6	0		0
Techniciens de l'intervention sociale et familiale				
3210: Intervention famille	7	0		0
3220: Intervention maladie	8	0		0
Auxiliaires de vie sociale				
3230: Intervention famille	9	0		0
3240: Intervention maladie	10	0		0
TOTAL AIDES A DOMICILE	11	0		0
1700: Relais assistantes maternelles	12	0		0
2140: Centres collectifs de vacances	13	0		0
2150: Camps de vacances	14	0		0
2240: PS accomp. Centres vacances à vocation sociale	15	0		0
5110: Centres sociaux	16	0		0
5111: PS animation collective famille	17	0		0
5120: Foyers de jeunes travailleurs	18	0		0
5150: PS animation locale (*)	19	265 212		265 212
8110 : PS médiation familiale	20	0		0
8130 : lieux d'accueil enfants parents	21	21 019		21 019
8150 : Accompagnement à la scolarité (*)	22	1 597 108		1 597 108
TOTAL PS ordinaires autres (lignes 6+11 à 22)	23	1 883 340		1 883 340

(*) Les Caf des Dom sont éventuellement concernées par la PS animation locale et l'accompagnement à la scolarité.

Les autres rubriques concernent uniquement la Métropole.

PS médiation familiale : les dépenses seront effectives en 2006. Voir NB tableau SF800.

Tableau SF905 : Récapitulatif des prestations de service (1)

montants en euros

		Régime Général	Régimes Spéciaux	TOTAL
		A	B	C
Report des dépenses de prestations de service ordinaires (PSO) et prestation de service unique (PSU)				
SF902: Accueil enfants de moins de 4 ans	1	0	0	0
SF903: Accueil enfants 4 à 6 ans	2	0		0
contrat de passage à la PSU (2)	3	0	0	0
SF904 : Autres secteurs (1)	4	1 883 340		1 883 340
Sous-total PSO + PSU	5	1 883 340	0	1 883 340
Contrats crèches	6	0	0	0
Contrat enfance (1) (non compris lignes 8 et 9 ci-dessous)	7	48 183 996	710 737	48 894 733
Contrat expérimental Caf/conseils généraux (3)	8	0		0
Contrat enfance entreprise (4)	9	0		0
Contrats temps libre	10	5 088 521		5 088 521
TOTAL prestations de service (lignes 5 à 10)	11	55 155 856	710 737	55 866 594

(1) Les Caf des Dom sont concernées par la ligne 7 contrat enfance et éventuellement la ligne 4 "autres secteurs". La rubrique B7 concerne exclusivement les départements d'Outre-Mer.

(2) spécificités 10002214 et 10002215

(3) pour le développement d'une coordination départementale et une meilleure articulation entre les modes d'accueil collectifs et individuels (LC 2001-220 du 8 octobre 2001). Ces dépenses enregistrées au compte SF65623233 sont codifiées 19002212.

(4) spécificité 19004212 créée dans la mise à jour 3.0 de Magic.

Les montants figurant dans le tableau SF905 doivent correspondre approximativement au compte général de résultats, tableau SF130:

A5 = SF65623231
B5 = SF65623235 (Métropole)
A6 = SF65623232
B6 = SF65623236
A7+A8+A9 = SF65623233
B7 = SF65623235 (Dom uniquement)
A10 = SF65623234

Tableau concernant exclusivement les 4 CAF des DOM**Tableau SF908 : Ventilation des dépenses relatives au contrat enfance dans les départements d'Outre-Mer en 2005 selon le type d'équipement (1)**

montants en euros

		Régime général		Régimes Spéciaux	Total Prestations de Service Enfance
		PS de base 30%	PS majorée 50 %		
		A	B	C	D
Crèches	1	11 927 464	20 403 116	710 737	33 041 318
Haltes-garderies	2	841	625 879	0	626 720
relais assistante maternelle(2)	3	283 297	25 497	0	308 794
autres fonction 1	4	2 538 262	1 196 874	0	3 735 137
fonction 2 : Centres de loisirs sans hébergement	5	2 315 924	8 600 743	0	10 916 668
fonction 3 : éducation familiale	6	266 097	0	0	266 097
Total dépenses Contrats Enfance	7	17 331 886	30 852 110	710 737	48 894 733

(1) Ce tableau est établi à partir des spécificités créées dans la version 2.51 de Magic.

(2) La PS est versée au taux unique de 40% du budget de fonctionnement sans distinction de régime. La ventilation selon les trois colonnes du tableau n'est pas adaptée.

Seule la colonne "total" est significative.

Tableau SF950: Recettes des services en gestion directe en 2005

montants en euros

		Subventions d'équilibre	Prestations de services	Usagers et autres participations	Etat	Région	Département	Commune	Divers	TOTAL Recettes
		A	B	C	D	E	F	G	H	I
ET 1*: Crèches	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET 2* & 3*: Garderies et jardins d'enfants	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ET 4*: Haltes-garderies	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 92*: Autres interventions techniques	4	222 435	0	0	0	0	0	0	58 334	280 769
ER 5*: Centres de loisirs sans hébergement	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ER 1*: Centres collectifs de vacances et camps	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ER 2* & 3*: Maisons et centres familiaux de vacances	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ER 4*: Placements familiaux - vacances	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES5*: Services d'assistants sociaux	9	2 159 889	0	0	0	0	0	0	0	2 159 889
ES3*: Services d'économie sociale et familiale	10	1 360 582	0	0	0	0	0	0	380	1 360 962
ES 8*: Services de tutelle aux prestations sociales	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 91*: Autres personnels sociaux	12	1 471 655	0	0	0	0	0	0	356 918	1 828 573
ES 6*: Services travailleuses familiales	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 7*: Services d'aides ménagères	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES 1*: Centres sociaux	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EQ 6*: Foyers de jeunes travailleurs	16	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EK1*: Centres de PMI	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ES93*: Gestion du patrimoine	18	560 169	0	0	0	0	0	0	23 768	583 937
ES 94* : logistique des œuvres	19	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	20	1 876 890	0	0	9 198	0	0	0	1 886	1 887 973
TOTAL SF950	21	7 651 620	0	0	9 198	0	0	0	441 286	8 102 103

le symbole * signifie y compris les subdivisions ou sous-comptes

colonne A : compte E75834*

colonne B : compte E70623*

colonne C : comptes E7061* + E70621* + E70622* + E7068*

Colonne D : compte E741*

colonne E : compte E742*

Colonne F : compte E743*

Colonne G : compte E744*

Colonne H : autres comptes classe 7 gestion E non compris colonnes A à G

ANNEXE 5

Les résultats financiers 2005 par Caf et par région

	Page :
Annexe 5a : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire (montants en euros)	97
Annexe 5b : Dépenses d'action sociale par fonction budgétaire (en %)	101
Annexe 5c : Dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense (en euros et en %)	105
Annexe 5d : Dépenses d'action sociale selon la nature de la dépense (en euros et en %)	109

Annexe 5a : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2005 - Métropole et Départements d'Outre-Mer ⁽¹⁾

montant en euros

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Melun	35 692 344	21 725 067	6 821 856	3 015 564	4 248 728	1 167 460	432 620	0	73 103 639
Paris	160 725 816	12 743 512	13 825 948	3 006 235	5 299 307	0	1 556 545	0	197 157 363
St Quentin en Yvelines	54 264 234	14 776 055	12 090 326	2 732 590	2 517 514	0	681 617	0	87 062 336
Evry	42 957 389	12 214 904	8 600 502	1 917 977	2 597 976	0	859 589	0	69 148 337
Nanterre	69 530 480	10 429 444	12 482 074	2 486 246	3 447 339	0	1 030 291	0	99 405 873
Rosny sous bois	61 893 114	16 888 800	16 317 847	6 309 498	4 104 555	0	1 158 990	0	106 672 804
Créteil	61 112 825	17 323 930	9 226 177	3 235 484	2 556 785	0	998 047	2 824 388	97 277 635
Cergy	39 149 091	17 463 459	10 879 299	2 266 075	5 099 092	0	935 798	334 471	76 127 285
Ile de France	525 325 293	123 565 170	90 244 029	24 969 668	29 871 296	1 167 460	7 653 497	3 158 858	805 955 271
Charleville	2 703 932	2 168 747	2 785 908	963 376	1 742 514	229 460	87 006	0	10 680 943
Chaumont	1 925 978	1 727 871	1 981 003	674 448	104 634	0	118 319	0	6 532 252
Reims	11 323 102	4 082 924	4 241 136	507 894	2 412 365	0	389 991	0	22 957 413
Troyes	5 281 429	4 046 307	1 732 487	533 238	701 846	0	182 140	0	12 477 446
Champagne-Ardenne	21 234 441	12 025 849	10 740 534	2 678 956	4 961 359	229 460	777 456	0	52 648 054
Amiens	11 658 993	8 602 549	3 551 040	4 782 493	1 593 873	337 985	155 517	330 894	31 013 343
Beauvais	9 984 067	8 491 094	3 058 815	2 559 457	1 456 395	0	260 871	0	25 810 699
Creil	6 006 991	4 676 689	1 587 547	1 395 436	531 634	0	113 873	0	14 312 171
Soissons	3 266 225	2 661 087	1 999 502	1 323 900	1 718 818	0	102 315	0	11 071 846
Saint-Quentin	1 778 806	2 082 632	1 598 740	953 288	1 706 615	0	216 649	0	8 336 730
Picardie	32 695 083	26 514 051	11 795 643	11 014 574	7 007 335	337 985	849 225	330 894	90 544 789
Dieppe	3 390 332	2 355 668	2 128 502	384 965	730 936	0	65 273	0	9 055 676
Elbeuf	1 922 808	1 194 589	515 033	147 643	146 436	40 128	79 115	0	4 045 750
Evreux	12 176 815	8 214 023	4 597 283	1 152 373	1 409 866	0	374 931	0	27 925 292
Le Havre	8 219 359	8 626 363	4 767 925	1 034 100	1 406 281	0	442 124	0	24 496 152
Rouen	10 810 441	5 613 455	3 720 846	753 278	2 236 129	128 189	462 652	0	23 724 991
Haute Normandie	36 519 754	26 004 098	15 729 590	3 472 359	5 929 648	168 317	1 424 095	0	89 247 861
Blois	4 317 213	3 036 326	1 059 627	650 653	1 526 734	0	134 338	329 650	11 054 543
Bourges	3 733 250	2 295 873	1 226 056	620 869	1 597 751	235 813	296 175	217 246	10 223 033
Chartres	6 836 822	3 866 774	4 021 950	1 505 515	921 214	205 313	89 008	0	17 446 596
Châteauroux	3 405 734	1 981 994	614 650	444 471	1 134 072	58 490	72 266	0	7 711 676
Orléans	12 998 223	6 010 836	4 620 532	1 453 095	1 497 865	417 964	24 223	356 215	27 378 953
Tours	11 268 723	7 353 583	3 521 693	891 888	2 541 721	0	202 052	131 593	25 911 251
Centre	42 559 964	24 545 386	15 064 508	5 566 490	9 219 357	917 579	818 062	1 034 705	99 726 052
Alençon	2 692 045	2 121 732	3 327 579	815 066	975 884	0	208 456	0	10 140 761
Avranches	8 470 504	6 248 235	4 962 840	1 279 080	1 469 237	39 560	242 324	283 111	22 994 891
Caen	13 315 522	8 261 953	4 569 891	951 521	3 154 114	0	298 469	51 817	30 603 288
Basse Normandie	24 478 070	16 631 920	12 860 310	3 045 667	5 599 235	39 560	749 249	334 929	63 738 939

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Auxerre	5 623 634	3 165 240	2 788 167	526 095	587 201	0	432 242	0	13 122 578
Dijon	12 970 688	6 544 487	3 192 470	498 349	4 082 540	0	789 012	376 489	28 454 034
Mâcon	10 900 617	7 300 489	3 639 687	1 872 579	1 882 041	806 850	567 785	0	26 970 048
Nevers	4 312 186	2 813 882	943 937	463 883	2 667 910	25 493	180 887	0	11 408 179
Bourgogne	33 807 124	19 824 099	10 564 261	3 360 905	9 219 691	832 343	1 969 926	376 489	79 954 839
Armentières	2 201 870	3 602 920	1 121 838	868 497	586 630	325 165	99 460	0	8 806 381
Arras	11 103 561	15 263 139	8 488 677	7 265 777	1 499 271	1 058 297	153 283	0	44 832 005
Calais	7 271 847	5 155 409	6 170 874	3 397 206	2 550 362	369 753	73 558	0	24 989 009
Cambrai	1 305 099	2 328 038	1 019 248	258 067	758 751	0	67 083	0	5 736 286
Douai	5 175 103	3 270 675	1 067 711	680 620	1 464 340	0	216 313	0	11 874 762
Dunkerque	4 349 551	5 614 937	3 244 454	814 043	2 808 351	0	141 115	377 030	17 349 481
Lille	18 039 085	6 179 838	5 617 260	2 587 571	2 965 842	669 819	763 323	0	36 822 738
Maubeuge	1 457 241	2 520 412	1 676 374	1 027 667	1 809 278	166 593	119 659	145 496	8 922 720
Roubaix	15 902 129	11 774 927	2 224 543	1 509 767	4 911 380	54 965	837 752	0	37 215 463
Valenciennes	8 714 821	8 558 855	3 157 271	1 428 818	2 292 853	45 667	350 257	0	24 548 541
Nord-Pas de Calais	75 520 307	64 269 151	33 788 250	19 838 033	21 647 059	2 690 259	2 821 802	522 526	221 097 386
Bar le Duc	1 617 498	1 532 704	1 051 253	370 494	1 102 474	0	166 101	0	5 840 524
Epinal	6 557 879	6 716 954	2 104 250	874 553	2 692 637	201 160	229 891	0	19 377 324
Metz	15 781 811	10 279 514	8 971 268	3 157 513	5 544 941	0	492 600	0	44 227 648
Nancy	14 934 091	6 231 544	4 566 123	1 378 760	2 571 675	-636	655 373	0	30 336 931
Lorraine	38 891 279	24 760 717	16 692 894	5 781 321	11 911 727	200 524	1 543 964	0	99 782 427
Mulhouse	27 138 067	17 033 502	3 675 190	1 178 721	2 449 972	0	378 009	0	51 853 461
Strasbourg	39 941 521	9 780 848	3 640 036	1 709 318	5 144 164	562 675	701 609	0	61 480 170
Alsace	67 079 588	26 814 350	7 315 226	2 888 039	7 594 135	562 675	1 079 618	0	113 333 631
Belfort	3 631 015	3 190 706	1 531 803	626 489	666 986	0	10 661	0	9 657 660
Besançon	6 647 654	4 005 846	2 909 078	1 105 951	1 004 116	0	259 336	0	15 931 979
Montbéliard	3 403 954	2 106 526	2 063 830	772 754	584 058	0	104 015	0	9 035 136
St-Claude	5 539 399	4 145 225	1 638 042	393 358	295 811	0	52 222	0	12 064 058
Vesoul	3 586 614	3 819 494	2 022 821	398 424	1 196 184	0	113 018	0	11 136 555
Franche Comté	22 808 636	17 267 798	10 165 573	3 296 976	3 747 155	0	539 252	0	57 825 389
Angers	18 298 922	10 331 514	3 553 238	2 053 739	4 855 374	0	954 349	0	40 047 137
Cholet	4 219 797	2 442 698	1 277 772	320 726	1 826 550	0	52 322	0	10 139 865
La Roche sur Yon	7 760 299	10 407 222	4 868 687	1 190 544	1 308 875	173 875	132 431	0	25 841 934
Laval	3 985 646	4 163 354	2 697 431	485 462	1 271 269	0	108 670	349 701	13 061 534
Le Mans	8 073 987	5 214 059	3 649 680	385 131	3 420 088	350 797	158 621	0	21 252 363
Nantes	36 629 001	17 468 894	13 023 860	1 213 809	4 225 624	254 628	490 725	0	73 306 539
Pays de la Loire	78 967 651	50 027 741	29 070 670	5 649 412	16 907 779	779 300	1 897 118	349 701	183 649 371

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Brest	11 546 375	5 306 760	3 603 976	1 143 088	2 477 414	0	291 852	0	24 369 466
Quimper	7 937 867	5 159 046	1 805 232	775 671	1 795 024	0	494 081	663 648	18 630 569
Rennes	18 116 048	8 160 226	4 583 175	1 466 486	5 432 156	0	815 201	319 517	38 892 809
St-Brieuc	8 256 210	6 633 705	3 525 091	1 241 985	3 237 863	0	263 910	0	23 158 764
Vannes	13 497 681	9 051 613	5 537 182	1 490 123	2 868 282	0	578 378	0	33 023 259
Bretagne	59 354 181	34 311 349	19 054 656	6 117 353	15 810 740	0	2 443 423	983 165	138 074 867
Angoulême	7 281 925	3 940 778	2 737 762	1 303 592	1 639 874	0	322 373	0	17 226 305
La Rochelle	8 906 460	7 915 765	4 585 839	1 536 201	2 806 926	0	342 029	0	26 093 220
Niort	4 601 653	3 269 578	2 150 907	951 308	1 478 270	28 452	410 933	0	12 891 100
Poitiers	11 854 191	4 953 440	2 876 913	569 914	2 335 960	0	315 196	0	22 905 613
Poitou-Charentes	32 644 229	20 079 562	12 351 420	4 361 015	8 261 029	28 452	1 390 531	0	79 116 239
Agen	8 704 792	4 326 798	1 817 331	982 635	249 962	2 405	211 944	0	16 295 867
Bayonne	9 621 156	3 150 305	1 718 109	502 984	767 093	0	112 017	0	15 871 662
Bordeaux	48 386 217	22 702 661	5 877 911	3 540 425	5 668 928	0	834 926	0	87 011 067
Mont-de-Marsan	5 251 708	2 795 479	1 145 239	543 279	535 165	0	75 557	0	10 346 427
Pau	10 717 544	2 694 794	2 515 374	573 439	1 379 072	10 619	331 899	0	18 222 740
Périgueux	8 460 290	6 240 035	1 917 452	882 469	1 059 994	0	219 063	207 433	18 986 735
Aquitaine	91 141 707	41 910 071	14 991 414	7 025 230	9 660 214	13 024	1 785 406	207 433	166 734 498
Albi	8 747 698	5 278 237	762 952	842 043	2 852 431	0	69 546	0	18 552 906
Auch	3 546 282	3 266 550	882 689	179 058	412 206	0	63 329	0	8 350 112
Cahors	2 641 311	1 437 737	824 055	250 317	627 032	0	33 894	1 364	5 815 709
Foix	5 583 383	2 840 616	455 898	476 213	581 237	0	79 904	0	10 017 250
Montauban	4 567 938	4 083 050	1 524 375	682 503	560 710	0	230 334	0	11 648 910
Rodez	4 288 383	2 184 326	943 091	239 971	1 263 335	0	101 022	441 497	9 461 624
Tarbes	5 329 321	2 780 614	1 459 307	402 345	661 222	2 630	128 388	0	10 763 827
Toulouse	59 856 029	29 781 762	6 858 855	2 600 022	5 270 898	0	674 897	0	105 042 463
Midi-Pyrénées	94 560 345	51 652 891	13 711 222	5 672 470	12 229 070	2 630	1 381 314	442 861	179 652 803
Brive	4 797 511	1 859 216	1 118 355	259 976	418 911	53 545	125 445	0	8 632 959
Guéret	892 190	797 112	163 467	266 351	383 999	0	72 305	0	2 575 423
Limoges	8 607 194	3 245 559	2 076 767	634 381	678 293	0	310 916	0	15 553 110
Limousin	14 296 894	5 901 886	3 358 589	1 160 707	1 481 203	53 545	508 667	0	26 761 492
Annecy	20 952 041	8 482 824	3 718 084	1 724 119	1 008 813	56 000	169 707	0	36 111 588
Annonay	1 890 688	638 277	797 189	222 656	596 606	0	23 269	0	4 168 686
Aubenas	3 833 492	1 542 910	1 414 058	266 521	829 957	0	87 631	0	7 974 570
Bourg en Bresse	10 205 651	5 312 191	3 167 530	991 507	2 378 344	0	244 145	0	22 299 368
Chambéry	10 482 761	6 626 841	3 604 822	371 414	1 510 276	0	302 558	101 395	23 000 067
Grenoble	36 274 258	12 535 005	9 563 760	1 933 387	5 340 215	0	721 625	0	66 368 250
Lyon	60 747 509	11 372 113	8 426 592	3 617 612	16 491 986	0	632 285	0	101 288 097
Roanne	2 959 402	1 675 912	906 265	440 120	877 113	0	444 959	0	7 303 770

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Saint Etienne	22 265 803	12 642 277	5 749 287	1 596 094	3 790 765	0	306 798	0	46 351 024
Valence	13 343 866	3 541 784	3 881 077	616 386	1 808 567	0	303 119	0	23 494 799
Vienne	7 548 950	3 472 701	1 778 109	918 461	2 170 302	0	176 607	190 568	16 255 699
Villefranche	5 001 170	2 656 029	1 095 998	608 128	1 172 505	0	69 643	0	10 603 474
Rhône-Alpes	195 505 590	70 498 863	44 102 772	13 306 407	37 975 449	56 000	3 482 348	291 962	365 219 391
Aurillac	1 414 639	1 135 555	825 820	315 361	308 228	0	73 977	0	4 073 580
Clermont-Ferrand	12 999 543	8 770 601	4 701 537	945 829	1 726 526	14 000	182 221	0	29 340 256
Le Puy	6 247 652	3 359 920	1 522 705	510 646	264 223	0	76 833	34 010	12 015 989
Moulins	5 055 056	3 979 310	1 720 514	1 169 211	927 252	108 720	161 677	0	13 121 740
Auvergne	25 716 889	17 245 387	8 770 576	2 941 047	3 226 229	122 719	494 708	34 010	58 551 565
Béziers	6 243 862	4 529 378	1 086 794	997 188	582 737	100 000	159 445	0	13 699 404
Carcassonne	7 625 255	5 231 436	1 580 912	1 714 006	454 690	0	131 277	158 810	16 896 386
Mende	1 149 245	313 406	272 034	42 395	214 043	0	1 680	0	1 992 803
Montpellier	34 118 300	15 009 614	3 576 456	1 834 685	2 062 844	122 820	710 877	467 779	57 903 375
Nîmes	27 898 490	10 165 706	3 124 042	1 020 487	2 693 048	0	470 222	375 512	45 747 508
Perpignan	14 509 732	11 511 360	1 944 314	1 353 294	661 482	178 860	236 280	343 705	30 739 028
Languedoc-Roussillon	91 544 885	46 760 900	11 584 552	6 962 055	6 668 844	401 680	1 709 781	1 345 806	166 978 504
Avignon	18 658 708	9 351 352	4 672 970	529 828	2 284 239	0	412 537	0	35 909 634
Digne	3 524 290	1 922 562	665 610	325 623	143 600	76 638	96 361	0	6 754 684
Gap	3 954 984	1 177 666	418 749	104 172	596 576	0	110 961	74 373	6 437 480
Marseille	75 289 747	18 423 411	17 888 036	1 493 217	8 040 001	0	562 007	0	121 696 421
Nice	40 425 609	18 417 620	6 692 926	1 019 668	1 080 275	682 882	823 341	0	69 142 321
Toulon	34 338 503	12 910 485	4 330 456	1 086 228	1 603 935	609 390	506 850	0	55 385 847
Provence-Alpes-Côte d'Azur	176 191 842	62 203 096	34 668 747	4 558 735	13 748 625	1 368 910	2 512 058	74 373	295 326 387
Ajaccio	4 169 952	631 760	30 307	61 431	321 969	0	139 751	0	5 355 169
Bastia	4 965 233	2 521 813	477 701	95 759	488 368	0	127 772	0	8 676 646
Corse	9 135 185	3 153 572	508 008	157 190	810 337	0	267 523	0	14 031 815
Caisse maritime d' AF (2)	598 921	591 437	784 594	205 362	2 500	21 841	18 009	0	2 222 665
Total métropole	1 790 577 859	786 559 346	427 918 038	144 029 971	243 490 015	9 994 263	38 117 033	9 487 713	3 450 174 238
La Guadeloupe	14 039 284	2 923 692	2 414 953	2 451 088	822 757	0	62 103	2 825 274	25 539 150
La Guyane	4 226 266	212 838	1 548 903	1 127 454	10 881	181 125	69 300	0	7 376 768
La Martinique	17 183 215	6 720 645	4 590 607	3 977 091	2 806 073	0	895 442	0	36 173 073
La Réunion	23 514 651	4 952 582	4 186 148	12 019 994	1 011 650	0	7 443 953	0	53 128 978
Total Outre-Mer	58 963 417	14 809 757	12 740 611	19 575 627	4 651 362	181 125	8 470 797	2 825 274	122 217 969
Total national métropole + Dom	1 849 541 276	801 369 103	440 658 649	163 605 598	248 141 376	10 175 388	46 587 830	12 312 987	3 572 392 207

(1) Les montants négatifs correspondent à des régularisations comptables sur exercice antérieur.

(2) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5b : Dépenses d'Action Sociale par fonction budgétaire en 2005 - Métropole et Départements d'Outre-Mer (1)

en %

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagne- ment social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Melun	48,8	29,7	9,3	4,1	5,8	1,6	0,6	0,0	100,0
Paris	81,5	6,5	7,0	1,5	2,7	0,0	0,8	0,0	100,0
St Quentin en Yvelines	62,3	17,0	13,9	3,1	2,9	0,0	0,8	0,0	100,0
Evry	62,1	17,7	12,4	2,8	3,8	0,0	1,2	0,0	100,0
Nanterre	69,9	10,5	12,6	2,5	3,5	0,0	1,0	0,0	100,0
Rosny sous bois	58,0	15,8	15,3	5,9	3,8	0,0	1,1	0,0	100,0
Créteil	62,8	17,8	9,5	3,3	2,6	0,0	1,0	2,9	100,0
Cergy	51,4	22,9	14,3	3,0	6,7	0,0	1,2	0,4	100,0
Ile de France	65,2	15,3	11,2	3,1	3,7	0,1	0,9	0,4	100,0
Charleville	25,3	20,3	26,1	9,0	16,3	2,1	0,8	0,0	100,0
Chaumont	29,5	26,5	30,3	10,3	1,6	0,0	1,8	0,0	100,0
Reims	49,3	17,8	18,5	2,2	10,5	0,0	1,7	0,0	100,0
Troyes	42,3	32,4	13,9	4,3	5,6	0,0	1,5	0,0	100,0
Champagne-Ardenne	40,3	22,8	20,4	5,1	9,4	0,4	1,5	0,0	100,0
Amiens	37,6	27,7	11,5	15,4	5,1	1,1	0,5	1,1	100,0
Beauvais	38,7	32,9	11,9	9,9	5,6	0,0	1,0	0,0	100,0
Creil	42,0	32,7	11,1	9,7	3,7	0,0	0,8	0,0	100,0
Soissons	29,5	24,0	18,1	12,0	15,5	0,0	0,9	0,0	100,0
Saint-Quentin	21,3	25,0	19,2	11,4	20,5	0,0	2,6	0,0	100,0
Picardie	36,1	29,3	13,0	12,2	7,7	0,4	0,9	0,4	100,0
Dieppe	37,4	26,0	23,5	4,3	8,1	0,0	0,7	0,0	100,0
Elbeuf	47,5	29,5	12,7	3,6	3,6	1,0	2,0	0,0	100,0
Evreux	43,6	29,4	16,5	4,1	5,0	0,0	1,3	0,0	100,0
Le Havre	33,6	35,2	19,5	4,2	5,7	0,0	1,8	0,0	100,0
Rouen	45,6	23,7	15,7	3,2	9,4	0,5	2,0	0,0	100,0
Haute Normandie	40,9	29,1	17,6	3,9	6,6	0,2	1,6	0,0	100,0
Blois	39,1	27,5	9,6	5,9	13,8	0,0	1,2	3,0	100,0
Bourges	36,5	22,5	12,0	6,1	15,6	2,3	2,9	2,1	100,0
Chartres	39,2	22,2	23,1	8,6	5,3	1,2	0,5	0,0	100,0
Châteauroux	44,2	25,7	8,0	5,8	14,7	0,8	0,9	0,0	100,0
Orléans	47,5	22,0	16,9	5,3	5,5	1,5	0,1	1,3	100,0
Tours	43,5	28,4	13,6	3,4	9,8	0,0	0,8	0,5	100,0
Centre	42,7	24,6	15,1	5,6	9,2	0,9	0,8	1,0	100,0
Alençon	26,5	20,9	32,8	8,0	9,6	0,0	2,1	0,0	100,0
Avranches	36,8	27,2	21,6	5,6	6,4	0,2	1,1	1,2	100,0
Caen	43,5	27,0	14,9	3,1	10,3	0,0	1,0	0,2	100,0
Basse Normandie	38,4	26,1	20,2	4,8	8,8	0,1	1,2	0,5	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Auxerre	42,9	24,1	21,2	4,0	4,5	0,0	3,3	0,0	100,0
Dijon	45,6	23,0	11,2	1,8	14,3	0,0	2,8	1,3	100,0
Mâcon	40,4	27,1	13,5	6,9	7,0	3,0	2,1	0,0	100,0
Nevers	37,8	24,7	8,3	4,1	23,4	0,2	1,6	0,0	100,0
Bourgogne	42,3	24,8	13,2	4,2	11,5	1,0	2,5	0,5	100,0
Armentières	25,0	40,9	12,7	9,9	6,7	3,7	1,1	0,0	100,0
Arras	24,8	34,0	18,9	16,2	3,3	2,4	0,3	0,0	100,0
Calais	29,1	20,6	24,7	13,6	10,2	1,5	0,3	0,0	100,0
Cambrai	22,8	40,6	17,8	4,5	13,2	0,0	1,2	0,0	100,0
Douai	43,6	27,5	9,0	5,7	12,3	0,0	1,8	0,0	100,0
Dunkerque	25,1	32,4	18,7	4,7	16,2	0,0	0,8	2,2	100,0
Lille	49,0	16,8	15,3	7,0	8,1	1,8	2,1	0,0	100,0
Maubeuge	16,3	28,2	18,8	11,5	20,3	1,9	1,3	1,6	100,0
Roubaix	42,7	31,6	6,0	4,1	13,2	0,1	2,3	0,0	100,0
Valenciennes	35,5	34,9	12,9	5,8	9,3	0,2	1,4	0,0	100,0
Nord-Pas de Calais	34,2	29,1	15,3	9,0	9,8	1,2	1,3	0,2	100,0
Bar le Duc	27,7	26,2	18,0	6,3	18,9	0,0	2,8	0,0	100,0
Epinal	33,8	34,7	10,9	4,5	13,9	1,0	1,2	0,0	100,0
Metz	35,7	23,2	20,3	7,1	12,5	0,0	1,1	0,0	100,0
Nancy	49,2	20,5	15,1	4,5	8,5	0,0	2,2	0,0	100,0
Lorraine	39,0	24,8	16,7	5,8	11,9	0,2	1,5	0,0	100,0
Mulhouse	52,3	32,8	7,1	2,3	4,7	0,0	0,7	0,0	100,0
Strasbourg	65,0	15,9	5,9	2,8	8,4	0,9	1,1	0,0	100,0
Alsace	59,2	23,7	6,5	2,5	6,7	0,5	1,0	0,0	100,0
Belfort	37,6	33,0	15,9	6,5	6,9	0,0	0,1	0,0	100,0
Besançon	41,7	25,1	18,3	6,9	6,3	0,0	1,6	0,0	100,0
Montbéliard	37,7	23,3	22,8	8,6	6,5	0,0	1,2	0,0	100,0
St-Claude	45,9	34,4	13,6	3,3	2,5	0,0	0,4	0,0	100,0
Vesoul	32,2	34,3	18,2	3,6	10,7	0,0	1,0	0,0	100,0
Franche Comté	39,4	29,9	17,6	5,7	6,5	0,0	0,9	0,0	100,0
Angers	45,7	25,8	8,9	5,1	12,1	0,0	2,4	0,0	100,0
Cholet	41,6	24,1	12,6	3,2	18,0	0,0	0,5	0,0	100,0
La Roche sur Yon	30,0	40,3	18,8	4,6	5,1	0,7	0,5	0,0	100,0
Laval	30,5	31,9	20,7	3,7	9,7	0,0	0,8	2,7	100,0
Le Mans	38,0	24,5	17,2	1,8	16,1	1,7	0,7	0,0	100,0
Nantes	50,0	23,8	17,8	1,7	5,8	0,3	0,7	0,0	100,0
Pays de la Loire	43,0	27,2	15,8	3,1	9,2	0,4	1,0	0,2	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Brest	47,4	21,8	14,8	4,7	10,2	0,0	1,2	0,0	100,0
Quimper	42,6	27,7	9,7	4,2	9,6	0,0	2,7	3,6	100,0
Rennes	46,6	21,0	11,8	3,8	14,0	0,0	2,1	0,8	100,0
St-Brieuc	35,7	28,6	15,2	5,4	14,0	0,0	1,1	0,0	100,0
Vannes	40,9	27,4	16,8	4,5	8,7	0,0	1,8	0,0	100,0
Bretagne	43,0	24,8	13,8	4,4	11,5	0,0	1,8	0,7	100,0
Angoulême	42,3	22,9	15,9	7,6	9,5	0,0	1,9	0,0	100,0
La Rochelle	34,1	30,3	17,6	5,9	10,8	0,0	1,3	0,0	100,0
Niort	35,7	25,4	16,7	7,4	11,5	0,2	3,2	0,0	100,0
Poitiers	51,8	21,6	12,6	2,5	10,2	0,0	1,4	0,0	100,0
Poitou-Charentes	41,3	25,4	15,6	5,5	10,4	0,0	1,8	0,0	100,0
Agen	53,4	26,6	11,2	6,0	1,5	0,0	1,3	0,0	100,0
Bayonne	60,6	19,8	10,8	3,2	4,8	0,0	0,7	0,0	100,0
Bordeaux	55,6	26,1	6,8	4,1	6,5	0,0	1,0	0,0	100,0
Mont-de-Marsan	50,8	27,0	11,1	5,3	5,2	0,0	0,7	0,0	100,0
Pau	58,8	14,8	13,8	3,1	7,6	0,1	1,8	0,0	100,0
Périgueux	44,6	32,9	10,1	4,6	5,6	0,0	1,2	1,1	100,0
Aquitaine	54,7	25,1	9,0	4,2	5,8	0,0	1,1	0,1	100,0
Albi	47,2	28,4	4,1	4,5	15,4	0,0	0,4	0,0	100,0
Auch	42,5	39,1	10,6	2,1	4,9	0,0	0,8	0,0	100,0
Cahors	45,4	24,7	14,2	4,3	10,8	0,0	0,6	0,0	100,0
Foix	55,7	28,4	4,6	4,8	5,8	0,0	0,8	0,0	100,0
Montauban	39,2	35,1	13,1	5,9	4,8	0,0	2,0	0,0	100,0
Rodez	45,3	23,1	10,0	2,5	13,4	0,0	1,1	4,7	100,0
Tarbes	49,5	25,8	13,6	3,7	6,1	0,0	1,2	0,0	100,0
Toulouse	57,0	28,4	6,5	2,5	5,0	0,0	0,6	0,0	100,0
Midi-Pyrénées	52,6	28,8	7,6	3,2	6,8	0,0	0,8	0,2	100,0
Brive	55,6	21,5	13,0	3,0	4,9	0,6	1,5	0,0	100,0
Guéret	34,6	31,0	6,3	10,3	14,9	0,0	2,8	0,0	100,0
Limoges	55,3	20,9	13,4	4,1	4,4	0,0	2,0	0,0	100,0
Limousin	53,4	22,1	12,6	4,3	5,5	0,2	1,9	0,0	100,0
Annecy	58,0	23,5	10,3	4,8	2,8	0,2	0,5	0,0	100,0
Annonay	45,4	15,3	19,1	5,3	14,3	0,0	0,6	0,0	100,0
Aubenas	48,1	19,3	17,7	3,3	10,4	0,0	1,1	0,0	100,0
Bourg en Bresse	45,8	23,8	14,2	4,4	10,7	0,0	1,1	0,0	100,0
Chambéry	45,6	28,8	15,7	1,6	6,6	0,0	1,3	0,4	100,0
Grenoble	54,7	18,9	14,4	2,9	8,0	0,0	1,1	0,0	100,0
Lyon	60,0	11,2	8,3	3,6	16,3	0,0	0,6	0,0	100,0
Roanne	40,5	22,9	12,4	6,0	12,0	0,0	6,1	0,0	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	Accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	Temps libres des enfants et des familles	Accompagnement social des familles et de leurs enfants	Logement et habitat	Animation et vie sociale	Prestations supplémentaires aux familles	Autres actions	Logistique des œuvres	Total dépenses d'action sociale de la CAF
Saint Etienne	48,0	27,3	12,4	3,4	8,2	0,0	0,7	0,0	100,0
Valence	56,8	15,1	16,5	2,6	7,7	0,0	1,3	0,0	100,0
Vienne	46,4	21,4	10,9	5,7	13,4	0,0	1,1	1,2	100,0
Villefranche	47,2	25,0	10,3	5,7	11,1	0,0	0,7	0,0	100,0
Rhône-Alpes	53,5	19,3	12,1	3,6	10,4	0,0	1,0	0,1	100,0
Aurillac	34,7	27,9	20,3	7,7	7,6	0,0	1,8	0,0	100,0
Clermont-Ferrand	44,3	29,9	16,0	3,2	5,9	0,0	0,6	0,0	100,0
Le Puy	52,0	28,0	12,7	4,2	2,2	0,0	0,6	0,3	100,0
Moulins	38,5	30,3	13,1	8,9	7,1	0,8	1,2	0,0	100,0
Auvergne	43,9	29,5	15,0	5,0	5,5	0,2	0,8	0,1	100,0
Béziers	45,6	33,1	7,9	7,3	4,3	0,7	1,2	0,0	100,0
Carcassonne	45,1	31,0	9,4	10,1	2,7	0,0	0,8	0,9	100,0
Mende	57,7	15,7	13,7	2,1	10,7	0,0	0,1	0,0	100,0
Montpellier	58,9	25,9	6,2	3,2	3,6	0,2	1,2	0,8	100,0
Nîmes	61,0	22,2	6,8	2,2	5,9	0,0	1,0	0,8	100,0
Perpignan	47,2	37,4	6,3	4,4	2,2	0,6	0,8	1,1	100,0
Languedoc-Roussillon	54,8	28,0	6,9	4,2	4,0	0,2	1,0	0,8	100,0
Avignon	52,0	26,0	13,0	1,5	6,4	0,0	1,1	0,0	100,0
Digne	52,2	28,5	9,9	4,8	2,1	1,1	1,4	0,0	100,0
Gap	61,4	18,3	6,5	1,6	9,3	0,0	1,7	1,2	100,0
Marseille	61,9	15,1	14,7	1,2	6,6	0,0	0,5	0,0	100,0
Nice	58,5	26,6	9,7	1,5	1,6	1,0	1,2	0,0	100,0
Toulon	62,0	23,3	7,8	2,0	2,9	1,1	0,9	0,0	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	59,7	21,1	11,7	1,5	4,7	0,5	0,9	0,0	100,0
Ajaccio	77,9	11,8	0,6	1,1	6,0	0,0	2,6	0,0	100,0
Bastia	57,2	29,1	5,5	1,1	5,6	0,0	1,5	0,0	100,0
Corse	65,1	22,5	3,6	1,1	5,8	0,0	1,9	0,0	100,0
Caisse maritime d' AF (2)	26,9	26,6	35,3	9,2	0,1	1,0	0,8	0,0	100,0
Total métropole	51,9	22,8	12,4	4,2	7,1	0,3	1,1	0,3	100,0
La Guadeloupe	55,0	11,4	9,5	9,6	3,2	0,0	0,2	11,1	100,0
La Guyane	57,3	2,9	21,0	15,3	0,1	2,5	0,9	0,0	100,0
La Martinique	47,5	18,6	12,7	11,0	7,8	0,0	2,5	0,0	100,0
La Réunion	44,3	9,3	7,9	22,6	1,9	0,0	14,0	0,0	100,0
Total Outre-Mer	48,2	12,1	10,4	16,0	3,8	0,1	6,9	2,3	100,0
Total national métropole + Dom	51,8	22,4	12,3	4,6	6,9	0,3	1,3	0,3	100,0

(1) Les montants négatifs correspondent à des régularisations comptables sur exercice antérieur.

(2) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5c : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon le destinataire de la dépense en 2005

Caisse d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		d'action sociale	
	euros	%	euros	%	euros	%	euros	%
Melun	10 786 778	14,8	56 823 611	77,7	5 493 250	7,5	73 103 639	100,0
Paris	6 111 268	3,1	177 064 628	89,8	13 981 467	7,1	197 157 363	100,0
St Quentin en Yvelines	6 254 914	7,2	70 813 157	81,3	9 994 265	11,5	87 062 336	100,0
Evry	5 709 645	8,3	56 106 905	81,1	7 331 787	10,6	69 148 337	100,0
Nanterre	7 485 687	7,5	83 277 891	83,8	8 642 295	8,7	99 405 873	100,0
Rosny sous bois	13 591 977	12,7	79 268 529	74,3	13 812 298	12,9	106 672 804	100,0
Créteil	7 750 762	8,0	79 269 000	81,5	10 257 873	10,5	97 277 635	100,0
Cergy	6 279 544	8,2	60 113 571	79,0	9 734 170	12,8	76 127 285	100,0
Ile de France	63 970 574	7,9	662 737 292	82,2	79 247 405	9,8	805 955 271	100,0
Charleville	3 382 166	31,7	5 949 612	55,7	1 349 166	12,6	10 680 943	100,0
Chaumont	1 599 374	24,5	3 340 630	51,1	1 592 249	24,4	6 532 252	100,0
Reims	2 979 566	13,0	16 883 209	73,5	3 094 638	13,5	22 957 413	100,0
Troyes	2 591 007	20,8	8 889 215	71,2	997 224	8,0	12 477 446	100,0
Champagne-Ardenne	10 552 112	20,0	35 062 665	66,6	7 033 277	13,4	52 648 054	100,0
Amiens	8 212 845	26,5	18 350 519	59,2	4 449 979	14,3	31 013 343	100,0
Beauvais	4 478 891	17,4	19 909 781	77,1	1 422 027	5,5	25 810 699	100,0
Creil	2 024 441	14,1	10 800 438	75,5	1 487 292	10,4	14 312 171	100,0
Soissons	2 216 593	20,0	6 153 573	55,6	2 701 680	24,4	11 071 846	100,0
Saint-Quentin	2 282 962	27,4	4 984 080	59,8	1 069 689	12,8	8 336 730	100,0
Picardie	19 215 732	21,2	60 198 390	66,5	11 130 667	12,3	90 544 789	100,0
Dieppe	830 826	9,2	6 281 930	69,4	1 942 920	21,5	9 055 676	100,0
Elbeuf	430 908	10,7	2 574 782	63,6	1 040 060	25,7	4 045 750	100,0
Evreux	1 945 143	7,0	21 468 901	76,9	4 511 248	16,2	27 925 292	100,0
Le Havre	1 883 652	7,7	18 773 219	76,6	3 839 281	15,7	24 496 152	100,0
Rouen	3 572 236	15,1	17 189 499	72,5	2 963 256	12,5	23 724 991	100,0
Haute Normandie	8 662 765	9,7	66 288 332	74,3	14 296 764	16,0	89 247 861	100,0
Blois	1 191 883	10,8	7 094 682	64,2	2 767 977	25,0	11 054 543	100,0
Bourges	1 708 603	16,7	6 430 221	62,9	2 084 208	20,4	10 223 033	100,0
Chartres	3 400 366	19,5	10 970 502	62,9	3 075 729	17,6	17 446 596	100,0
Châteauroux	974 676	12,6	4 230 732	54,9	2 506 269	32,5	7 711 676	100,0
Orléans	5 344 135	19,5	17 406 722	63,6	4 628 096	16,9	27 378 953	100,0
Tours	3 917 465	15,1	19 567 702	75,5	2 426 084	9,4	25 911 251	100,0
Centre	16 537 128	16,6	65 700 561	65,9	17 488 363	17,5	99 726 052	100,0
Alençon	2 802 437	27,6	5 194 445	51,2	2 143 879	21,1	10 140 761	100,0
Avranches	3 678 640	16,0	15 303 874	66,6	4 012 377	17,4	22 994 891	100,0
Caen	4 827 893	15,8	19 151 680	62,6	6 623 715	21,6	30 603 288	100,0
Basse Normandie	11 308 970	17,7	39 649 999	62,2	12 779 971	20,1	63 738 939	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Auxerre	1 037 474	7,9	8 919 709	68,0	3 165 396	24,1	13 122 578	100,0
Dijon	2 246 402	7,9	19 987 419	70,2	6 220 213	21,9	28 454 034	100,0
Mâcon	5 873 209	21,8	18 781 676	69,6	2 315 163	8,6	26 970 048	100,0
Nevers	945 925	8,3	8 652 522	75,8	1 809 732	15,9	11 408 179	100,0
Bourgogne	10 103 010	12,6	56 341 325	70,5	13 510 503	16,9	79 954 839	100,0
Armentières	2 287 625	26,0	5 823 954	66,1	694 802	7,9	8 806 381	100,0
Arras	16 459 592	36,7	23 283 776	51,9	5 088 636	11,4	44 832 005	100,0
Calais	6 970 446	27,9	12 385 653	49,6	5 632 910	22,5	24 989 009	100,0
Cambrai	809 467	14,1	4 210 670	73,4	716 148	12,5	5 736 286	100,0
Douai	1 865 466	15,7	8 454 740	71,2	1 554 556	13,1	11 874 762	100,0
Dunkerque	2 559 640	14,8	10 732 271	61,9	4 057 570	23,4	17 349 481	100,0
Lille	5 748 554	15,6	26 872 842	73,0	4 201 342	11,4	36 822 738	100,0
Maubeuge	2 314 271	25,9	4 888 533	54,8	1 719 916	19,3	8 922 720	100,0
Roubaix	3 243 321	8,7	32 174 891	86,5	1 797 252	4,8	37 215 463	100,0
Valenciennes	3 406 687	13,9	18 555 685	75,6	2 586 169	10,5	24 548 541	100,0
Nord-Pas de Calais	45 665 069	20,7	147 383 016	66,7	28 049 302	12,7	221 097 386	100,0
Bar le Duc	1 408 385	24,1	3 822 769	65,5	609 371	10,4	5 840 524	100,0
Epinal	2 850 483	14,7	13 323 297	68,8	3 203 544	16,5	19 377 324	100,0
Metz	9 681 941	21,9	29 648 639	67,0	4 897 068	11,1	44 227 648	100,0
Nancy	5 691 099	18,8	21 241 535	70,0	3 404 297	11,2	30 336 931	100,0
Lorraine	19 631 908	19,7	68 036 239	68,2	12 114 280	12,1	99 782 427	100,0
Mulhouse	4 199 731	8,1	44 857 644	86,5	2 796 086	5,4	51 853 461	100,0
Strasbourg	5 638 553	9,2	53 846 294	87,6	1 995 323	3,2	61 480 170	100,0
Alsace	9 838 284	8,7	98 703 938	87,1	4 791 409	4,2	113 333 631	100,0
Belfort	1 332 749	13,8	7 232 014	74,9	1 092 897	11,3	9 657 660	100,0
Besançon	2 866 782	18,0	11 356 191	71,3	1 709 007	10,7	15 931 979	100,0
Montbéliard	1 805 857	20,0	5 643 154	62,5	1 586 126	17,6	9 035 136	100,0
St-Claude	1 207 807	10,0	9 543 326	79,1	1 312 925	10,9	12 064 058	100,0
Vesoul	1 727 303	15,5	8 238 468	74,0	1 170 785	10,5	11 136 555	100,0
Franche Comté	8 940 498	15,5	42 013 152	72,7	6 871 739	11,9	57 825 389	100,0
Angers	3 747 277	9,4	30 931 619	77,2	5 368 241	13,4	40 047 137	100,0
Cholet	1 661 573	16,4	7 176 159	70,8	1 302 133	12,8	10 139 865	100,0
La Roche sur Yon	4 549 055	17,6	18 319 998	70,9	2 972 880	11,5	25 841 934	100,0
Laval	2 240 425	17,2	9 086 144	69,6	1 734 964	13,3	13 061 534	100,0
Le Mans	3 362 316	15,8	12 598 287	59,3	5 291 760	24,9	21 252 363	100,0
Nantes	7 356 619	10,0	57 042 930	77,8	8 906 990	12,2	73 306 539	100,0
Pays de la Loire	22 917 264	12,5	135 155 138	73,6	25 576 969	13,9	183 649 371	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Brest	1 984 342	8,1	18 205 757	74,7	4 179 367	17,2	24 369 466	100,0
Quimper	1 329 337	7,1	13 574 513	72,9	3 726 720	20,0	18 630 569	100,0
Rennes	3 791 190	9,7	30 096 477	77,4	5 005 141	12,9	38 892 809	100,0
St-Brieuc	3 694 870	16,0	15 024 269	64,9	4 439 625	19,2	23 158 764	100,0
Vannes	4 238 249	12,8	23 183 628	70,2	5 601 381	17,0	33 023 259	100,0
Bretagne	15 037 988	10,9	100 084 644	72,5	22 952 235	16,6	138 074 867	100,0
Angoulême	1 962 800	11,4	13 434 810	78,0	1 828 695	10,6	17 226 305	100,0
La Rochelle	3 698 802	14,2	20 123 099	77,1	2 271 319	8,7	26 093 220	100,0
Niort	1 977 926	15,3	8 841 857	68,6	2 071 317	16,1	12 891 100	100,0
Poitiers	1 543 212	6,7	19 665 739	85,9	1 696 662	7,4	22 905 613	100,0
Poitou-Charentes	9 182 740	11,6	62 065 505	78,4	7 867 993	9,9	79 116 239	100,0
Agen	2 425 741	14,9	12 606 696	77,4	1 263 430	7,8	16 295 867	100,0
Bayonne	1 183 828	7,5	13 007 512	82,0	1 680 323	10,6	15 871 662	100,0
Bordeaux	5 640 333	6,5	72 432 867	83,2	8 937 867	10,3	87 011 067	100,0
Mont-de-Marsan	1 350 793	13,1	7 621 686	73,7	1 373 949	13,3	10 346 427	100,0
Pau	1 692 526	9,3	14 089 111	77,3	2 441 103	13,4	18 222 740	100,0
Périgueux	1 622 727	8,5	14 961 200	78,8	2 402 808	12,7	18 986 735	100,0
Aquitaine	13 915 948	8,3	134 719 071	80,8	18 099 479	10,9	166 734 498	100,0
Albi	2 124 155	11,4	13 271 473	71,5	3 157 278	17,0	18 552 906	100,0
Auch	473 793	5,7	6 392 245	76,6	1 484 074	17,8	8 350 112	100,0
Cahors	627 411	10,8	4 123 663	70,9	1 064 635	18,3	5 815 709	100,0
Foix	809 077	8,1	8 133 046	81,2	1 075 126	10,7	10 017 250	100,0
Montauban	1 532 260	13,2	8 830 561	75,8	1 286 089	11,0	11 648 910	100,0
Rodez	1 066 425	11,3	6 560 893	69,3	1 834 307	19,4	9 461 624	100,0
Tarbes	1 044 459	9,7	7 840 853	72,8	1 878 515	17,5	10 763 827	100,0
Toulouse	7 847 444	7,5	91 224 530	86,8	5 970 490	5,7	105 042 463	100,0
Midi-Pyrénées	15 525 024	8,6	146 377 265	81,5	17 750 514	9,9	179 652 803	100,0
Brive	602 784	7,0	7 136 840	82,7	893 335	10,3	8 632 959	100,0
Guéret	289 110	11,2	1 824 166	70,8	462 148	17,9	2 575 423	100,0
Limoges	2 265 543	14,6	12 149 044	78,1	1 138 523	7,3	15 553 110	100,0
Limousin	3 157 436	11,8	21 110 050	78,9	2 494 006	9,3	26 761 492	100,0
Annecy	5 042 406	14,0	27 880 845	77,2	3 188 337	8,8	36 111 588	100,0
Annonay	901 335	21,6	2 970 056	71,2	297 295	7,1	4 168 686	100,0
Aubenas	1 356 042	17,0	4 995 013	62,6	1 623 514	20,4	7 974 570	100,0
Bourg en Bresse	3 948 001	17,7	15 570 439	69,8	2 780 927	12,5	22 299 368	100,0
Chambéry	2 455 479	10,7	17 834 132	77,5	2 710 456	11,8	23 000 067	100,0
Grenoble	7 814 229	11,8	50 171 210	75,6	8 382 812	12,6	66 368 250	100,0
Lyon	10 851 739	10,7	77 413 291	76,4	13 023 067	12,9	101 288 097	100,0
Roanne	792 885	10,9	4 804 856	65,8	1 706 030	23,4	7 303 770	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	destinataire de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	aides aux familles		aides aux partenaires		services Caf		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Saint Etienne	4 550 527	9,8	37 308 811	80,5	4 491 686	9,7	46 351 024	100,0
Valence	2 798 280	11,9	16 057 966	68,3	4 638 554	19,7	23 494 799	100,0
Vienne	1 925 375	11,8	11 865 017	73,0	2 465 307	15,2	16 255 699	100,0
Villefranche	1 591 365	15,0	7 588 461	71,6	1 423 647	13,4	10 603 474	100,0
Rhône-Alpes	44 027 661	12,1	274 460 098	75,1	46 731 632	12,8	365 219 391	100,0
Aurillac	691 263	17,0	2 974 336	73,0	407 981	10,0	4 073 580	100,0
Clermont-Ferrand	2 996 617	10,2	21 119 728	72,0	5 223 911	17,8	29 340 256	100,0
Le Puy	768 639	6,4	9 861 693	82,1	1 385 657	11,5	12 015 989	100,0
Moulins	2 374 962	18,1	9 173 721	69,9	1 573 057	12,0	13 121 740	100,0
Auvergne	6 831 481	11,7	43 129 478	73,7	8 590 606	14,7	58 551 565	100,0
Béziers	1 882 840	13,7	10 390 464	75,8	1 426 100	10,4	13 699 404	100,0
Carcassonne	2 134 982	12,6	13 191 769	78,1	1 569 635	9,3	16 896 386	100,0
Mende	97 349	4,9	1 590 977	79,8	304 477	15,3	1 992 803	100,0
Montpellier	3 707 098	6,4	50 515 895	87,2	3 680 382	6,4	57 903 375	100,0
Nîmes	2 875 528	6,3	36 941 210	80,8	5 930 770	13,0	45 747 508	100,0
Perpignan	2 949 036	9,6	25 361 040	82,5	2 428 952	7,9	30 739 028	100,0
Languedoc-Roussillon	13 646 833	8,2	137 991 355	82,6	15 340 316	9,2	166 978 504	100,0
Avignon	2 829 287	7,9	29 285 086	81,6	3 795 261	10,6	35 909 634	100,0
Digne	926 065	13,7	5 456 567	80,8	372 051	5,5	6 754 684	100,0
Gap	383 483	6,0	5 210 328	80,9	843 669	13,1	6 437 480	100,0
Marseille	11 345 173	9,3	98 529 896	81,0	11 821 352	9,7	121 696 421	100,0
Nice	4 666 540	6,7	57 251 111	82,8	7 224 670	10,4	69 142 321	100,0
Toulon	2 551 483	4,6	46 698 220	84,3	6 136 144	11,1	55 385 847	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	22 702 031	7,7	242 431 210	82,1	30 193 147	10,2	295 326 387	100,0
Ajaccio	9 877	0,2	4 099 166	76,5	1 246 126	23,3	5 355 169	100,0
Bastia	347 601	4,0	6 777 374	78,1	1 551 671	17,9	8 676 646	100,0
Corse	357 478	2,5	10 876 540	77,5	2 797 797	19,9	14 031 815	100,0
Caisse maritime d' AF (*)	737 353	33,2	1 437 152	64,7	48 160	2,2	2 222 665	100,0
Total métropole	392 465 289	11,4	2 651 952 415	76,9	405 756 533	11,8	3 450 174 238	100,0
La Guadeloupe	971 053	3,8	21 556 337	84,4	3 011 760	11,8	25 539 150	100,0
La Guyane	1 026 336	13,9	4 738 493	64,2	1 611 939	21,9	7 376 768	100,0
La Martinique	7 509 339	20,8	26 052 481	72,0	2 611 253	7,2	36 173 073	100,0
La Réunion	13 272 426	25,0	33 672 375	63,4	6 184 178	11,6	53 128 978	100,0
Total Outre-Mer	22 779 154	18,6	86 019 685	70,4	13 419 130	11,0	122 217 969	100,0
Total national métropole + Dom	415 244 443	11,6	2 737 972 100	76,6	419 175 663	11,7	3 572 392 207	100,0

(*) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

Annexe 5d : Ventilation des dépenses d'Action Sociale selon la nature de la dépense en 2005

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Melun	5 718 961	7,8	56 597 900	77,4	10 786 778	14,8	73 103 639	100,0
Paris	4 690 073	2,4	186 356 022	94,5	6 111 268	3,1	197 157 363	100,0
St Quentin en Yvelines	3 971 885	4,6	76 835 537	88,3	6 254 914	7,2	87 062 336	100,0
Evry	1 646 311	2,4	61 792 381	89,4	5 709 645	8,3	69 148 337	100,0
Nanterre	7 269 732	7,3	84 650 455	85,2	7 485 687	7,5	99 405 873	100,0
Rosny sous bois	4 781 362	4,5	88 299 465	82,8	13 591 977	12,7	106 672 804	100,0
Créteil	6 690 168	6,9	82 836 706	85,2	7 750 762	8,0	97 277 635	100,0
Cergy	3 084 816	4,1	66 762 924	87,7	6 279 544	8,2	76 127 285	100,0
Ile de France	37 853 308	4,7	704 131 389	87,4	63 970 574	7,9	805 955 271	100,0
Charleville	302 570	2,8	6 996 207	65,5	3 382 166	31,7	10 680 943	100,0
Chaumont	290 658	4,4	4 642 220	71,1	1 599 374	24,5	6 532 252	100,0
Reims	1 737 618	7,6	18 240 229	79,5	2 979 566	13,0	22 957 413	100,0
Troyes	359 238	2,9	9 527 201	76,4	2 591 007	20,8	12 477 446	100,0
Champagne-Ardenne	2 690 085	5,1	39 405 858	74,8	10 552 112	20,0	52 648 054	100,0
Amiens	2 279 092	7,3	20 521 406	66,2	8 212 845	26,5	31 013 343	100,0
Beauvais	857 658	3,3	20 474 150	79,3	4 478 891	17,4	25 810 699	100,0
Creil	684 656	4,8	11 603 074	81,1	2 024 441	14,1	14 312 171	100,0
Soissons	682 350	6,2	8 172 903	73,8	2 216 593	20,0	11 071 846	100,0
Saint-Quentin	1 147 138	13,8	4 906 630	58,9	2 282 962	27,4	8 336 730	100,0
Picardie	5 650 894	6,2	65 678 163	72,5	19 215 732	21,2	90 544 789	100,0
Dieppe	849 698	9,4	7 375 152	81,4	830 826	9,2	9 055 676	100,0
Elbeuf	170 633	4,2	3 444 210	85,1	430 908	10,7	4 045 750	100,0
Evreux	2 888 952	10,3	23 091 197	82,7	1 945 143	7,0	27 925 292	100,0
Le Havre	1 269 367	5,2	21 343 133	87,1	1 883 652	7,7	24 496 152	100,0
Rouen	1 588 379	6,7	18 564 376	78,2	3 572 236	15,1	23 724 991	100,0
Haute Normandie	6 767 028	7,6	73 818 069	82,7	8 662 765	9,7	89 247 861	100,0
Blois	274 774	2,5	9 587 886	86,7	1 191 883	10,8	11 054 543	100,0
Bourges	783 032	7,7	7 731 397	75,6	1 708 603	16,7	10 223 033	100,0
Chartres	1 796 387	10,3	12 249 843	70,2	3 400 366	19,5	17 446 596	100,0
Châteauroux	865 780	11,2	5 871 220	76,1	974 676	12,6	7 711 676	100,0
Orléans	939 199	3,4	21 095 619	77,1	5 344 135	19,5	27 378 953	100,0
Tours	2 057 594	7,9	19 936 192	76,9	3 917 465	15,1	25 911 251	100,0
Centre	6 716 766	6,7	76 472 158	76,7	16 537 128	16,6	99 726 052	100,0
Alençon	897 495	8,9	6 440 829	63,5	2 802 437	27,6	10 140 761	100,0
Avranches	1 464 803	6,4	17 851 448	77,6	3 678 640	16,0	22 994 891	100,0
Caen	1 271 787	4,2	24 503 608	80,1	4 827 893	15,8	30 603 288	100,0
Basse Normandie	3 634 085	5,7	48 795 884	76,6	11 308 970	17,7	63 738 939	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Auxerre	658 229	5,0	11 426 876	87,1	1 037 474	7,9	13 122 578	100,0
Dijon	1 522 422	5,4	24 685 210	86,8	2 246 402	7,9	28 454 034	100,0
Mâcon	1 493 055	5,5	19 603 784	72,7	5 873 209	21,8	26 970 048	100,0
Nevers	769 705	6,7	9 692 548	85,0	945 925	8,3	11 408 179	100,0
Bourgogne	4 443 411	5,6	65 408 418	81,8	10 103 010	12,6	79 954 839	100,0
Armentières	168 965	1,9	6 349 790	72,1	2 287 625	26,0	8 806 381	100,0
Arras	1 959 041	4,4	26 413 372	58,9	16 459 592	36,7	44 832 005	100,0
Calais	1 763 245	7,1	16 255 318	65,0	6 970 446	27,9	24 989 009	100,0
Cambrai	90 593	1,6	4 836 225	84,3	809 467	14,1	5 736 286	100,0
Douai	1 035 632	8,7	8 973 665	75,6	1 865 466	15,7	11 874 762	100,0
Dunkerque	815 118	4,7	13 974 723	80,5	2 559 640	14,8	17 349 481	100,0
Lille	1 459 268	4,0	29 614 916	80,4	5 748 554	15,6	36 822 738	100,0
Maubeuge	340 598	3,8	6 267 851	70,2	2 314 271	25,9	8 922 720	100,0
Roubaix	503 915	1,4	33 468 227	89,9	3 243 321	8,7	37 215 463	100,0
Valenciennes	434 068	1,8	20 707 786	84,4	3 406 687	13,9	24 548 541	100,0
Nord-Pas de Calais	8 570 444	3,9	166 861 873	75,5	45 665 069	20,7	221 097 386	100,0
Bar le Duc	391 179	6,7	4 040 960	69,2	1 408 385	24,1	5 840 524	100,0
Epinal	849 294	4,4	15 677 546	80,9	2 850 483	14,7	19 377 324	100,0
Metz	4 057 994	9,2	30 487 713	68,9	9 681 941	21,9	44 227 648	100,0
Nancy	3 047 811	10,0	21 598 021	71,2	5 691 099	18,8	30 336 931	100,0
Lorraine	8 346 279	8,4	71 804 240	72,0	19 631 908	19,7	99 782 427	100,0
Mulhouse	3 597 038	6,9	44 056 692	85,0	4 199 731	8,1	51 853 461	100,0
Strasbourg	5 231 248	8,5	50 610 369	82,3	5 638 553	9,2	61 480 170	100,0
Alsace	8 828 286	7,8	94 667 061	83,5	9 838 284	8,7	113 333 631	100,0
Belfort	247 224	2,6	8 077 687	83,6	1 332 749	13,8	9 657 660	100,0
Besançon	527 362	3,3	12 537 835	78,7	2 866 782	18,0	15 931 979	100,0
Montbéliard	272 230	3,0	6 957 049	77,0	1 805 857	20,0	9 035 136	100,0
St-Claude	1 730 132	14,3	9 126 118	75,6	1 207 807	10,0	12 064 058	100,0
Vesoul	1 257 561	11,3	8 151 692	73,2	1 727 303	15,5	11 136 555	100,0
Franche Comté	4 034 510	7,0	44 850 382	77,6	8 940 498	15,5	57 825 389	100,0
Angers	2 003 191	5,0	34 296 669	85,6	3 747 277	9,4	40 047 137	100,0
Cholet	370 274	3,7	8 108 018	80,0	1 661 573	16,4	10 139 865	100,0
La Roche sur Yon	2 944 057	11,4	18 348 822	71,0	4 549 055	17,6	25 841 934	100,0
Laval	758 894	5,8	10 062 215	77,0	2 240 425	17,2	13 061 534	100,0
Le Mans	1 043 927	4,9	16 846 121	79,3	3 362 316	15,8	21 252 363	100,0
Nantes	6 737 337	9,2	59 212 584	80,8	7 356 619	10,0	73 306 539	100,0
Pays de la Loire	13 857 679	7,5	146 874 428	80,0	22 917 264	12,5	183 649 371	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Brest	1 055 924	4,3	21 329 200	87,5	1 984 342	8,1	24 369 466	100,0
Quimper	810 155	4,3	16 491 077	88,5	1 329 337	7,1	18 630 569	100,0
Rennes	5 745 212	14,8	29 356 406	75,5	3 791 190	9,7	38 892 809	100,0
St-Brieuc	1 464 563	6,3	17 999 332	77,7	3 694 870	16,0	23 158 764	100,0
Vannes	4 116 957	12,5	24 668 053	74,7	4 238 249	12,8	33 023 259	100,0
Bretagne	13 192 811	9,6	109 844 068	79,6	15 037 988	10,9	138 074 867	100,0
Angoulême	427 708	2,5	14 835 796	86,1	1 962 800	11,4	17 226 305	100,0
La Rochelle	919 098	3,5	21 475 320	82,3	3 698 802	14,2	26 093 220	100,0
Niort	450 379	3,5	10 462 796	81,2	1 977 926	15,3	12 891 100	100,0
Poitiers	1 884 231	8,2	19 478 170	85,0	1 543 212	6,7	22 905 613	100,0
Poitou-Charentes	3 681 416	4,7	66 252 082	83,7	9 182 740	11,6	79 116 239	100,0
Agen	1 815 936	11,1	12 054 190	74,0	2 425 741	14,9	16 295 867	100,0
Bayonne	847 238	5,3	13 840 596	87,2	1 183 828	7,5	15 871 662	100,0
Bordeaux	3 134 396	3,6	78 236 338	89,9	5 640 333	6,5	87 011 067	100,0
Mont-de-Marsan	844 983	8,2	8 150 652	78,8	1 350 793	13,1	10 346 427	100,0
Pau	1 416 406	7,8	15 113 807	82,9	1 692 526	9,3	18 222 740	100,0
Périgueux	954 431	5,0	16 409 577	86,4	1 622 727	8,5	18 986 735	100,0
Aquitaine	9 013 390	5,4	143 805 160	86,2	13 915 948	8,3	166 734 498	100,0
Albi	969 982	5,2	15 458 769	83,3	2 124 155	11,4	18 552 906	100,0
Auch	107 280	1,3	7 769 039	93,0	473 793	5,7	8 350 112	100,0
Cahors	120 066	2,1	5 068 231	87,1	627 411	10,8	5 815 709	100,0
Foix	93 296	0,9	9 114 877	91,0	809 077	8,1	10 017 250	100,0
Montauban	472 470	4,1	9 644 180	82,8	1 532 260	13,2	11 648 910	100,0
Rodez	370 631	3,9	8 024 568	84,8	1 066 425	11,3	9 461 624	100,0
Tarbes	735 575	6,8	8 983 793	83,5	1 044 459	9,7	10 763 827	100,0
Toulouse	4 484 461	4,3	92 710 559	88,3	7 847 444	7,5	105 042 463	100,0
Midi-Pyrénées	7 353 762	4,1	156 774 017	87,3	15 525 024	8,6	179 652 803	100,0
Brive	835 624	9,7	7 194 551	83,3	602 784	7,0	8 632 959	100,0
Guéret	91 828	3,6	2 194 486	85,2	289 110	11,2	2 575 423	100,0
Limoges	919 617	5,9	12 367 950	79,5	2 265 543	14,6	15 553 110	100,0
Limousin	1 847 069	6,9	21 756 987	81,3	3 157 436	11,8	26 761 492	100,0
Anancy	3 394 852	9,4	27 674 331	76,6	5 042 406	14,0	36 111 588	100,0
Annonay	242 408	5,8	3 024 942	72,6	901 335	21,6	4 168 686	100,0
Aubenas	257 681	3,2	6 360 847	79,8	1 356 042	17,0	7 974 570	100,0
Bourg en Bresse	2 664 936	12,0	15 686 431	70,3	3 948 001	17,7	22 299 368	100,0
Chambéry	889 812	3,9	19 654 776	85,5	2 455 479	10,7	23 000 067	100,0
Grenoble	3 173 002	4,8	55 381 020	83,4	7 814 229	11,8	66 368 250	100,0
Lyon	3 423 326	3,4	87 013 032	85,9	10 851 739	10,7	101 288 097	100,0
Roanne	296 538	4,1	6 214 348	85,1	792 885	10,9	7 303 770	100,0

Caisses d'Allocations Familiales et Régions	nature de la dépense						total dépenses d'action sociale	
	investissement		fonctionnement		aides financières		euros	%
	euros	%	euros	%	euros	%		
Saint Etienne	1 250 169	2,7	40 550 328	87,5	4 550 527	9,8	46 351 024	100,0
Valence	894 078	3,8	19 802 442	84,3	2 798 280	11,9	23 494 799	100,0
Vienne	508 064	3,1	13 822 260	85,0	1 925 375	11,8	16 255 699	100,0
Villefranche	657 766	6,2	8 354 342	78,8	1 591 365	15,0	10 603 474	100,0
Rhône-Alpes	17 652 632	4,8	303 539 098	83,1	44 027 661	12,1	365 219 391	100,0
Aurillac	225 779	5,5	3 156 537	77,5	691 263	17,0	4 073 580	100,0
Clermont-Ferrand	2 404 624	8,2	23 939 015	81,6	2 996 617	10,2	29 340 256	100,0
Le Puy	475 607	4,0	10 771 743	89,6	768 639	6,4	12 015 989	100,0
Moulins	1 063 049	8,1	9 683 729	73,8	2 374 962	18,1	13 121 740	100,0
Auvergne	4 169 060	7,1	47 551 024	81,2	6 831 481	11,7	58 551 565	100,0
Béziers	674 855	4,9	11 141 708	81,3	1 882 840	13,7	13 699 404	100,0
Carcassonne	1 605 910	9,5	13 155 494	77,9	2 134 982	12,6	16 896 386	100,0
Mende	47 893	2,4	1 847 561	92,7	97 349	4,9	1 992 803	100,0
Montpellier	3 211 315	5,5	50 984 962	88,1	3 707 098	6,4	57 903 375	100,0
Nîmes	1 639 575	3,6	41 232 405	90,1	2 875 528	6,3	45 747 508	100,0
Perpignan	1 924 363	6,3	25 865 629	84,1	2 949 036	9,6	30 739 028	100,0
Languedoc-Roussillon	9 103 912	5,5	144 227 759	86,4	13 646 833	8,2	166 978 504	100,0
Avignon	1 482 703	4,1	31 597 644	88,0	2 829 287	7,9	35 909 634	100,0
Digne	244 082	3,6	5 584 536	82,7	926 065	13,7	6 754 684	100,0
Gap	181 328	2,8	5 872 669	91,2	383 483	6,0	6 437 480	100,0
Marseille	3 789 797	3,1	106 561 451	87,6	11 345 173	9,3	121 696 421	100,0
Nice	3 118 915	4,5	61 356 867	88,7	4 666 540	6,7	69 142 321	100,0
Toulon	2 325 110	4,2	50 509 254	91,2	2 551 483	4,6	55 385 847	100,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 141 935	3,8	261 482 421	88,5	22 702 031	7,7	295 326 387	100,0
Ajaccio	7 517	0,1	5 337 775	99,7	9 877	0,2	5 355 169	100,0
Bastia	251 025	2,9	8 078 020	93,1	347 601	4,0	8 676 646	100,0
Corse	258 542	1,8	13 415 795	95,6	357 478	2,5	14 031 815	100,0
Caisse maritime d' AF (*)	205 160	9,2	1 280 152	57,6	737 353	33,2	2 222 665	100,0
Total métropole	189 012 464	5,5	2 868 696 484	83,1	392 465 289	11,4	3 450 174 238	100,0
La Guadeloupe	3 302 378	12,9	21 265 719	83,3	971 053	3,8	25 539 150	100,0
La Guyane	711 762	9,6	5 638 670	76,4	1 026 336	13,9	7 376 768	100,0
La Martinique	2 617 821	7,2	26 045 913	72,0	7 509 339	20,8	36 173 073	100,0
La Réunion	3 685 639	6,9	36 170 914	68,1	13 272 426	25,0	53 128 978	100,0
Total Outre-Mer	10 317 600	8,4	89 121 216	72,9	22 779 154	18,6	122 217 969	100,0
Total national métropole + Dom	199 330 064	5,6	2 957 817 700	82,8	415 244 443	11,6	3 572 392 207	100,0

(*) Le 1er janvier 2002, les caisses nationales d'allocations familiales de la pêche maritime et des marins du commerce ont fusionné et portent désormais le nom de caisse maritime d'allocations familiales dont le siège social est situé à La Rochelle.

ANNEXE 6

Les Bénéficiaires potentiels d'Action Sociale au 31 décembre 2005

Il s'agit d'un nombre de bénéficiaires théoriques,
par Caf, et dont la définition est rappelée page 117

Bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31/12/2005 (1)

nom caf	code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels
Bourg en Bresse	1080	59 660
Soissons	2080	33 229
Saint Quentin	2280	25 510
Moulins	3080	31 063
Digne	4080	15 229
Gap	5080	13 099
Nice	6080	102 285
Annonay	7080	12 508
Aubenas	7081	18 426
Charleville	8080	31 231
Foix	9080	13 745
Troyes	10080	29 901
Carcassonne	11080	33 576
Rodez	12080	21 964
Marseille	13080	210 938
Caen	14080	70 958
Aurillac	15080	11 397
Angoulême	16080	32 097
La Rochelle	17080	55 258
Pêche Maritime	17081	6 511
Bourges	18080	29 807
Brive	19080	19 619
Ajaccio	20080	12 293
Bastia	20081	13 625
Dijon	21080	50 303
Saint Brieuc	22080	52 087
Guéret	23080	9 081
Périgueux	24080	33 659
Besançon	25080	35 917
Montbéliard	25180	17 114
Valence	26080	50 528
Evreux	27080	63 669
Chartres	28080	45 403
Brest	29080	49 702
Quimper	29280	35 308
Nîmes	30080	73 009
Toulouse	31080	119 222
Auch	32080	14 895
Bordeaux	33080	136 290
Montpellier	34080	77 304
Béziers	34180	29 009
Rennes	35080	99 387
Châteauroux	36080	20 966
Tours	37080	57 185
Grenoble	38080	99 881
Vienne	38180	30 895
Saint Claude	39080	26 105

(1) cf définition des bénéficiaires potentiels page 117. Données extraites du tableau SB741 - statistiques bénéficiaires d'action sociale au 31/12/2005

Bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31/12/2005 (1)

nom caf	code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels
Mont de Marsan	40080	31 136
Blois	41080	32 229
Saint Etienne	42080	61 969
Roanne	42280	15 383
Le Puy	43080	21 035
Nantes	44080	134 070
Orléans	45080	67 602
Cahors	46080	14 256
Agen	47080	28 160
Mende	48080	6 128
Angers	49080	60 045
Cholet	49180	20 703
Avranches	50080	48 047
Reims	51280	55 272
Chaumont	52080	18 765
Laval	53080	30 066
Nancy	54080	72 330
Bar le Duc	55080	18 991
Vannes	56080	67 280
Metz	57080	100 355
Nevers	58080	19 212
Lille	59080	70 502
Armentières	59081	18 346
Dunkerque	59082	32 881
Roubaix	59083	64 555
Douai	59380	29 466
Cambrai	59381	17 751
Valenciennes	59580	41 175
Maubeuge	59581	26 983
Beauvais	60080	52 922
Creil	60280	36 967
Alençon	61080	28 173
Arras	62080	104 086
Calais	62280	63 566
Clermont Ferrand	63080	59 104
Pau	64080	34 664
Bayonne	64180	27 586
Tarbes	65080	20 916
Perpignan	66080	43 232
Strasbourg	67080	108 260
Mulhouse	68180	72 038
Lyon	69080	161 740
Villefranche	69180	20 662
Vesoul	70080	24 395
Belfort	70180	14 875
Mâcon	71080	52 832
Le Mans	72080	57 736

(1) cf définition des bénéficiaires potentiels page 117. Données extraites du tableau SB741 - statistiques bénéficiaires d'action sociale au 31/12/2005

Bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31/12/2005 (1)

nom caf	code Caf	Nombre de bénéficiaires potentiels
Chambéry	73080	41 555
Annecy	74080	69 841
Paris	75080	171 698
Rouen	76080	61 152
Elbeuf	76081	6 966
Dieppe	76180	24 291
Le Havre	76280	45 887
Melun	77080	148 758
St Quentin en Yvelines	78080	154 400
Niort	79080	33 457
Amiens	80080	59 120
Albi	81080	34 729
Montauban	82080	22 253
Toulon	83080	99 716
Avignon	84080	56 745
La Roche sur Yon	85080	59 292
Poitiers	86080	38 630
Limoges	87080	31 330
Epinal	88080	39 706
Auxerre	89080	33 834
Evry	91080	135 695
Nanterre	92080	156 712
Rosny sous bois	93080	184 493
Créteil	94080	140 657
Cergy	95080	139 264
total Métropole		6 329 476
La Guadeloupe	97080	71 145
La Guyane	97081	27 841
La Martinique	97082	60 722
La Réunion	97083	138 753
total Dom		298 461
total métropole + Dom		6 627 937

(1) Le nombre de familles potentiellement bénéficiaires de l'action sociale des Caf correspond à une définition théorique donnée par la Cnaf. Cette définition, qui n'est pas nécessairement en adéquation avec la pratique de toutes les Caf, est la suivante : les familles bénéficiaires potentielles sont celles qui ouvrent droit à une ou plusieurs des prestations familiales figurant à l'article L511-1 du code de la sécurité sociale, les familles bénéficiaires de la seule "APL" (ou APL + AAH ou APL + RMI) ayant un enfant à charge, les familles bénéficiaires de l'Agéd seule et/ou de l'Afeama seule et les familles bénéficiaires du seul RMI ayant un enfant à charge au sens de l'article L513-1 du code de la sécurité sociale. Sont exclues de ce champ les familles qui ne relèvent pas de la Caf pour le droit aux prestations de l'article L511-1 (régimes spéciaux et agricoles) et sont exclues du dénombrement les familles dont le code régime n'est pas renseigné dans le Fileas (Fichier des prestations légales et de l' action sociale des Caf).

Liste des tableaux et graphiques

pages :

Les dépenses d'action sociale des 119 Caf métropolitaines et des 4 Caf des Dom en 2005 – présentation synthétique	3
Graphique 1 : dépenses d'action sociale par fonction en 2005	12
Graphique 2 : financement de l'action sociale de 2001 à 2005	12
Graphique 3 : temps libres des enfants et des familles	15
Graphique 4 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	16
Graphique 5 : financement de l'animation de la vie sociale de 2001 à 2005	19
Graphique 6 : évolution 2001-2005 de l'accompagnement à la fonction parentale	21
Graphique 7 : dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense	22
Graphique 8 : dépenses d'action sociale par nature	23
Tableau 1 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer par fonction et type d'intervention	26
Tableau 2 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer par fonction et principale sous fonction selon le domaine d'intervention	27
Tableau 3 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'Outre-mer par fonction et section budgétaire	28
Tableau 4 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les départements d'outre-mer par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale	28
Tableau 5 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et type d'intervention	29
Tableau 6 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous fonction selon le domaine d'intervention	30
Tableau 7 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et section budgétaire	31
Tableau 8 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction sur dotations affectées et dotation d'action sociale	31
Tableau 9 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-mer par fonction et type d'intervention	32
Tableau 10 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-mer par fonction et principale sous fonction selon le domaine d'intervention	33
Tableau 11 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-mer par fonction et section budgétaire	34
Tableau 12 : dépenses d'action sociale dans les départements d'Outre-mer, par fonction, sur dotations affectées et dotation d'action sociale	34
Annexe 1 : séries rétrospectives : dépenses d'action sociale des Caf de 2001 à 2005	
Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines et des 4 Caf des Dom	35
Tableau 13 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer, par fonction	37
Tableau 14 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer, par fonction et principale sous fonction, selon le domaine d'intervention	38
Tableau 15 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer, par section budgétaire	39
Tableau 16 : dépenses d'action sociale en Métropole et dans les Départements d'Outre-mer, selon le destinataire de la dépense	39

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines

Tableau 17 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction	40
Tableau 18 : dépenses d'action sociale en Métropole par fonction et principale sous fonction, selon le domaine d'intervention	41
Tableau 19 : dépenses d'action sociale en Métropole par section budgétaire	42
Tableau 20 : dépenses d'action sociale en Métropole selon le destinataire de la dépense	42
Tableau 21 : dépenses d'investissement en Métropole par fonction	43
Tableau 22 : dépenses de fonctionnement en Métropole par fonction	44
Tableau 23 : dépenses d'aides financières en Métropole par fonction	45

Résultats agrégés des 4 Caf des Dom

Tableau 24 : dépenses d'action sociale des Départements d'Outre-mer par fonction	46
Tableau 25 : dépenses d'investissement, de fonctionnement et d'aides financières des Départements d'Outre-mer par fonction	47

Annexe 2 : Les résultats financiers 2005 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines et des 4 Caf des Dom 49

Tableau SF100 : accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	51
Tableau SF200 : temps libre des enfants et des familles	52
Tableau SF300 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	53
Tableau SF301 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	54
Tableau SF400 : logement et habitat	55
Tableau SF500 : animation de la vie sociale	56
Tableau SF700 : prestations supplémentaires aux familles	56
Tableau SF800 : autres actions	57
Tableau SF900 : récapitulation des dépenses d'action sociale	58
Tableau SF902 : prestation de service unique et ordinaire pour enfants moins de 4 ans (*)	59
Tableau SF903 : prestations de service unique et ordinaire pour enfants plus de 4ans (*)	60
Tableau SF904 : prestations de service autres	61
Tableau SF905 : récapitulatif des prestations de service	62
Tableau SF906 : prestation de service unique	62
Tableau SF908 : dépenses relatives au contrat enfance selon le type d'équipement (*)	63
Tableau SF950 : recettes et dépenses des services en gestion directe	63

Annexe 3 : Les résultats financiers 2005 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des 119 Caf métropolitaines 65

Tableau SF100 : accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	67
Tableau SF200 : temps libre des enfants et des familles	68
Tableau SF300 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	69
Tableau SF301 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	70

Tableau SF400 : logement et habitat	71
Tableau SF500 : animation de la vie sociale	72
Tableau SF700 : prestations supplémentaires aux familles	72
Tableau SF800 : autres actions	73
Tableau SF900 : récapitulation des dépenses d'action sociale	74
Tableau SF902 : prestation de service unique et ordinaire pour enfants moins de 4 ans (*)	75
Tableau SF903 : prestations de service unique et ordinaire pour enfants plus de 4ans (*)	76
Tableau SF904 : prestations de service autres	77
Tableau SF905 : récapitulatif des prestations de service	78
Tableau SF906 : prestation de service unique	78
Tableau SF950 : recettes et dépenses des services en gestion directe	79

Annexe 4 : Les résultats financiers 2005 selon la présentation des questionnaires statistiques transmis par les Caf

Résultats agrégés des 4 Caf des Dom 81

Tableau SF100 : accueil des jeunes enfants de 0 à 6 ans	83
Tableau SF200 : temps libre des enfants et des familles	84
Tableau SF300 : accompagnement social des familles et de leurs enfants	85
Tableau SF301 : accompagnement social des familles et de leurs enfants (suite)	86
Tableau SF400 : logement et habitat	87
Tableau SF500 : animation de la vie sociale	88
Tableau SF700 : prestations supplémentaires aux familles	89
Tableau SF800 : autres actions	89
Tableau SF900 : récapitulation des dépenses d'action sociale	90
Tableau SF904 : prestations de service autres	91
Tableau SF905 : récapitulatif des prestations de service	92
Tableau SF908 : dépenses relatives au contrat enfance selon le type d'équipement (*)	92
Tableau SF950 : recettes et dépenses des services en gestion directe	93

Annexe 5 : les résultats financiers 2005 par caisse d'allocations familiales et par région 95

Annexe 5a : dépenses d'action sociale par fonction budgétaire – données en euros	97
Annexe 5b : dépenses d'action sociale par fonction budgétaire – données en %	101
Annexe 5c : ventilation des dépenses d'action sociale selon le destinataire de la dépense	105
Annexe 5d : ventilation des dépenses d'action sociale selon la nature de la dépense	109

Annexe 6 : les bénéficiaires potentiels d'action sociale au 31 décembre 2005 113

(*) Les tableaux SF902, SF903 et SF906 concernent uniquement la Métropole et le tableau SF908 uniquement les Dom.